-- - t* 4# }

Wester to me and

Contraction of the Second Seco

The second second

CLAUDS SARRAN

The same of the same of

2011年1日 · 100年1日 · 100年1

THE TANK AND BE

were were to prome

8-1-20-5

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE Nº 13073.- 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Mérv

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 8-LUNDI 9 FÉVRIER 1987

Rendez-vous sino-soviétique

ruption de huit ans et demi. les pourpariers frontaliers sinosoviétiques doivent reprendre lundi 9 février à Moscou. La Chine n'ayant toujours pas reconnu les « traités inégaux » fixant au dix-neuvième siècle sa frontière avec la Russie, la reprise du dialogue sur un sujet si délicat confirme à la fois l'amélioration des relations entre les deux pays depuis l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev et les nites de ce repprochement.

Pour les Chinois, les trois obstacles à une normalisation de leurs relations avec Moscou demeurent la présence massive troupes soviétiques sur la corps expéditionnaire en Afghanistan et, surtout, « le soutien de runss à l'invasion du Cambodge par le Vietnam ». Il reste que ces derniers mois, de part et d'autre, quelques efforts ont été entre-pris pour renforcer le dialogue entre les deux capitales.

A Viadivostok, fin juliet, le numéro un soviétique a notamment admis, pour la première de la frontière le long des fleuves Amour et Oussouri était négociable. En septembre, M. Deng Xisoping répondait qu'il était prêt à rencontrer sous condi-tions M. Gorbatchev. Depuis, la Chine a socialifi phisieurs diri-geants d'Europe de l'Est. Récement. Pékin a e pris note » de l'annouce d'un e retrait mejeu », en avil mai, de forces

les échanges commerciaux, culturals et scientifiques entre les deux pays se sont renforcés de façon spectaculeire. Enfin, à la suite des changements intervenus il y a peu en Chine, le Kremlin doit suivre avec intérêt rement tancé vollà un an à paine pour son manque de fermeté lors d'une rencontre avec M. Gorbe-

E reste qu'avec le retour en force des conservateurs à Pékin le réformisme du numéro un soviétique n'offre plus les mêmes attraits que l'an dernier. Surtout, les Chinois s'inquiètent du rôle de puissance asiatique revendique par l'URSS, estimant que leur propre sécurité est en jeu. Alors que la flotte soviétique s'est nettement renforcée dans la région, ils jugent que la politique du Kremlin en Afghanisten comme à l'égard du Cambodge feit partie intégrante d'une stratégio expansionniste.

En clair, aux prises avec une crise intérieure dont on mesure encore mai l'acuité, la Chine s'en tient à une politique d'équilibre entre Moscou et Washington, jouant l'un contre l'autre quand il le faut. C'est dens ce contexte que s'inscrit cette nouvelle série d'entretiens sino-soviétiques.

Dur le différend frontalier proprement dit, les Chinois ne se font guère d'illusions. L'URSS pourrait, conformément au droit international accepter un jour que la frontière commune passe au milieu du chenal principal des deux grands fleuves et non plus le long de la rive chinoise, ce qui est le cas

Mais la Chine se doute qu'elle ne récuperera jamais les quelque 1 million de kilomètres carrés qui kri ont été soustraits per les « traités inégaux ». Elle souhaite que Moscou reconnaisse au moins l'injustice desdits traités.

Les nouvelles attaques libyennes au Tibesti

La France redéploie et renforce son dispositif militaire au Tchad

positif « Epervier » dans la pers-

pective d'une optimisation des

différents moyens militaires,

An ministère de la défense, on

souligne que ces mesures répon-

dent à des demandes pressantes

des autorités de N'Djamena et

qu'elles sont mises en œuvre en

collaboration étroite avec celles-

ci. Les sources militaires restent

d'une grande discrétion sur l'évo-

lution à terme de ce redéploie-

ment, qui, à bien des égards, res-

notamment anticériens ».

Inquiet des renseignements concordants faisant état d'une prochaine offensive généralisée des Libyens dans le nord du Tchad - où ils viennent d'attaquer Zouar, - Paris a décidé de renforcer le contingent français stationné dans ce pays,

Officiellement, ce qu'on appelle à Paris un « redéploiement » du contingent français n'implique aucune modification de la mission impartie à «Epervier». Lancée il y a un an, cette opération a pour but essentiel la défense de l'espace du Tchad au and de la «ligne rouge», voisine du seizième parallèle. Le renforcement impliquerait en particulier la mise en place d'un disposi-tif terrestre à Abéché.

Selon le ministère de la défense, cette opération a pour objet de rapprocher de la zone des combats les hommes et les matériels, sans pour autant dépasser la

dans le cadre de l'opération « Epervier » Plusieurs centaines d'hommes auraient été acheminés au Tchad ces derniers jours avec un important matériel militaire, ce qui porterait les effectifs d'« Epervier » à plus de deux mille hommes. semble aussi à un renforcement « ligne rouge » du seizième paral-

du précédent dispositif, en lèle. L'initiative française vise à hommes et en matériels. « accroître le verrouillage du dis-

L'opération - Epervier - est peut-être en train de changer de nature. Il ne s'agirait plus seulement de veiller de façon strictement défensive au maintien du statu quo, mais d'aider plus activement l'armée tchadienne à consolider ses positions après qu'elle se fut lancée dans la reconquête d'une partie des territoires du Nord, incitée en cela par les ions entre les Libyens et M. Goukouni Onedde'L

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE. (Lire la suite page 5.)

La libération de l'équipe de Médecins sans frontières

Les ravisseurs somaliens ont remis leurs otages aux Ethiopiens

Comité directeur du PS



PAGE 16

Nouvelle-Calédonie: inquiétude à l'Elysée M. Mitterrand pourrait intervenir

Conseil supérieur de la magistrature A l'exception de M. Gazier tous les membres ont été renouvelés

PAGE 8 Le sommaire complet se trouve page 16

Sondage SOFRES-«le Monde» sur l'information

Les téléspectateurs satisfaits

Alors que le gouvernement et les élus qui le soutiennent s'indignent plus ou moins bruyamment de la partialité supposée des jour-naux télévisés en faveur de l'opposition, la majorité des Français interrogés par la SOFRES pour le Monde paraissent, eux, tout à fait sereins et, pour tout dire, plutôt catisfaits de la façon dont est traitée l'information politique à la

Non, disent-ils, la place faite à la politique sur les chames n pas excessive; non les grèves de ces dernières semaines n'ent pas été présentées d'une manière trop favorable aux grévistes; non, TF 1 et Antenne 2 ne sont pas systématiquement indulgents à l'égard de la gauche, elles manifesteraient même plutôt de la sympathic pour le gouvernement ; non, les journalistes ne sont pes pour la plupart acquis à l'opposition et, à deux on trois exceptions près (Michel Polac, jugé nette-ment à gauche, Alain Duhamel et Yves Mourousi, étiquetés à droite), ne sauraient être classés dans aucun des denz camps - y compris les présentateurs du 20 heures », les Masure, Cubbada, Rapp, Sérillon - et cela,

quelles que scient les sympathies politiques des sondés.

simisme des téléspectateurs. Bien sûr, l'opinion des gens

sane. Les électeurs de droite, par exemple, sont nombreux à considérer que la télévision a donné un point de vue trop favorable aux

accepté d'y répondre, qu'ils se disent à droite ou à gauche, rendent hommage à l'équité et à la neutralité des journaux et des journalistes de la télévision.

ques utiles éléments de réflexion. THOMAS FERENCZI.

En revanche, les personnes

interrogées estiment dans leur majorité que les journaux télévises out tendance à montrer ce qui va mal et donc à accroître le

varie avec leur préférence parti-

de gauche pensent souvent le Mais il est remarquable que, sur toutes les questions, la plus grande partie de ceux qui ont

A l'heure où se précise le projet de privatisation de TF 1 et où semble se préparer, à Antenne 2. une reprise en main de la rédaction, voilà, pour les responsables de l'audiovisuel en France, quel-

Andrea del Sarto au palais Pitti

L'étrange douceur florentine

Après le Louvre, qui a organisé il y a quelques semaines une exposition de ses dessins, c'est au tour du palais Pitti, de Flo-rence, de rendre hommage à Andrea del Sarto.

par André Chastel

Florence a été décrétée en 1986 capitale européenne de la culture», comme si elle ne l'était pas depuis quelques siècles. On chercha donc un anniversaire tion à ouvrir avant la Saint-Né en 1486, Andrea, fils d'un

tailleur du quartier de Sainte-Marie-Nouvelle (d'où le nom : del Sarto), fournissait à point une vedette. Naguère encore on lui accordait un tout premier rôle dans la peinture florentine. Dans son Art classique (1984), Wölfflin alignait Andrea auprès de Léonard, Raphael, Michel-Ange et Fra Bartolemeo parmi les pères fondateurs » de la modernité nouvelle ; on voyait - disait-il - des affiches de son jeune et beau Saint Jean dans toutes les agences de tourisme. Il n'en est

son évidence, et on doit se rendre au palais Pitti pour examiner l'illustre Giovannino au manteau rouge au milieu des trente tableaux et des cent dessins qui constituent le fonds florentin au complet du peintre. Les salles spacienses aux corni-

ches dorées du palais médicéen, une fois rythmées d'écrans, permettent un parcours souple et tranquille, comme il convient pour un peintre délicat. D'autant l'association systématique des dessins avec les tableaux correspondants invite à entrer assez loin dans le jeu. Ainsi la Disputa (entretien) sur la Trinité, grande scène un peu bizarre sous un ciel gris, peinte vers 1517, comporte un dos nu lisse à gauche - celui de saint Sébastien, dont un dessin à la sanguine révèle le point de départ.

Comme on s'en est tenu aux ressources locales, il y a cinq ou six lacunes criantes, dont la mélodieuse Madone à l'enfant du Prado, ou encore la Charité superbement pyramidante du Louvre, peinte, comme chacun sait, pour François Ier, pendant le bref

La gloire d'Andrea a perdu de séjour d'Andrea en France. Le dessin précis d'un motif vaut pour l'œuvre absente, Ce n'est pas très satisfaisant, sauf dans le cas, bien sûr, où, oubliant le mécanisme artisanal, on apprécie ces silhouettes crayonnées à la pierre noire, ces drapés aux plis sombres, ces visages aux yeux un peu fiévreux... pour eux-mêmes.

En ce qui concerne le Louvre, il a eu l'élégance de tirer de ses cartons l'ensemble assez remarquable de croquis et études qui s'y est accumulé. Il y a donc réciprocité avec Florence: une demoiselle aux joues rondes annonce le portrait de la Demoiselle au Pétrarque (Offices, exposé au Pitti), récemment restauré, effigie touchante d'une amoureuse en bonne

Andrea avait vingt ans quand, par le jeu des circonstances, Raphael et Michel-Ange quittaient Florence pour Rome, Léonard travaillant en quelque sorte à mi-temps avec les princes français installés à Milan. En un sens, le terrain était libre pour un artiste ou pour tout un groupe au courant des nouveautés, mais désireux de rester obstinément florentins.

(Lire la suite page 10.)

Un an après la chute de Jean-Claude Duvalier

Désenchantement en Haïti

PORT-AU-PRINCE de notre envoyé spécial

Entre la joie et la peur, il ne se sera écoulé qu'un an Dans les rues de la capitale haftienne endormie, circulaient en février 1986 les rumeurs vite confirmées du départ de l'ancien président à vie. La liesse populaire éclatait. Aujourd'hui, pour cet anniversaire historique, les blindés

patrouillent dans une ville inquiète. Pourtant, l'ébanche de la démocratie est apparente. Un président de la République harrienne a-t-il jamais été apostrophé comme l'a été le général Namphy lors de sa conférence de presse du vendredi 6 février? Qui pouvait imaginer

Entre Chinois et Soviétiques, le chemin de la normalisation demoure persemé d'embûches. On en reste à la diplomatie des surcroît - pourrait mettre en cause « un régime où les macoutes reviennent . ? La liberté de parole et de presse existe, répète le chef de l'Etat. Elle est totale et largement utilisée, mais beaucoup d'Haîtiens se posent aujourd'hui la question : « Jusqu'à quand ? »

Car ce chef de l'Etat que l'on surnommait « Chouchou » n'a plus la confiance d'une bonne partie de la population. Cette dégradation qu'il refuse d'admettre repose sur des faits.

« Une cascade de ruptures », dit le directeur de Radio-Haiti Inter, Jean Dominique. Sans remonter très loin dans le temps, des faits précis motivent cette inquiétude. Des manifestants tués qu'une journaliste - haïtienne de par balles, la disparition d'un édu-

cateur de la Mission d'alphabétisation, la multiplication des assassinats et des vols, le récent remaniement ministériel, ou encore la perquisition, il y a deux jours, par des militaires armés, au domicile d'un membre d'une association : autant d'événements où de nombreux observateurs voient la marque des tontons-macoutes. Le général Namphy, l'homme

qui tenait tête aux « macoutes » aux pires moments de la dictaest aujourd'hui accusé de leur faire la part trop belle. Et pas - ou pas seulement - par des e extrémistes ». Ainsi, deux de ses anciens ministres récemment limogés font une analyse très pes-

DENIS HAUTIN-GUIRAUT. (Lire la suite page 5.)



42.61.58.56

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algéria, 3 DA; Marco, 6 dir.; Tunisia. 700 m.; Allemagna, 2,50 DM; Ausricha, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Danamerk, 9 kr.; Espagna, 170 pea.; G.-B., 55 p. PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algéria, 3 DA; Marco, 6 dir.; Tunisia. 700 m.; Allemagna, 2,50 DM; Ausricha, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Sanégal, 450 F CFA; Suèda, 13 cs.; Suissa, 1,80 f.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$ Grèca, 140 dr.; Irlanda, 85 p.; Italia, 2 000 L; Libya, 0,400 DL; Lusumbourg, 40 f.; Norvèga, 12 kr.; Poys-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 130 esc.; Sánégal, 450 F CFA; Suèda, 13 cs.; Suissa, 1,80 fl.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$

Landi 9 février. - Paris : visite de M. Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais; Moscou: reprise des négociations frontalières sino-soviétiques; Manille: négociations entre le gouvernement et le Mouvement national de libéra-

Mardi 10 février. Guatemala-City: réunion des représentants de la CEE et des pays d'Amérique centrale.

Mercredi 11 février. Paris : visite officielle de travail de M. Amine Gemayel. Jeudi 12 février.

Washington: les Etats-Unis procedent à un deuxième essai nucléaire. Dimanche 15 février. -Moscou: Igor Ougourtsov libéré après vingt ans de camp.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : André Fontaine lirecteur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beave-Mêry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laureus (1982-1985)

> Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

Les Rédacteurs du *Monde* Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Réducteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS TếI : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



Reproduction interdite de tous articles

Commission paritaire des journaux et publications, π° 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Taper LEMONDE ABONNEMENTS Tél.: (1) 42-47-98-72 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANCERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 538 F

687 F 1 537 F 1 572 F 4 573 F 1 574 F 1 575 F Par vole africane: 1 and 1 and 1 and 1.

Par vole africane: 1 tarif saw demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonaés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sandays for 5 460 per year by Le Monde c/o Speedimper, 48-45 35 th Street, LCt., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postnesser: sand address charges to Le Monde c/o Speedimper U.S.A. P.N.C., 45-45 39 th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Dates

Il y a quarante ans

La signature des traités de paix de Paris

مكذا من الاصل

E 10 février 1947, dans le salon de l'Horloge du 37 quai d'Orsay, les ministres bulgare, finlandais, hon-grois, italien et roumain des affaires étrangères apposent leur signature sur les traités de paix rédigés après six mois de négociations entre les vingt et un vainqueurs et les cinq vaincus (sauf le princi-pal : l'Allemagne) de la guerre 1939-1945 en Europe. En raison de la procédure com-plexe adoptée en juillet 1945 à Potsdam par Staline, Truman et Attlee, il s'agit de textes différents.

C'est le conseil des ministres des affaires étrangères des puissances victo-rieuses qui était chargé d'élaborer la version finale des textes. « Pour chacune de ces tâches, on crée un conseil composé de membres représentant les Etats signataires des conditions de reddition imposées à l'Etat ennemi en cause », ont précisé les instructions.

Les deux absents des traités de Versailles de 1919 ayant redessiné la carte de l'Europe - les États-Unis d'Amérique et la Russie révolutionnaire qui ne s'appelle pas encore l'URSS - jouent cette fois un rôle capital. En revanche, le gouvernement français n'avait pas été invité à se faire représenter à la conférence préparatoire réunie en décembre 1945 à Moscou. Mais, le 25 avril 1946, l'Union soviétique avait fait dérogation à ses décisions anté-rieures qui empêchaient la France de participer aux discussions relatives aux anciens Etats satellites est-européens.

La rencontre du Kremlin

En fait, bien avant février 1945 (date de la conférence de Yalta), le sort de l'Europe centrale et orientale est déjà fixé. D'autant plus que Staline sut exploiter avec habileté des divergences entre Churchill et Roosevelt, ce dernier reprochant au premier ministre britannique de trop penser à l'après-guerre, d'avoir peur que les Soviétiques ne deviennent très forts en Europe. « Reste à savoir si c'est un mai, mais cela dépend de nombreux facteurs », aurait ajouté le président des États-Unis. Et pourtant, dans ses Mémoires, Winston chill raconte de quelle façon furent partagés entre Soviétiques et Britanniques les Balkans et la Hongrie, le 9 octobre 1944, lors de la fameuse rencontre au Kremlin du chef du gouvernement de Sa Gracieuse Majesté avec le « petit père des peuples ».

Le 29 juillet 1946. Un été torride à Paris. Au palais du Luxembourg, dépourvu de système de climatisation, vingt et une délégations en sueur, parmi lesquelles celles de l'Ukraine et de la Biélorussie, deux républiques de l'URSS membres à part entière des Nations unies, tiennent leur première réunion sous la présidence de Georges Bidault, chef du gouvernement provisoire de la République française. Par la suite, le président Bidault s'efforcera à plusieurs reprises de se faire l'arbitre entre les principaux négociateurs : James Byrnes, le secrétaire d'Etat américain, Ernest Bevin, le chef du Foreign Office et Viechislav Molotov, ministre soviétique des affaires étrangères secondé par son adjoint Andrei Vichinski, le redoutable procureur des procès de Moscou des années 30.

Parmi les anciens Etats satellites de l'Aliemagne, l'Italie occupe une place à part, se trouvant dans une zone d'influence occidentale que reconnaît tacitement Moscou. Certes, les Yougoslaves, qui bénéficient en 1946 du soutien sans réserve des Soviétiques, vont mener une longue bataille pour obtenir le contrôle sur l'ensemble de la région de la Vénétie Julienne comprenant la ville de Trieste. Mais leurs efforts se heurtent à la fermeté des Anglo-Saxons. (Après plusieurs crises plus ou moins sérieuses, c'est finalement en octobre 1954 que les Américains, les Britanniques et les Italiens régleront la question avec les Yougoslaves, qui l'appartiennent plus au bloc soviétique depuis la rupture entre Staline et Tito en 1948).

A part l'avenir de Trieste et la fixation des modalités des réparations, la conclu-

sion du traité de paix avec l'Italie ne soulève pas de problèmes particuliers. Mais, pour des raisons évidentes, les Soviétiques étaient encore plus intéressés par la mise au point des traités favorables à leurs intérêts avec la Finlande, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie, pays situés de « l'autre côté » du continent européen.

Nord « récupérées » en 1940... au moment de la lune de miel entre l'URSS

De tous les problèmes à résoudre par la conférence, celui du sort à réserver aux minorités hongroises habitant les pays limitrophes de la mère patrie, et d'abord la Roumanie, s'annonce le plus angoissant,

chances d'une révision partielle des clauses territoriales injustes de 1919, même si Lénine avait jadis fustigé le caractère impérialiste - du traité de Trianon... Certains Hongrois gardaient encore l'espoir d'obtenir une rectification – minime – des frontières avec la Roumanie. Il était notamment question de 4 000 km² comprenant les villes de Nagyvarad et Arad. D'autant plus que, à la suite d'un voyage à Moscou, le premier ministre Ferenc Nagy et plusieurs de ses collègues avaient laissé entendre que leurs interlocuteurs - dont Staline et Molotov - ne semblaient pas s'opposer à « quel-ques modifications ». Mais, au moment de voter, aucune délégation présente au palais du Luxembourg ne se prononça en faveur de la Hongrie. C'est à l'unanimité

Dans ces conditions, les délégués de la Hongrie nouvelle venus à Paris pour défendre un dossier bien préparé n'avaient

pas la tâche facile. Ils ne se sont pas bercés de trop d'illusions quant aux

moins deux abstentions (Australie et Union sud-africaine) que les Roumains obtinrent gain de cause : garder la totalité de la Transylvanie, tout en s'engageant solennellement à assurer à tous ses habitants - la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales » et à ne faire « aucune discrimination entre les citoyens ». Quarante ans plus tard, la question douloureuse du sort réservé à la minorité hongroise par la Roumanie de Nicolae Ceausescu n'a rien perdu de son actualité. Objet de polémiques entre Bucarest et Budapest, elle est même évoquée aux réunions de Vienne de la Conférence sur la sécurité et la coopé-

Négociations laborieuses

ration en Europe (CSCE).

Au cours des débats sur le traité de paix avec la Hongrie, les délégués de l'Ukraine se montrèrent les plus chauds partisens du projet présenté par les représentants de Prague réclamant l'expulsion du territoire tchécoslovaque de plusieurs centaines de milliers de Hongrois accusés de « conduite déloyale - avant et pendant la guerre. Des négociations laborieuses, prolongées an-delà de la signature du traité de paix, aboutirent à un échange plus ou moins volontaire des populations hon-groises et slovaques installées près de la frontière des deux pays. Mais cette affaire et ses répercussions - dans une mesure moins graves que celles intéressant la minorité hongroise de Transylvanie constituent une autre pomme de discorde au milieu de l'Europe centrale.

Avec le recui, il nous semble de plus en plus évident qu'au lendemain de la guerre les dirigeants du Kremlin comptaient non sculement manifester à toute occasion leur volonté de dominer cette partie du monde, mais que le meilleur moyen pour y parvenir était peut-être d'empêcher tout rapprochement entre les peuples du bassin danubien. Divide et impera: Staline a bien appliqué le maxime du Sénat romain pour bâtir son empire.

Le 10 février 1947, et même si les noncommunistes étaient encore dans la plupart des pays de l'Est largement majoritaires, les principaux postes-clés appartenaient déjà aux communistes. Ironie du sort : la plupart de ces derniers disparaîtront dans les épurations des

En Occident, la seule réaction - et encore indirecte - à la signature des traités de paix de Paris sera un discours prononcé deux jours plus tard par le président des Etats-Unis d'Amérique. Le 12 février, Harry Truman déclare que « les Etats-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement ». C'est la naissance de la « doctrine Truman » et l'annonce d'une importante aide à la Grèce et à la Turquis

Mais, pour l'Enrope centrale et orientale, le discours arrive beaucoup trop tard...

THOMAS SCHREIBER.

THE SECOND

THE WAR STREET

1 4

The Print No.

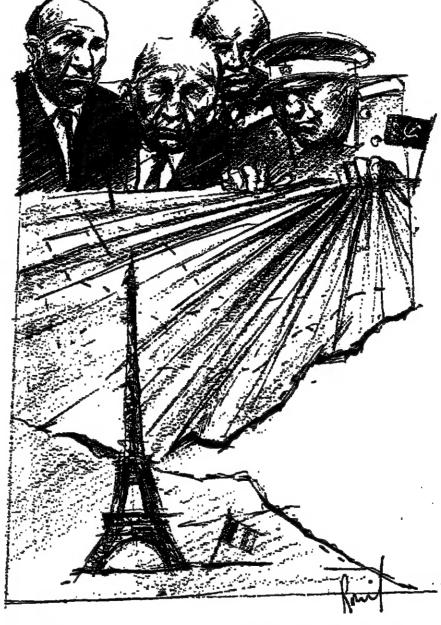
Tour one

A Total

** ***

4

10 M



En ce qui concerne la Finlande, le traité adopté marque une aggravation des conditions imposées en mars 1940 à Helsinki à l'issue de la « guerre d'hiver » russofinlandaise. Pourtant, ce pays sera le senl des anciens alliés du Reich à sauvegarder par la suite son indépendance, bien qu'elle soit « réglementée » par un traité signé avec Moscou en 1948.

Paiement de réparations

Les négociations avec la Bulgarie, dont la participation à la seconde guerre mon-diale était limitée, n'ont pas présenté de grandes difficultés. Les Alliés ont tenu compte que, dans la phase finale du conflit, la Bulgarie avait pris une part active dans la lutte antifasciste. D'où le maintien du pays dans ses frontières du le janvier 1941, y compris le sud de la région de la Dobroudja appartenant jusqu'en 1940 à la Roumanie. Comme pour les antres anciens satellites de l'Allemagne, les clauses militaires du traité de paix prévoyaient la limitation des effectifs et le paiement des réparations. Dans le cas de la Bulgarie, cela intéressait la Grèce et la Yougoslavie, deux pays envahis pendant la guerre.

Quant à la Roumanie, qui avait rompu le 23 soût 1944 avec Hitler pour se joindre aux puissances alliées, la fixation de ses frontières était au centre des débats de la conférence de Paris. Dès le premier jour, il se confirme que les Soviétiques garderont la Bessarable et la Bukovine du du moins pour le gouvernement de Budapest. Une fois encore - et de nouveau à Paris, - l'histoire se répète...

A l'issue de la première guerre mondiale, mettant fin à la double mouarchie austro-hongroise et adoptant le principe mais le principe seulement - des États nationaux, le traité de Trianon priva la Hongrie des deux tiers d'un territoire millénaire et de 20 855 000 réduisit le nombre de ses habitants à 17 615 000. Près de 3,5 millions de Hongrois furent ainsi exclus des nouvelles frontières, ce qui ne manque pas d'aggraver sensiblement les antagonismes entre nations danubiennes.

Le choc donna pendant tout l'entredeux-guerres un caractère désespérement révisionniste à la politique de la Hongrie, qui plaçait la récupération de ses anciens territoires au-dessus de toute autre considération. L'Italie de Mussolini puis l'Allemagne d'Hitler eurent beau jeu d'exploiter le ressentiment hongrois, tandis que les démocraties occidentales ne pensaient qu'à maintenir le statu quo. La première raison fondamentale du rapproche la Hongrie avec les puissances de l'Axe fut précisément la promesse de révision des traités, partiellement honorée par les deux arbitrages de Vienne en novembre 1938 et en août 1940 par Joachim von Ribbentrop et son collègue italien le comte Ciano. Tout cela ne diminue en rien les responsabilités des dirigeants de l'ancien régime hongrois resté le dernier satellite du Reich.



Etranger

ux de Pari

Hongrie many Strongers and Comments of the See to the first of the first o best at the control of the Species of the second Carrent Service Control of the endings of Leaves and Man a Character of Bankan and Mcd. Gram to Elegant of the second of the s SAE. 1 LINE TO THE TANK OF THE PARTY OF THE A CHARLEST CAMPAGE TO THE STATE OF THE STATE world to Alac Transport water the secretary than the STATES STATES OF THE STATES The second of the second of

The series are the series of t Specific de la Atriana de la Company Contract the state of the state Contract their River of the Court of the Cou de la Transcription Charles of the court of the 概 3 年 faite Section to An order with the GEN COUNTY BY A STOLE OF BARANCE

Negociate as idense.

BERTH BUTTON CONTRACTOR TO SERVE

in Contente of the second

were to the party of the party

THE PROPERTY OF THE PARTY OF

Page und 186 variation of the last tag Subbonadors apara con cultura (St. **Solders** and the contract of THE THE PROPERTY OF LINES estación a sue en el como o continuos de de mein afterariere is at ditting Emperate des deu : Maran apt days subpartments for a factor of mengin gyesyn i fish ii diffa gapanete burge in a littera ANABAL THE TOTAL BUILD IN THE ME. the southern de Tour de let had Area to recommend to a compage gálga freidinas do a los estas de el The designature of the comme the second to the second magazin manan di di di di di di di di

generalistic production of the second Samuel In all and a second then emerged a new real part 3497 54 11 AT 11 11 THE TO SERVEY OF THE SERVEY Depley (Table 1) and the last SHOT WAY THE TOTAL THE TANK TH agreement of a second of the second PRINCE OF LABOUR DESIGNATION THE CHARLES OF THE PARTY. THE RESERVE AND THE PARTY OF TH Section of the sectio 在城市 · 1000 · 10

to be used to be a second to be second to be a second to be a second to be a second to be a seco di marena ser esa. Sa estratorios SERVER AND ASSAULT OF THE PARTY - \$10.15 \$45. Man of the man of the MAN SE TANKS

en direct sur

LIBAN: le sort des otages

L'Organisation de la justice révolutionnaire menace de nouveau la France

Beyrouth. — L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) a mis en garde, vendredi 6 février, contre toute agression militaire américaine qui mettrait en danger la vie des otages qu'elle détient et a averti la France, sans la nommer, qu'elle risquait de perdre les résul-tats positifs de sa politique si elle livrait des armes à l'Irak.

Fivrait des armes à l'Irak.

Dans un communiqué manuscrit en arabe remis à une agence de presse occidentale à Beyrouth, l'OJR, qui relève la sagesse des pays européens qui ent décidé de ne pas participer à « l'aventure hollywoodienne » des Etats-Unis, a implicitement memacé la France de « perdre tous les fruits de sa politique, dans l'affaire des otages, si elle vendait des armes à un certain pays dont elle reçoit un ministre ». Il s'agit, sans aucun doute, du général Abdel Jabbar Khalil Chanchall, ministre d'Etat irakien chargé des affaires militaires, arrivé jeudi à Paris.

Le communiqué de l'OJR est accompagné de deux clichés instantanés couleur du technicien d'Antenne 2, Jean-Louis Norman-

din, enlevé le 8 mars 1986 et de l'Américain Joseph Ciccipio, enlevé le 12 septembre 1986. L'OJR détient en outre un second ressortis-sant américain, M. Edward Tracy, kidnappé le 24 octobre dernier à Beyrouth-Ouest (à majorité musul-

mane). D'autre part, un interlo-cuteur anonyme affirmant parler au nom du Djihad islamique a indiqué samedi que M. Terry Waite - est en bonne santé -.

Pour sa part, le cheikh Moham-mad Hussein Fadlallah, guide spiri-tuel du Hezbollah (Parti de Dieu, pro-iranien), a estimé que la der-nière mission de M. Waite au Liban était « de pure propagande et ser-vait l'administration américaine, tenue, après l'« frangate », de réac tiver l'affaire des otages pour des raisons de politique interne ». La revue libanaise Ach-Chiraa

affirme de son côté dans son numéro à paraître hundi que M. Terry Waite sera relâché la semaine pro-chaine. Cette revue, qui a été à l'origine des révélations sur les ventes d'armes américaines à l'Iran, annonce, en se basant sur des

sources islamiques , que la libération de M. Waite doit attendre l'apaisement de la « tempete mili-taire » née du renforcement de la marine de guerre américaine en Méditerranée et de la . fin d'échanges de lettres avec l'étran-

La famine dans les camps palestiniens

Ach-Chiraa ajoute que les Ach-Chiraa ajoute que les milieux musulmans sont convaincus que M. Waite est « un agent de la CIA» et « que cette dernière l'a chargé de négocter l'affaire des otages ». Assiégés depuis soixanto-douze jours et rongés par la famine (le Monde du 6 février), les Palestimiens du camp de réfugiés de Bouri-Barajneh, au sud de Beyrouth, ont demandé vendredi aux plus hautes autorités religieuses musulmanes l'autorisation de se nourrir de chair humaine.

Dans un texte parvenu à une agence de presse occidentale à Beyrouth, le «comité populaire» de Bourj-Barajneb, qui compte 20 000 habitants, affirme s'être

adressé aux plus hautes autorités religieuses musulmanes, dont l'imam Khomeiny, pour leur deman-der d'autoriser, par une farwa de l'autoriser, par une farwa (décret religieux), eles Palesti-niens assiègés par le mouvement chilte Amal à se nourrir de la chair de ceux qui n'ons plus assez de force pour rester en vie ». • Nous n'avons plus d'autre alternative depuis qu'il n'y a plus ni chats ni chiens », affirme ce texte.

Le Quai d'Orsay a publié ce samedi en fin de matinée un communiqué dans lequel il s'élève contre « le sort inhumain réservé aux réfugiés. Le ministère des affaires étrangères lance également - un appel pressant à toutes les parties concernées et aux institutions internationales compétentes » pour qu'elles effectuent le geste qui permettra de sauver des civils innocents et de mettre fin à l'horreur ».

au Liban sud

Enfin, notre correspondant à Jérusalem, Jean-Pierre Langellier, nous signale que huit combattants du mouvement chiite pro-iranien Hezbollah ont été tués, vendredi férries les de deux effectives par les de la constant de la Hezbollah ont été tués, vendredi 6 février, lors de deux affrontements d'ampleur inégale avec l'armée israélienne et son alliée l'Armée du Liban sud (ALS) dans la zone de sécurité que contrôle l'Etat hébreu au Liban sud. Un milicien de l'ALS a trouvé la mort et trois soldats israéliens ont été légèrement blessés.

Commandant de la région mili-taire nord, le général Yossi Peled a prédit vendredi que « le Hezbollah y réfléchirait à deux fois avant de lancer sa prochaine attaque ». Peut-tere Il n'amphène l'importance des être. Il n'empêche, l'importance des effectifs mobilisés per le mouvement chiite au cours de ce seul assant témoigne du renforcement de son implantation dans les villages jouxtant la zone de sécurité. Selon une récente estimation israélienne une recente estimation israetienne citée par le journal Haareth, le Hezbollah disposerait maintenant dans cette région de plusieurs centaines de miliciens prêts au combat et d'environ quatre mille sympathi-

IRAN: dans une lettre ouverte à M. Rafsandjani

M. Bazargan accuse les dirigeants de dissimuler les pertes iraniennes dans la guerre contre l'Irak

le 25 janvier au président du Parle-ment, l'hodjatoleslam Rafsandjani, M. Mehdi Bazargan qui fut le chef du gouvernement provisoire constitué par l'imam Khomeiny au lendemain de la révolution et ses amis du Mouvement de libération de l'iran (MLI) - la seule opposition légale à Téhéran - critiquent en termes extrêmement sévères la façon dont est conduite la guerre, et en particu-lier, l'absence de toute mesure de protection adéquate contre les bombardements de l'aviation irakienne.

M. Bazargan et ses amis repro-chent notamment aux dirigeants ira-niens de vouloir faire le silence sur les pertes iraniennes et sur les coups moriels portes par l'ennemi sauvage - contre les villes d'Iran. sauvage » contre les villes a l'ract.

« Vous ne dites rien à ce sujet, écrit.

M. Bazargan, mais le peuple voit de ses propres yeux l'interminable défilé des dépouilles des martyrs et les hopitaux qui débordent de blessés et de mourants... Il volt les grandes villes iraniennes tour à tour se transformer en champs de ruines et en cimetières silencieux.

La lettre ouverte, qui a été distribuée à Téhéran à plusieurs milliers d'exemplaires au moment où l'offensive Kerbala 5 battait son plein attaque également les mesures de représailles prises contre les villes irakiennes. « On peut se demander, affirme ce texte, si Téhéran n'aurait pas mieux fait de se procurer des missiles sol-air pour abattre les avions ennemis plutôt que des missiles sol-sol pour frapper Bagdad et d'autres villes irakiennes, dont les habitants innocents ne sont pas traités d'une manière islamique et

M. Bazargan s'en prend person-nellement à l'hodjatoleslam Raf-sandjani, qui est en même temps le représentant de l'imam auprès du Conseil supérieur de la défense. Avec vos propos maladroits et irresponsables, écrit-il, vous avez isolé l'Iran du reste du monde... Qui vous a donné le droit de disposer de la vie des générations actuelles et des richesses du pays pour obtenir, comme vous le dites, le châtiment d'un homme, même si cet homme est le plus grand criminel de tous

Dans une lettre ouverte adressée les temps? Sa tête vaut-elle la vie de millions de tués et la destruction de villes entières? Quel est le berger qui pour venger une de ses brebis tuée par les loups entraîne tout le troupeau dans une mort cer-taine? Cela fait sept ans que vous cherchez l'illusion de la victoire dans le désert brûlant des mirages. Entre-temps, votre mot d'ordre de Guerre, guerre jusqu'à la vic-toire est en train de se transformer en . Guerre, guerre jusqu'à la destruction totale ». Qui vous a man-daté pour conduire le peuple vers une destruction totale sous le prétexte d'obtenir la chute de Sadda Hussein, alors que la disparition de ce dernier n'aboutirait qu'à son remplacement par un autre dictoteur ou par un gouvernement savo-rable aux Etats-Unis, une éventualité que vous avez affirmé que vous

La lettre ouverte accuse en outre les dirigeants islamiques d'utiliser la guerre pour se maintenir au pouvoir. Vous avez muselé le pays et le opulation, yous avez fait durer la guerre indument pour pouvoit msolider votre pouvoir chancelant pouvez pas changer de diplomatie Pourquoi ne présentez-vous pas un plan raisonnable pour mettre fin à la guerre?, demande M. Bazargan, qui affirme que M. Rafsandjani, qui est le maître des grandes décisions doit pleinement assumer sa responsabilité dans la situation d'impasse.

Sur le plan extérieur, la lettre ouverte estime que l'Iran aurait dû faire entendre sa voix au dernier sommet islamique plutôt que de le boycotter. « Israël, ajoute-t-elle, est le grand gagnant de cette guerre. Il jette de l'huile sur le feu, et son objectif est la destruction totale des forces militaires irakiennes et iraniennes, afin de se débarrasser des deux armées en même temps. Dans ces conditions, avez-vous l'intention de consinuer cette guerre jusqu'à la dernière maison et la dernière per-sonne en Iran et en Irak? Que Dieu nous préserve », conclut le texte de M. Bazargan.

BIBLIOGRAPHIE

«Géopolitique du conflit libanais», de Georges Corm

Après treize ans de malheurs accumulés, d'horreurs révoltantes et d'échecs désespérants, rares sont les Libanais qui ont encore le courage de prendre la plume pour écrire sur la guerre qui ravage leur pays. S'ils le font, ils engagent leur existence même, et leur avenir ; comment, dès lors, feraient-ils taire leurs passions lors, feraient-ils taire leurs passions et leur émotion? Quant aux lec-teurs, la seule publication d'une les désole : vu d'Occident, ce qui se passe à Beyrouth, dans le Sud, à Tri-poli, est inexplicable, irrationnel, fou, ils n'y comprennent rien. Le Liban lasse leur curiosité, use leur capital de sympathie.

capital de sympatime.

Géopolitique du conflit liberais, de Georges Corm, surmonte ces deux obstacles. Certes, l'auteur ne dissimale pas les responsabilités intérieures et régionales dans la guerre qui dévaste son pays. Il démonte avec sévérité les fanaismes de trus bords. Il démonte les mythes dénonce avec sévérité les fanatismes de tous bords. Il démonte les mythes et les idées reçues qui aveuglent les jugements et nourrissent les haines. Mais parce qu'il sait que dans cette guerre les mots et les étiquettes arbitraires ent tué et tuent encore, il s'efforce à un emploi précis et juste des termes, à une description sobre des faits, à une présentation équitades faits, à une présentation équitable des points de vue.

Georges Corm présente une anndéterminants et des éléments spéci-

fiques du conflit au Liben, tels que la division communautaire et l'enclavement du système politique libanais au Proche-Orient. Il évalue l'importance respective de chacun et soutient que, « en réalité, il n'y a ni islam véritable ni christianisme véritable en cause, mais des enjeux géopolitiques ».

Georges Corm a introduit dans sa réflexion deux dimensions trop rares dans les analyses de cette guerre : la sociologie historique d'une part ; la philosophie politique de l'autre. Au Liban, les antagonismes exacerbés se nourrissent, en effet, de mythes propres aux diverses communautés, propres aux diverses communautés, mythes qui tiennent souvent lieu d'histoire du pays. Georges Corm ne les néglige pas puisqu'ils constituent la base idéologique des positions politiques adverses : il les relativise, les met en regard pour en dégager les fondements d'une identité libe-Il replace les affrontements com-

munautaires du dix-neuvième siècle dans le contexte de transformations économiques et de rivalités diplomariques de l'époque, il suggère pour l'analyse de la présente guerre une approche qui n'est certes pas à reproduire à l'identique, mais qui faciliterait l'identification entre causes structurelles et conjoncturelles, entre facteurs objectifs et pré-

Qui ose encore aujourd'hui propo-ser des solutions pour mettre fin à la guerre au Liban ? Sans entrer dans les constructions prématurées des programmes politiques, les derniers chapitres se présentent comme une réflexion sur les conditions internes tion de la lascité», c'est-à-dire limi-tation du champ d'intervention des appareils communantaires à la dimension strictement reconnaissance du caractère universel de cette valeur ; abandon de la «culture de la discorde» au nom de laquelle ces appareils communautaires exercent leur tyrannie sur les individus : édification d'un Etat fort grâce à des institutions équilibrées a l'américaine ».

Certes, ces propositions ne sunt pas des «trues» susceptibles de rétablir instantanément la paix Certes, les positions politiques et sociales de Georges Corm n'empor-teront pas totalement l'adhésion. Mais, dans un monde d'insultes, d'anathème et de vengeance, la clarté de ses analyses, la qualité de ses exigences, seront approuvées de tous côtés par les amis du Liban. ELIZABETH PICARD.

Fondation nationale des sciences politiques.

★ Georges Corm, Géopolitique du conflit libanais, Paris. La Décou-verte (1986). 260 p. 110 F.

Diplomatie

Les entretiens de M. Genscher à Paris

Prendre M. Gorbatchev au mot mais avec une « vigilance positive »

M. Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangère, a été successivement reçu, vendredi 6 février à Paris, par MM. Jean-Bernard Raimond, François Mitterrand et Jacques Chirac (le Monde du 7 février). L'ordre du jour de cette série d'entretiens - la première depuis les élections du 25 janvier dernier en RFA comptait principalement quatre grands thèmes : les relations bilatérales, la construction euroenne, la situation an Proche-Orient, et, surtout, les perspectives ouvertes aux relations Est-Ouest par le « nouveau style » du Kremlin.

« Il faut prendre M. Gorbatchev au mot, c'est-à-dire aux faits, mais sans faire de concessions sur les intérêts fondamentaux de l'Occi-dent. » Ainsi le ministre des affaires étrangères a-t-il resumé, à l'issue de la conversation qu'il venait d'avoir la conversation qu'il venait d'avoir au Quai d'Orsay avec son hôte alle-mand, le point de vue commun à Paris et à Bonn. « Il ne faut pas lais-ser passer une chance pour la détente », a surenchéri M. Geas-cher, reprenant la thèse qu'il avait déjà développée dimanche à Davos, deux nt le World Economic Forum : devant le World Economic Forum : l'Ouest ne doit pas se bercer d'illu-sions, mais l'évolution qui se dessine 2 Moscou doit être encouragée et

Le chef de la diplomatie de Boon était attendu à Paris avec d'autant plus d'intérêt que le Parti libéral et lui-même viennent de recevoir le

soutien explicite des électeurs alle-mands — à qui le grand rival de M. Genscher au sein de la coalition gouvernementale, M. Franz Josef Strauss, avait pourtant proposé une analyse-beaucoup plus « musclée » des relations Est-Ouest. Cohabita-tion oblige : il aura dê, à l'Elysée, à Matignon et au Quai d'Orsay, déve-lopper trois fois son analyse et recueillir trois fois l'appréciation de la France sur l'évolution possible de la stratégie diplomatique du Krem-lin — entre autres questions. lin - entre autres questions.

En dépit des différents propos En dépit des différents propos officiels ou officieux qui soulignaient à l'envi, vendredi soir, l'identité de vue franco-allemande en la matière et le rôle que le tandem Paris-Bonn est appelé à jouer dans cette nouvelle phase de la détente, il n'est pas tout à fait certain one l'en partage entièrement. tain que l'on partage entièrement, du côté français, l'optimisme de M. Genscher quant à la réalité, et surtout à l'avenir, du nouveau style de gouvernement incarné par M. Gorbatchev.

Certes, M. Mitterrand a parlé à son visiteur du « changement évi-dent de comportement » de la direcaent ae comportement » de la tillec-tion soviétique et convenu que l'on ne pouvait « mettre sur le compte de la seule propagande ses proposi-tions en matière de désarmement ». Mais le chef de l'Etat reste discrète-Mais le chef de l'Etat reste discrete-ment circonspect : pour lui, il est encore bien tôt pour mesurer si l'entreprise du «rénovateur» du Kremlin ue risque pas de se briser sur ce qui fait la nature même du régime soviétique, et à quoi il sera autrement plus difficile de toucher. M. Raimond, lui (qui a pratiqué

M. Gorbatchev lorsqu'il était

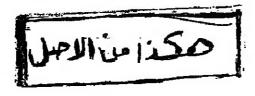
confiant, encore qu'il appelle à une « vigilance positive ». Mais il reste aussi fort désireux que les Occidentaux n'assènent pas au numéro un soviétique des compliments et des fort, dans la partie qu'il mène actuellement, de ressembler au pavé

Dans l'entourage de M. Chirac, enfin, on se réjouit des convergences franco-allemandes sur l'Europe (tout comme d'ailleurs à l'Elysée), notamment dans la phase présente de refroidissement des rapports transatlantiques, et sur sa défense, mais on reste manifestement sensible à la traditionnelle crainte française d'une « dérive à l'Est » de la diplomatie de Bonn. De ce point de vue, après avoir craint pour l'avenir de M. Genscher – perçu comme réso-lument francophile – durant la campagne électorale outre-Rhin, cer-tains seraient assez tentés de penser, devant la victoire des libéraux, que la mariée est trop belle et que le ministre des affaires étrangères de RFA peut se trouver excessivement encouragé à accentuer son Ostpoli-

Mais tout le monde est bien d'accord sur une chose à Paris : c'est ca resserrant les liens avec la République fédérale, en donnant un nonvel élan à une coopération francoallemande qui s'essoussait quelque peu ces derniers temps, et non en marquant ses distances, que l'on pourra le plus efficacement contrebalancer cette tentation.

BERNARD BRIGOULEIX.





Les autorités lancent des appels au calme à Melilla

de notre correspondant

La situation tendue que connaît depuis plusieurs mois Melilla, l'enclave espagnole sur la côte nord-africaine revendiquée par le Maroc. s'est traduite pour la première fois par un mort. M. Mohamed Hammu, l'un des musulmans blessés lors des affrontements de dimanche, est décédé le vendredi 6 février dans un hôpital de la ville des suites de ses blessures (le Monde du 3 février).

M. Hamme, âgé de quarante et un ans, avait été blessé par balles dans des circonstances obscures. Selon la version officielle, il aurait attaqué, avec plusieurs autres per-sonnes, une voiture dans laquelle se

trouvaient quatre jeunes Espagnols, et blessé l'un d'eux d'un coup de couteau. Le père de ce dernier, dont le domicile se trouvait à proximité, serait alors descendu dans la rue avec un fusil et aurait fait feu sur le groupe de musulmans. Selon des témoins interrogés par un journaliste local, ce sont deux Espagnols qui, suite à une altercation, auraient tiré les premiers, sans avoir été attaqués, sur les musulmans.

Ce décès va-t-il relancer une tension qui était retombée ces derniers jours? Le délégué du gouvernement de Madrid à Melilla, M. Manuel Cespedes, a lancé un appel pressant au calme. Le principal leader de la communauté musulmane, M. Aomar Mohammedi Dudu, réfugié depuis dix jours en territoire marocain, a fait une déclaration appelant elle aussi à la sérénité. Ces appels ont été jusqu'ici entendus.

appels ont été jusqu'ici entendus.

Il y a une semaine encore pourtant, MM. Cespedes et Dudu se traitaient mutuellement, dans leurs déclarations publiques, de « fou à enfermer » et de « tortionnaire ». Le gouvernement de Madrid avait d'abord réagi avec vigueur aux troubles du week-end dernier : vingtquatre musulmans furent inculpés de « sédition », un chef d'accusation rarement invoqué dans l'Espagne rarement invoqué dans l'Espagne démocratique et qui peut leur valoir de lourdes peines de prison. Cinq cents policiers ont été, en outre, transférés en renfort de la péninsule

A Madrid

Partie de cache-cache entre lycéens et policiers

MADRID

de notre envayée spéciale

La «coordination», l'une des organisations qui manent depuis des semaines le mouvement de contestation dans les lycées, avait appelé à une marche, ven-dredi 6 février, sur la Mondos, la résidence du président du gouver nement, au moment où se tenait le conseil des ministres, auquel elle entendait soumettre sa plateforme de revendications.

Après les affrontements vio-lents de mardi devant le Parlement, on pouvait s'attendre à une redoutable bataille rancée. La préfecture avait fait savoir le veille qu'aucune autorisation n'avait été demandée pour cette manifestation et que ses organisateurs por-teraient donc l'entière responsabi-lité de tout incident éventuel. On avait annoncé aussi que deux compagnies de réserve avaient été appelées de province en renfort, ce qui porte à six le nombre de cas unités anti-émeutes, de cent cinquante hommes chacune,

L'affaire s'est en fait résumée à une partie de cache-cache assez animée, à 1 kilomètre de la Monclos, dans les jardins de l'univercroe, carrs les jardins de l'inver-sité et dans les rues qui partent en étoile de la place l'Arc-de-Triomple. Bilan : une vingtaine de blessés légers et quelques interpeliations. Rien de méchant. Les forces de l'ordre avaient, de toute évidence, reçu des consignes de modération, qu'elles ont respec-

On a vu pendant plusieurs heures des policiers supporter stoiquement de longs face à face avec des groupes de lycéens, en jouant du bouclier pour se protéger des jets de pierres, puis charger sans haine, les matraques choisissant de s'abettre sur les fesses des adolescents, qui détalaient comme des tapins, plutôt que sur leur tête. Pas de granades lacrymogènes, pas même de canons à eau.

La coordination n'avait pas réussi à mobiliser plus de trois ou

sort apparemment pas renforcée de cette journée. Il est trop tôt toutefois pour parler d'un essoufflement du mouvement. D'autres manifestations ont eu lieu ven-dradi à Bilbao, à Gijon, dans les Asturies, et des incidents à Barce-lone, où le climat reste à l'effer-

Le ministère de l'éducation a fait des gestes consistants, notamment en ce qui concerne l'attribution de bourses d'études, mais les négociations butent su le principe de la sélection à l'entrée des universités, auquel il n'entend pas renoncer.

L'autre organisation contesta-taire, le Syndicat des étudiants (terme qui recouvre en Espagne lycéans et universitaires), appelle à la grève à partir du lundi 9 février et à une marche sur Madrid, avec des délégations venues de tout le pays, pour le mercredi 11 février, qui promet d'être le prochain temps fort du

CLAIRE TRÉANL



A remplir et à déposer (ou à envoyer) à : 12 ême Salon Mondial du Tourisme et des Voyages. Stand ALGERIE CNIT La Défense PARIS (Du 6 au 11 février 1987). Tirage au sort le 12 février à 18H.

Téléphone domicile :.....bureau :.....

GRANDE-BRETAGNE: le conflit dans la presse

La victoire de M. Murdoch

M. Rupert Murdoch, patron du groupe de presse News International — 6diteur en Grande-Bretagne du Times, du Sun et de News of the World — est sorti victorieux du conflit qui l'opposait depuis janvier dernier aux deux syudicats du Livre britannique. SOGAT 82 (Society of Graphical and Allied Trades) et NGA (National Graphical Association) ont en effet levê, jeudi 5 février pour le premier, le lendemain pour le second, les piquets de grève qu'ils avaient mis en place il y a plus d'un an devant l'imprimerie ultra-moderne de M. Murdoch, à Wapping, dans les quartiers est de Londres.

Les deux syndicats du Livre bri-

les quartiers est de Londres.

Les deux syndicats du Livre britanniques ont été poussés à l'abandon de leur mouvement par la crainte d'une nouvelle action en justice du magnet australo-américain de la presse, qui devait commencer le 6 février. Elle aurait pu mener à une mise sous séquestre des avoirs des syndicats, « Un séquestre aurait provoqué la perte de notre syndicat », déclarait M = Brenda Dean, secrétaire général de SOGAT 82. Le syndicat avait déjà perdu 2,5 millions de livres depuis le début du conflit, en frais de justice et en secours aux grévistes. La NGA a suivi la SOGAT, principal syndicat du Livre en Grando-Bretagne avec deux cent mille adhérents, et son secrétaire général, M. Tony Dubbins, a demandé vendredi 6 février que « les piquets de grève et les

A la suite de ces décisions. M. Rupert Murdoch a indiqué qu'il renonçait anx poursuites engagées contre les deux syndicats.

Le conflit avait démarré il y a treize mois, à l'annonce du transfert de la fabrication des journaux du groupe News International du quartier traditionnel de la presse britanique, Fleet Street, à celui de Wapping. Les 5500 ouvriers du Livre du groupe adhérents de la SOGAT et ping. Les 5500 ouvriers du Livre du groupe adhérents de la SOGAT et de la NGA, avaient protesté en se mettant en grève. Profitant de la nouvelle législation mise en place par Mª Margaret Thatcher, qui assimile notamment la grève à me rupture du contrat de travail. M. Rupert Mardoch avait licencie cane indemnitée le totalité des sans indemnités la totalité des ouvriers du Livre de son groupe. Il avait en recours à 400 ouvriers adhérents du syndicat modéré des électri-ciens (EETPU) qu'il avait embau-chés et à la collaboration de chès et à la collaboration de 800 journalistes pour faire tourner ses nouvelles installations loudo-niennes de Wapping. En outre, M. Murdoch s'était acquis le concours d'une compagnie privée pour assurer la distribution de ses

Des piquets de grève et de nom-breuses manifestations organisés par les syndicats du Livre ont tenté de bloquer la production du site de

Wapping. Plusieurs affrontements ont éclaté autour de ce que l'on ont ecare amour de le que l'un appelait la *forteresse Wapping* protégée de fils de fer barbelés. Ainsi en un an, environ 500 policiers ont été blessés, dont 162 le 24 janvier. Mais ces actions n'out pas ébranlé la détermination du magnat de la presse, qui avait lancé plu-sieurs actions en justice contre les

|李|||数||4

100

Trappat

La fin du conflit de Wapping et la défaite des syndicats du Livre bri-tanniques marquent, selon la piupart des quotidient britanniques, « la fin d'un chapitre » de l'histoire syndi-cale en Grande-Bretagne, et pour cartains d'entre eux « un triomphe de la législation du gouvernement de M^{**} Margaret Thatcher en matière de relations industrielles ».

matière de relations industrielles ».

En effet, la SOGAT et la NGA ont souffert des restrictions apportées par les Employment Acts de 1980 et 1982 qui proscrivent les grèves de solidarité et interdisent désormais d'empêcher la manipulation des produits d'une entreprise en colors.

En outre, les ouvriers du Livre licenciés – dont une partie seule-ment out bénéficié des indemnités finalement proposées par M. Mur-doch – n'a guère trouvé d'appuis. Cet isolement est en partie de aux privilèges d'une profession – les imprimeurs, – qui lui valaient les critiques d'autres syndicats profes-

URSS

Une délégation du PC soviétique va expliquer aux Américains le «plénum de janvier»

Washington. — Première à Washington: une délégation soviéti-que conduite par un membre du que conduite par un membre du comité central du parti est venue spécialement aux Erats-Unis pour expliquer l'importance du pienum du comité central qui vient de s'achever à Moscou; ont indiqué ses membres, vendredi 6 février, au cours d'une conférence de presse.

Cette réunion « n'a pas été un plé-num ordinaire », selon M. Vasily Borichenkov, membre du comité central et deuxième secrétaire du parti régional de Moscon. Elle aura un impact véritablement révolu-tionnaire », a renchéri M= Valentina Parchina, membre suppléant du CC et député au Soviet suprême.

La délégation, qui fera une tour-lée de près de deux semaines dans plusieurs grandes villes américaines, i insisté sur la « démocratisation» qui se développe, seion elle, tant à l'intérieur du parti que dans les usines et les centres de production

Interrogé sur les «résistances» ressenties en URSS face à ce changement, M= Parchina a répondu : Deux personnes ne penseront jamais totalement la même chose, il dans tous les segments de la société soviétique, les visilles habitudes doivent changer », mais ce n'est pas parmi leurs délenseurs que la majo-rité trouve son inspiration.

D'autre part, M= Kirkpatrick, ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, qui rentrait de Moscou et elle accompagnait les anciens secré-taires d'Etat Henry Kissinger et Cyrus Vance, a, de toute évidence, été sensible au « charme considéra-ble » du chef du parti communiste, M. Mikhail Gorbatchev, qu'elle décrit comme un « homme extrême-ment impressionnant, d'une grande intelligence et habileté, dur et

M™ Kirkpatrick, comme pour sa virulence à l'égard du régime sovié-tique, a estimé que le secrétaire général, qu'elle a rencontré pendant trois heures, et les autres dirigeants soviétiques accordaient «une très grande importance - à ce qu'elle a appelé la «nouvelle pensée» du Kremlin, une manière différente de concevoir les choses, tant sur les plans économique et politique que dans le domaine international.

Plusieurs dissidents, dont Iouri Chikhanovitch et Serguei Grigoriants, ont été libérés

Moscou (AFP). - Le mathémati-cien soviétique Iouri Chikhanovitch, cinquante-trois ans, condamné en 1984 à cinq ans de détention assortis de cinq ans de relégation pour « activités antisoviétiques », a été libéré et est retourné à Moscou, a indiqué, vendredi 6 février, à des journalistes, l'académicien dissident Andret Sakharov.

M. Sakharov a également M. Sakharov a également annoncé la libération de six autres dissidents: Zorian Popadiouk, Kirill Popov, Grigori Issaev, Danilo Choumouk, Serguet Belov et Roald Zelichonok, un ingénieur informaticien purgeant une peine de trois ans de camp pour « diffamation de l'Etat ». Un peu plus tard, sa femme, M. Bonner, annonçait la libération de plusieurs autres dissidents, notamment Lev Volokhonski, Mikhari Meilakh, lossif Terelia, Vassili Barata, Rostislav Evdokimov et Lev Timofeev.

M. Sakharov a précisé que Iouri Chikhanovitch l'avait appelé au télé-phone, vendredi, pour lui faire part de sa sortie du camp de Perm, en Oural, où il purgeait sa peine, et de son retour dans son appartement moscovite. Il avait été arrêté le 17 novembre 1983 à la suite de per-quisitions aux domiciles de plusieurs de ses amis au cours desquelles le KGB avait découvert des exemplaires de la revue clandestine Chronique des événements courants, dans laquelle il écrivait et contenant notamment des informations sur le sort des dissidents emprisonnés en

Le mathématicien avait déjà été jugé fin 1973 pour collaboration à la même revue et interné dans un hôpi-

même revue et interné dans un hôpitel psychiatrique. Il avait été libéré, en juillet 1984, à la suite d'une campagne en Occident en sa favour.

Un autre dissident, l'écrivain Serguel Grigoriants, condamné en 1983 à sept ans de détention, suivis de trois ans d'exil intérieur pour « propagande autisoviétique » et enfermé à la prison de Tchistopol (600 kilomètres de Moscou), devait regagner, ce samedi 7 février, son domicile moscovite.

M. Grigoriants, quarante-cinq

cile moscovite.

M. Grigoriants, quarante-cinq am, a téléphoné vendredi soir à son épouse pour l'informer de son retour. M. Grigoriants n'avait pas été antorisée à voir son mari depuis son procès, le 27 octobre 1983. Ancien journaliste littéraire, puis coauteur de la Chronique des évène-Ancien journaisse interaire, pais coauteur de la Chronique des évêne-ments courants, Serguel Grigoriants avait déjà purgé une peine de camp de travail, de 1975 à 1980, pour

M. Efrem Sokolov nouveau chef du parti en Biélorussie

MOSCOU de notre correspondant

M. Pírem Sokolov a été élu, vendredi 6 février, premier secrétaire du perti pour la Biélorussie, une des quinze républiques tédérées, en remplace-ment de M. Nikolei Siounkov, du comité centrel à Moscou.

Selon sa biographia offiselle, M. Sokolov, qui est âgé de sobiante et un ans, est de naire d'une famille de paysans.

Diplômé de l'Académie agricole de Biélorussia, M. Sokolov a commencé sa carrière en 1956, l'année du vingtième congrès, comme ingénieu agronome, puis comme directeur d'une station de machines et de tracteurs (MTS). Il a exercé ensuite des responsabilités dans les syndicats, puis au sein de l'appareil du parti en Biélorussie. Il était depuis 1977 premier secrétaire du PC pour la région de Brest. Il est membre à part entière du comité central depuis le vingt-septième congrès en mers dernier. Il y ait entré comme suppléant en

Contrairement à la tradition, pas toujours respectée d'allleurs, les « numéros un » de Biélorussie, de Géorgie et du Kazakhstan n'appartiennent donc plus au bureau politique. Dans cette demière république, une nouvelle condamnation a été annoncée après les émeutes nationalistes des 17 et 18 décembre demier consécutives à la nomination d'un Russe, M. Kolbine, à la place d'un Kazakh è la tête du

Un homme qualifié de « chômeur alcoolique chronique » a été puni de dix ans de camp pour avoir « incité à la vioiance » un groupe d'étudiants Pravda du Kazakhstan dans un numéro parvenu vendredi à Moscou. Le nom du condamné, Asylbayev, est de consonance

DOMINIQUE DHOMBRES.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE

met 1/7 - 2018 Avec

Le Monde sur minitel

MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

LIBYE

ave e le constit dans la e de M. Murdoch

Activities of contrast

Marketta.

Se Lite someth

se - - , frame

er in a little og

to been been by

James W. Autory

the windows that

Service in Legisle

name of the times.

2 to 100 to 42

make the formation

a mineral said

1000 - 200000 1000 - 200000

GAN - C'L. " 35 L

Commence of the Commence of th $(\underline{x},\underline{x},\cdot,\underline{x}) = x e^{\frac{1}{2}(x)} e^{\frac{1}{2}(x)}$

and process to the state of

[[La 2 |] . * n #1.

grant of the second

apart of the

The other of the

Name of the State of the State

11.5 1 15 5 24 16 W

AND THE PROPERTY OF

The second section

the way the second

The second of the second

1 1 r. "

Jan . . . w Tyr F

1 - 100 - 1 - 100 - 100° See 1.15 100,470 k

to the district of the second of the second

EXCLUSIVE STATE

Comment of the second Bu be Peache Ditter Color of the Color Mineral Crimi de Vap-partir de Como de Vap-partir de D. SPRIAT et de Como de D. SPRIAT et de Como de Como de la descripción de la Manufacture of the property of E.C. C. ... Liute be militar poer faire barrer, the contract of the contract o Winner En detre

equita de grées et de esca-que describantes seguinados par-para escala de escala de the second of the de terms

nene 12 expliquer nene janvier : gant fles segmente de la cario e gant les decilles dellas des

A Changer - And St Acer par Apple Alconduct and in Eastthe section of the se All the second s make the advanced regulation of the first liver and the first live

A TANK STATE OF THE STATE OF TH ment of the section disquest, deploy propositioned and four descriptions of the control of the proposition described as the control of the control of the control of the control of the

STATE STATE OF STATE

The second of th

And the second second A Company of the Comp Marie Control of the Contro



305 TAPE LESSONO!

Amériques

Désenchantement en Haïti

(Suite de la première page.)

Nous assistons à un rapproche-ment avec les milieux duvaliéristes, dit M. Rosny Desroche, l'ancien mustre de l'éducation. Et ceux qui posent des questions deviennent génants. En fait, le fossé se creuse de plus en plus avec les éléments

L'ancien garde des sceaux, M. François Latortne, même s'il continue à « croire en la bonne foi du général », parie d'un « virage ». · Les duvaliéristes sont plus confiants maintenant », áit-il.

L'on cite aussi un exemple signifi-catif. L'ancien ministre de la santé n'était pas un homme politique, mais deux de ses frères avaient été tués sons la dictature. La femme du nouveau ministre, était, elle, secré-taire d'Etat sons Jean-Claude Duva-

L'Eglise, pourtant favorable au régime à son début, a accentué ses critiques. Malgré les promotions et limogeages, la nomination de deux nonveaux évêques auxiliaires consinouveaux évêques auxinaires com-dérés comme des « modérés » anprès de l'archevêché de Port-an-Prince et le départ de la conférence épiscopale de Mgr Romullus, l'évêque de Jérémie, un progressiste, l'Eglise a su conserver son unité et est proche des revendications de peuple. Le 7 février, elle a publié na communiqué très dur. « Peut-on dire qu'il y a eu changement de sys-

Un an après sa chute, l'ancien dio-tateur haftien Jean-Claude Duvalier coule des jours tranquilles dans le luxe d'une villa de la Côte d'Azur,

mais pour lui les emnis commencem

mas pour int les emais commencent car le gouvernement haltien a décidé de le poursuivre en justice pour le détournement de plus de 120 millions de dollars de fonds

Une armée d'experts financiers, d'avocats, ont fait le voyage de Hatti à Panama et de France aux Etais-

Unis pour démèler, à la demande du gouvernement de Port-an-Prince, la situation financière du clan Dava-

lier. Il s'agit d'un « pillage aux pro-portions gigantesques », a déclaré un enquêteur.

« Le total des fonds publics détournés au cours des quinze années de pouvoir de Duvalier doit

Managua (AFP, Reuter). - Six

petits partis de l'opposition légale nicaraguayenne, de gauche et de

droite, ont annonce, yendredi

6 février, qu'ils avaient conclu une

ailiance pour demander un cessez-lo-

et les groupes de la guérilla et pour préparer de nouvelles élections autonales en 1988.

Les partis qui ont signé cette alliance sont le Parti libéral indépen-

dant (PLI), le Parti populaire social chrétien (PPSC), le Parti social chrétien (PSC), le Parti commu-niste (PC), le Parti social démo-

crate (PSD) et le Parti libéral constitutionnaliste (PLC). Selon les

dirigeants de ces formations, il est

sion de paix » pour mettre fin à la

guerre civile qui ravage le Nicara-

gus, « avant que le pays soit totale-

Contre toute attente, M. Ale-jandro Armandariz (radical), avait emporté en 1983 le poste de

gouverneur de la province de

Buenos-Aires, ancien fief péron-

niste. Qualifié « d'homme politi-

que de second rangs, il avait

jusqu'à présent géré sans brio les

affaires de la province. Il vient

tout à la fois de susprendre le

gouvernement Alfonsin et de

jeter l'émoi au sein de la commu-

nauté «gsy», en impossat per décret, une loi de 1946, aux

termes de laquelle les homosexuels sont trappés d'indignité

et donc privés de vote dans cetts

province de Buenos-Aires.

MEXIQUE : démission de quatorze journalistes anglo-saxons d'un quotidien. — Le rédac-

saxons is the quotidien mexicain anglophone The Mexico City News, M. Pete Hemill, et treize journaistee anglo-esxons ont démissionné ja direct

la suite d'un différend avec la direction du journal sur la couverture de la grève des étudiants de l'UNAM (Uni-

versité nationale autonome de

Mexico), a-t-on appris, vendredi 6 février, de sources concordantes.

M. Hamill a accordé une « impor-

ment sandiniste

fen entre le gouvern

tème en Haîti? (...) Le système économique en vigueur fait-il avan-cer ou reculer le pays? Qu'en est-il des droits humains? Ne procède-ton pas à des arrestations arbi-traires, à des détentions illé-

Et l'Eglise répond sans équivoque : « Le peuple a certes récupéré le droit à la parole, et il parle, mais qui se donne la peine de l'écouter?
[...] Si nous mettons en regard les promesses faites ou peuple et les résultats obtenus, le bilan se solde par un lourd déficit. La situation s'est dégradée et se dégrade à tous les manures despenses politiques les niveaux et social. » nux : économique, politique

Ces propos pourraient paraître excessifs. Car, c'est l'un des paradoxes de la situations, au moment où la colère s'installe, des forces politiques et des associations démocratiques et des associations démocratiques apparaissent. Il n'y a quelques jours, un congrès démocratique a réuni plunieurs dizaines de délégués verus de tous les départements du pays et représentant une douzaine d'associations. Les différents candidats à la présidence multiplient, eux, les rencontres en province, et cer-tains partis politiques commencent à

En fait, comme l'a souligné le président du Mouvement pour l'instau-ration de la démocratie en Halti (MIDH, centre droit), Marc Bazin,

la somme estimée », déclare un avo-cat. Mais, « nous avons préféré nous

limiter à une période pour laquelle

nous disposons de preuves solides ».

5 mars à Grasse, proche de Mou-gins, où M. Duvalier a loué une villa

an milliardiare saoudien Adnan Kashoggi. Nous ne demandons pas

peine quelconque, nous voulons sim-plement qu'il rende l'argent qu'il a

volé », a déclaré un avocat français

voir ses biens saisis dans le monde entier. Plusieurs de ses comptes en

banque à l'étranger ont déjà été gelés à la demande du gouverne-ment haltien.

guayen de la défense a annoncé, ven-dredi, que les combats entre l'armée sandiniste et les « contras » ont fait

cinq cents morts en un mois. Selon

le ministère, du 5 janvier au

més et 272 autres blessés ou faits

prisonniers an cours de 350 accro-

chages dans les provinces de Jino-tega (au nord) et de Zelaya (au sud-est). De leur côté, les forces mearaguayennes ont eu 36 morts. Le communiqué du ministère fait

suite aux déclarations des rebelles ,

qui affirment avoir repris l'offensive

contre le gouvernement sandiniste. Mercredi, M. Adolfo Calero, diri-

geant de la FDN (Forces démocrati-

es du Nicaragna), a annoncé que

ques du Nicaragna), a annonce que 6000 « contras » venus du Honduras avaient pénétré profondément à l'intérieur du Nicaragua sans ren-

contrer de forte résistance. - (AFP.

La communauté homosexuelle

argentine (CHA) a immédiate-ment exigé le retrait de catte loi

jugée « discriminatoire ». On

ignore d'ailleurs les critères sur lesquets les responsables des bureaux de vote se beseront pour

interdire aux « citoyens indignes »

Cette mesure s'oppose à la tradition radicale de laicité et de

défense du libre arbitre. Mais à la

veille d'élections provinciales, jugées difficiles à Buenos-Aires, M. Armendariz a peut être voulu

séduire un électorat sur lequel l'Eglise catholique conserve une forte influence et qui est hostile à

tance disproportionnés » aux étu-diants et n'a pas attribué la place qui

convensit aux informations prove-

nant du rectorat, a déclaré M. Fran-

cisco Salinas, membre de la direction

du groupe Novedades, propriétaire

du quotidien. M. Pete Hamili, Américain originaire de New-York, rédac-

tour on chef du journal depuis trois

crise universitaire. - (AFP.)

le droit de voter.

ble solide et Duvalier risque de

du gouvernement haftien. Le dossis

mnation à mort, ou une

Le procès civil devrait s'ouvrir le

Le procès de « Bébé Doc »

pourrait s'ouvrir le 5 mars à Grasse

NICARAGUA

Six petits partis de l'opposition intérieure

réclament un cessez-le-feu avec la Contra

ARGENTINE

Les homosexuels privés du droit de vote

à Buenos-Aires

« la page n'a pas encore été tournée et l'on n'a pas encore franchi le point de non-retour [à la dictature]. Il faudrait que le CNG effectue

< Chasser les ténèbres »

Ainsi l'instanration d'une carte d'électeur : pour l'obtenir, il faut présenter son extrait de naissance et une pièce d'identité. Dans un pays largement rural où les bureaux d'état civil sont souvent éloignés, nombre d'Haîtiens ne possèdent pas ces documents. Le projet prévoit même l'emploi de machines altramodernes pour voter! Maladresse de technocrates ou calcul? Le résultat, hui, est sans équivoque : une infime minorité de gens sont en possession de la carte. Les autres pourront-ils

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

enfin le virage vers le vrai change-

Le CNG a pris dans certains secteurs des initiatives « révolution-naires », comme celle d'adresser plus de cinq mille lettres destinées à des contribuables potentiels. La note, signée du ministre des qu'ils n'ont pas payé d'impôts depuis cinq ans, alors que eles informa-tions relatives à votre situation économique nous portent à croire que montants acquités ne reflètent pas votre capacité contributive ». Le ministre demande aux personnes concernées de se mettre en rapport avec la direction des impôts.

Mais ces quelques réformes, ainsi que la disparition de ce qu'on appe-lait les «chèques zombies», sorte de pension régulière versée aux macoutes de l'ancien régime, sont bien peu de chose au regard de sont ofen par de choice au legal de l'attente d'une population toujours aussi pauvre et qui – la liberté de parole mise à part – n'a perçu aucun changement dans ses condi-tions de vie. Parfois même, des réformes hâtivement préparées lui donnent l'impression d'être mise à

Beaucoup d'observateurs parlent de cette situation comme d'un ratage. Au moment où le CNG prenait sa charge dans l'euphorie, les attaques répétées contre lui, dont un certain nombre de leaders politiques portent la responsabilité, ont ren-forcé la position des durs au sein du régime. « Maintenant le gouverne-ment n'a plus besoin de masque », dit Jean-Claude Bajeux, le directeur du Contre ocuménique des droits de l'homme. Le général Namphy expli-quait, lui, au début de sa conférence de presse, que «les milieux popu-laires s'attendaient à un miracle qui n'a pas eu lieu». Aujourd'hui, à Port-an-Prince, certains out appelé a **chasser les ténèbres **. Une expres-sion vandou qui signifie à peu près renvoyer les démons.

Afrique

Paris redéploie ses forces au Tchad

(Suite de la première page.)

Il était clair que le colonel Kadhafi ne se résignerait pas à la perte des oasis du Tibesti naguère contrôlées par ses hommes. Après avoir fait intervenir son aviation pour des bombardements à haute altitude, relativement imprécis mais sans grand risque pour ses pilotes, il a pris plus de risques en faisant intervenir des hélicoptères, dont un a été abattu. Vendredi, il a accentué la pression en déclenchant une offensive terrestre contre les positions tchadiennes dans la région de Zouar.

Au cours de l'émission · Découvertes », jeudi sur Europe 1, M. Jean-Bernard Raimond avait clairement indiqué qu'il fallait s'attendre à une intensification de l'activité militaire au Tchad. L'agence libyenne JANA réagit très vivement aux propos du ministre des affaires étrangères, qui avait souligné que seule · une poignée de gens » est encore hostile au régime de M. Hissène Habré.

Un revers pour Tripoli

 Habré est le chef d'une bande qui a appelé à son secours les mercenaires du régime zaîrois armés par la France et les Etais-Unis pour frapper et exterminer les tribus tchadiennes notamment celles des Toubous, qui constituent la majorité du peuple schadien, pour la seule raison qu'elles s'opposent au colonialisme franco-américain -, affirme notamment JANA.

Tripoli vient cependant d'essuyer un revers diplomatique important sur le plan africain. Le Nigéria a condamné vendredi l'occupation du nord du Tchad par les forces de M. Kadhafi et a proposé une conférence des ministres des affaires étrangères des pays voisins (Soudan, Niger, Cameroun, République contrafricaine, Nigéria) ce mois-ci pour discuter des movens de ramener la paix. Un porte-parole nigérian a déclaré que la Libye n'avait pas

THE P ZOUAR TIBESTA NIGER OLUMBI-Doutte 808KOU TCHAD SOUDAN N'DJAMENA

respecté un accord conclu entre le consolidé le régime de N'Djaministre des affaires étrangères, M. Boladji Akinyemi, et M. Ali Triki, ambassadeur de la Libye aux Nations unies, en vue d'une solution népociée.

Un encouragement pour M. Hissène Habré

Si M. Jean-Bernard Raimond a dit haut et fort jeudi que les Tchadiens « sont également chez eux au nord du 16 parallèle », ce qui peut paraître comme un encouragement pour M. Hissène Habré à prendre des risques de nature à entraîper davantage encore la France, c'est qu'un consensus semble se créer tant parmi les Tchadiens que chez leurs voisins. Le ralliement du colonel Kamougé, le chef « sudiste », longtemps opposé à M. Hissène Habré bien qu'il n'ait pas d'affinités naturelles avec la Libye, a

mena au moment où s'accentuait la nouvelle offensive du colonel Kadhali.

La fiction entretenue par la Libye selon laquelle le conflit tchadien est encore une e guerre civile - ne tient plus. Reste à savoir quelles conséquences sont prêts à en tirer la France et les pays d'Afrique noire qui, tout en déplorant l'impérialisme libyen, hésitent à cautionner publiquement une riposte de l'ancienne puissance coloniale. On peut douter qu'une solution à ce conflit vieux de vingt ans soit trouvée dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine. Néanmoins, la visite d'Etat que va commencer lundi en France M. Denis Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'OUA, tombe particulièrement à point pour clarifier les choses.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Asie

Campagne de purges dans le Parti communiste vietnamien

BANGKOK

correspondance

Une campagne de « purification » da Parti communiste vient d'être lancée. Selon Radio-Hanoi, il est urgest « de nettoyer les rangs du parti, de raviver l'esprit militant et de consolider la confiance des masses dans le parti ». Déjà, le mouvement « de critique et d'autocritique », qui avait précédé le sixième congrès du PCV en décem-bre, avait, pendant plusieurs mois, cé la corruption et l'inefficacité des cadres. Cette fois, le mouvement est repris et soutenu par deux éditoriaux très fermes parus le

CORÉE DU SUD Sérieux incidents

lors de manifestations

Séoul (Reuter). - Des manifes-tants se sont heurtés aux forces de l'ordre, ce samedi 7 février à Séoul. La police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifesta-tions contre la torture dans au moins trois villes. Des dizaines d'étudiants et d'hommes politiques, dont cer-tains parlementaires de l'opposition,

Les cent vingt mille hommes de la police avaient été placés en état d'alerte en prévision d'une série de rassemblements à travers le pays pour honorer la mémoire d'un étudiant mort fin janvier sons la torture dens un poste de police.

Dans la capitale, environ deux mille manifestants ont tenté de for-cer le curdon de police établi autour de la cathédrale catholique de Myongdong, où était célébré un office à la mémoire de l'étudiant.

La nuit précédente, la police avait effectué des rafles sur trente-trois campus universitaires de Séoul afin mois, a indiqué qu'il avait démis-sionné car, selon lui, la direction du journal lui demandait de réaliser une couverture « déséquilibrée » de la de seisir des affiches, des tracts et des cocktails Molotov que les étu-diants, selon elle, comptaient utiliser an cours des manifestations devant accompagner le service religieux.

3 février dans le quotidien du parti, le Nhân Dân, et dans celui de l'armée, le Quân Dôi Nhân Dân.

« Plus de cent quatre-vingt-dix mille personnes, dont beaucoup avaient commis de sérieuses erreurs, ont été expulsées du PCV », écrit le Nhân Dân, qui ajoute que de nombreux cadres « sont obsédés par la richesse et cherchent par tous les moyens à s'approprier la propriété socialiste ». D'autres « profitent de leur position élevés pour s'accorder des privilèges exhorbitants et opprimer les masses ».

pagne qui marquera, de façon signi-ficative, ce stade nouveau de la révolution. - Le quotidien de l'armée tonne lui aussi contre la dégradation » morale et politique de nombreux cadres d'un parti qui compte près de deux millions de

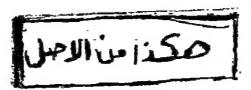
Faut-il voir dans cette convergence d'articles et d'émissions radio une attaque voilée des nouveaux res-ponsables du parti contre la vieille garde qui continue à s'accrocher? Bien que s'étant retirés du bureau politique, MM. Pham Van Dong. Truong Chinh et Le Duc Tho conti-Les purges en cours ne sont pas de nuent, en tant que « conseillers spé-pure routine, prévient le Nhân Dân. « C'est le début d'une grande cam-un rôle important.

M. Pham Van Dong demeure pre-mier ministre et M. Truong Chinh président du Conseil d'Etat. Même le général Van Tien Dung, éliminé en décembre 1986 du bureau politique, est resté ministre de la défense, et chacun de ses faits et gestes est fidèlement repporté par la presse

Au-delà du problème posé par la coexistence entre anciens et nouveaux dirigeants, il y a celui de l'assise du PC qui, de l'aveu de certains de ses responsables, a. depuis longtemps, perdu la confiance de la

JACQUES BEKAERT.





Chronologie

FRANCE

2. - La Banque de France relève son taux d'intervention de 7,25 % à 8 % pour défendre le franc, avant de laisser, à partir du 6, le deutschemark atteindre son cours-plafond de 3,33 F, tandis que M. Chirac accuse eles autorités allemandes » de « ne pas jouer le jeu » de la coopération européenne. Après la réévaluation du deutschemark, décidée le 12 à Bruxelles, M. Balladur se félicite que, « comme prévu et comme voulu », le franc n'ait pas été dévalué (du 2 au 16).

3

5. - La police déjoue une tentative d'attentat contre M. Jean-Louis Bruguière, le magistrat chargé du dossier d'Action directe (7 et 8).

7. - M. Raymond Barre est l'invité de «L'heure de vérité» sur Antenne 2, après être resté dix mois sans participer à une émission politique. Il affirme ne pas être « de ceux qui trahissent leur camp » et, estimant qu'« il y a beaucoup de lièvres aujourd'hui », se compare à « la tortue - dans la course présidentielle. Mais, le 25, parlant à Bordeaux devant près de mille trois cents élus de la région Aquitaine, il se montre plus critique: « La France stagne », Cela ne peut plus durer », affirmet-11 (9, 11-12 et 27).

7. - Le bureau exécutif du PS enregistre le dépôt des contributions préparatoires au congrès de Lille, prévu du 3 au 5 avril. Une polémique s'ensuit entre rocardiens et mitterrandistes, ces derniers ayant exprimé le souhait explîcite d'une canditature de M. Mitterrand à l'élection présidentielle de 1988 (du 8 au 10, du 13 au 17 et du 20 au 24).

7. - M. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale depuis juin 1983, est remplacé par M. Ivan Barbot (8, 9 et 11-12). delé après une large concertation (17, 18-19 et 22).

16. - Le Conseil d'Etat annule les élections régionales du 16 mars 1986 en Haute-Corse pour fraude Electorale (18-19 et 20).

17. - M. Jacques de Larosière est nommé gouverneur de la Banque de France, en remplacement de M. Michel Camdessus, qui lui a succédé le 15 à la tête du FMI (20).

18. - Le pasteur Jacques Ste-wart est élu président de la Fédération protestante de France : il succédera en juillet au pasteur Jacques Maury, président de la FPF depuis 1977 (18-19 et 20).

19. - Une ordonnance rendue par M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, met fin aux poursuites judiciaires engagées depuis 1977 contre M. Robert Hersant pour infractions à la législation sur les concentrations dans la presse (16, 21, 22 et 24).

20. - Le gouvernement est légèrement remanié: M. Jacques Valade (RPR) est nommé ministre délégué chargé de la recherche et de l'enscignement supérieur et M. Jean Arthuis (CDS), secrétaire d'Etat à l'emploi, devient secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence (21 et 22).

20. – M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, estimant que « des présomptions graves et concordantes - pèsent sur M. Christian Nucci, transmet son dossier au parquet, ce qui pourrait amener l'ancien ministre de la coopération devant la Haute Cour de justice. Le 21, M. Jacques Delebois, contrôleur général de la police, inculpé depuis le 2 décembre pour avoir fourni à M. Yves Chalier un

La fin des grèves

Le 1º. M. François Mitterrand reçoit au fort de Brégançon (Var) vistes, alors que le trafic ferro-viaire reste très perturbé en dépit des ouvertures faites le 31 décembre par la direction de la SNCF. Ce geste de M. Mitterrand est critiqué par la majorité, tandis que le gouvernement dénonce, le 2, les motifs « politiques » de la poursuite de la grève

Le 3, un accord est conclu entre le gouvernement et les chande. Le travail reprend progressivement dans les ports, paralyses depuis le 8 décembre, mais, à Marseille, des grèves de dockers puis du personnel admide perturber l'activité portuaire

Le 5. M. Mitterrand, au cours des cérémonies de vœux à l'Elysée, souligne « l'absolue priorité qui doit être reconnue à la lutte contre l'inflation », mais estime que « s'il y a sacrifice, il doit être

Le 6, M. Jacques Chirac, devant les membres du gouver-nement réunis à Matignon, puis sur Europe 1, réaffirme que « le gouvernement ne changers pas se politique > qui a pour priorité

8. - M. Chirac préside à l'ins-tallation de la nouvelle commission consultative des droits de l'homme, constituée par M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme. La Ligue des droits de l'homme a refusé de participer à (8, 9 et 10). 8. - M. Edouard Balladur

annonce que la troisième privatisa-tion concernera la Compagnie générale d'électricité (CGE) et qu'elle s'accompagnera d'une augmentation du capital (10 et 17).

10-11. - Le congrès du MRG, réuni à Montpellier, réélit présid M. François Doubin. Les minori-taires, derrière MM. Crépeau et Schwartzenberg, créent, le 31, une nouvelle organisation, Libertés pour demain (11-12 et 13/I, 3/II).

10-19. - Une importante vague de froid provoque la mort d'une cen-taine de personnes ainsi que des pannes d'électricité et des perturbations dans les transports. Dans le reste de l'Europe, près de trois cents personnes meurent du fait des intempéries. Tandis que des mesures de solidarité sont prises dans tous les pays, la Commission européenna décide, le 15, de mettre les surplus alimentaires de la CEE à la disposition des associations caritatives

12. - M. Gérard Longuet met fin au câblage systématique de la France décidé en novembre 1982: scules les cinquante-deux villes qui s'étaient engagées avant mars 1986

15. - M. Albin Chalandon annonce que le projet de réforme du code de la nationalité va être remo-

la « rigueur » et la « solidarité envers les plus défavorisés ». Il accusa « la CGT communiste » de mener una « action politique » contre son gouvernement, alors que, le jour même, ont com-

Les jours suivants, les cou-pures d'électricité et la multiplication des conflits sociaux dans le secteur public provoquent des manifestations d'usagers, en particulier le 12 à Paris à l'appel des élus RPR et UDF de la capitale. Cependant, à pertir du 9, un ment de reprise s'emorce è la SNCF, après de légères concessions faites le 8 par la direction, et la grève, commencée le 18 décembre, est complètement terminée le 15.

L'accalmie gagne sussi les autres conflits : à EDF, la CFDT et FO, après la CGC et la CFTC, acceptent, le 12, les demières propositions salariales de la direction, que seule la CGT trafic reprend, le Syndicat autonome, majoritaire chez les conducteurs, ayant décidé, le 12, d'arrêter la grève après avoir obtenu satisfaction sur la plupart de ses revendications (du 1º au

«vrai-faux» passeport, est appré-bendé à la demande de M. Michau et placé sous contrôle judiciaire après que le parquet général se fut opposé à son incarcération. D'autre part, M. Chalier, entendu le 16 par M. Michau, a déclaré qu'il avait rencontré M. Charles Pasqua avant de fuir au Brésil. Tant M. Nucci que MM. Delebois et Pasqua démentent les affirmations de M. Chalier, et M. Chirac déclare le 29 qu'il « fait toute confiance » à M. Pasqua (du 7 au 10, 14, 15, 16 et du 20/I au

été excédentaire de 3,7 milliards de francs en décembre. En 1986, pour la première fois depuis 1978, le commerce extérieur enregistre un excé-dent de 1,1 milliard de francs, contre 30,7 milliards de déficit en 1986, surtout grâce à un allégement de près de 90 milliards de la facture pétrolière (22, 29 et 30).

21. - Le conseil des ministres décide la dissolution du Mouvement decade la dissolution du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA), considéré comme la «vitrine légale» de l'ex-FLNC, qui a revendiqué 522 attentats en 1986. Le 9, M. Alain Orsini, conseiller régional MCA, a été arrêté à Ajac-cio; transféré le 12 à Paris, il a été inculair le 14 de accountitation de inculpé, le 14, de « reconstitution de ligue dissoute » (13, 14, 16, 20, 22, 23 et 30).

Janvier 1987 dans le monde

La chronologie persit le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

--- par ÉDOUARD MASUREL ---

rité de M. Chirac est en baisse, celle de M. Mitterrand se maintient et celle de M. Barre progresse (8, 10, 16 et du 22 au 27).

22. – M. Philippe Séguin défi-nit, dans un article publié par *le* Monde les conditions d'une relance de la politique contractuelle (23). 22. - M. Jean-Louis Guillaud est élu président de l'AFP (du 11 au 17, du 23 au 26 et 30).

 Le Conseil constitutionnel. estimant « irrégulière » la procédure utilisée par le gouvernement, annule l'amendement sur l'aménagement du temps de travail voté par le Parlement le 20 décembre trois jours après le refus de M. Mitterrand de signer le projet d'ordon-nance. MM. Poher et Chaban-Deimas protestent contre cette décision, que M. Barre approuve le 25, tandis que M. Mitterrand souligne, le 26, l'importance du «con-trôle de la constitutionnalité» (3, du 25 au 29 et 31).

23. - Le Conseil constitutionnel annule la loi transférant de la juridiction administrative à la juridic-tion civile la procédure d'appel des décisions du Conseil de la concurrencs (du 24 au 27 et 29).

23. - Le nombre des chômeurs augmenté de 1 % en décembre : il l'élevait alors à 2574100, soit 10,7 % de la population active, en hausse de 5,5 % en un an (25-26).

26-27. - M. Chirac se rend et Alsace pour une « visite de tra-vail » (du 27 au 29).

26-27. - La réunion du comité central du PC est marquée par les démissions des instances dirigeantes du parti de MM. Claude Poperen et Marcel Rigout pour protester contre la qualification de « liquidateurs » (15, 16, 20, 23 et du 27/I au 3/II).

28. - La CNCL lance les appels d'offres pour la réattribution de la «5» et de TV 6, tandis que sont publiés les cahiers des charges des chaînes nationales privées et que se précisent les alliances et les candi-datures pour le rachat de TF 1, de la «5» et de TV 6 (3, 6, 9, 10, 14, 16, 17 et du 22/I au 2/II).

28. - Les prix ont augmenté de 0,1% en décembre. Pour 1986, la hausse est de 2,1%, la plus faible depuis 1964, Mais l'écart d'inflation se creuse avec la RFA, où les prix out baissé en 1986 de 1,1 % (17,29

29. – M. Chirac, après avoir réuni le gouvernement à l'hôtel Matignon afin d'arrêter les nouvelles priorités pour 1987, annonce, au cours d'une conférence de presse, ses orientations et les projets de loi montrent sceptiques face à la volonté exprimée de « donner un nouveau souffle au dialogue social - (17, 21, 22, 30 et 31/L, 1-2/ID.

29. - Jean-Claude Killy, qui avait accepté, le 13, la présidence du Comité d'organisation des Jeux comme de organisation de Jeux olympiques d'hiver d'Albertville, démissionne après les protestations soulevées par les modifications des sites choises pour les éprenves (3, 9, 14 et du 29/1 au 2/II).

31. - L'offre de vente des actions Paribas détenues par l'Etat, ouverte le 19, s'achève sur un - succès sans précèdent de l'action-nariat populaire > : près de trois mil-lions de souscripteurs ont acheté des titres au prix fixé de 405 F l'action (11-12, 14, du 17 au 20 et 28/1, 1-2 et 3/II).

31. - Devant la convention nationale de l'UDF, réunie au Zénith à Paris, M. Giscard utilisée par M. Georges Marchais ponsables des six composantes de le 14 à l'encoutre des «rénovateurs» l'UDF réaffirment leur «union ou centre . (24 et du 31/I au 4/II).

ÉTRANGER

2, - TCHAD: Les forces gouver-ementales tchadiennes attaquent réunion des ministres de l'agriculnementales tchadiennes attaquent par surprise et reconquièrent Fada, principale ville de l'Ennedi, au nordest du Tchad, occupée par les Libyens depuis 1983. Le 4, l'aviation libyenne bombarde Arada, au sud du 16º parallèle. Après ce raid, qualifié le 6 de - piqure d'insecte -par M. Chirac, l'aviation française létruit, le 7, les installations radars de la base libyenne de Ouadi-Doum. La prise de coatrôle, le 21, par l'armée tchadicane, de Zouar, dans le Tibesti, au nord-est du Tchad, est anivie, à partir du 26, de la reprise des bombardements aériens libyens dans le Tibesti et l'Ennedi (à partir

5. - ÉTATS-UNIS : M. Reagan présente le projet de budget pour 1988, d'un montant de 1 024 mil-liards de dollars. Bien que prévoyant de ramener le déficit à 107,8 mil-liards de dollars, contre 220,7 milliards en 1986 et 173,2 milliards prévus en 1987, il est jugé « totale-ment irréaliste » par les démocrates, majoritaires au Congrès (4-5 et 7).

8. - ÉTATS-UNIS : L'indice Dow Jones de la Bourse de New-York franchit pour la première fois la barre des 2 000. Le 28, après avoir battu quinze fois son record et être monté de près de 270 points depuis le début du mois, il s'inscrit à 2 162,38. Encouragées par l'ascen-sion de Wall Street, d'autres Bourses atteignent leur sommet: à Londres, à Tokyo, où l'indice Nikkei franchit, le 30, le cap des 20 000, et à Paris, où l'indice de la Compagnie des agents de change s'inscrit le 23 à 425,3 (du 4/1 su 2/11).

8. - IRAN-IRAK : Les troupes offensive dans la région de Bassoral.

Après de très violents combats, elles réussissent à s'emperad de l'est réussissent à s'emparer de plusieurs positions fortifiées irakiennes. Washington estime à la fin du mois que près de 20 000 Irakiens et 40 000 Iraniens ont été tués ou blessés depuis le 24 décembre. A partir du 10, la «guerre des villes» (raids aérieus irakieus, bombarde-ments et tirs de missiles sol-sol irature des Douze ne permet pas à M. François Guillaume d'éviter l'application de montants compensa-toires monétaires (MCM) sur le porc, les volailles et les œufs; leur suppression échelonnée est cepen-dant prévue (du 2 au 16, 21, 22, 23

12-14. - ITALIE-POLOGNE: Le général Jaruzelski, en visite officielle à Rome, est longuement reçu, le 13, par Jean-Paul II (du 11

12-15. - FRANCE-JORDA-NIE: Le roi Hussein de Jordanie se rend en France pour une visite d'Etat (7, 10, 13 et 14).

14. - GRANDE-BRETAGNE: M. Ernest Saunders est démis de la présidence de la firme brassicole Guinness, en raison de malversations commises lors de la bataille boursière qui a permis la reprise, en avril 1986, du producteur de whiskies Distillers (1°, 13, 16 et 22).

15. - AFGHANISTAN : Un cessez-le-feu unilatéral est pro-clamé par le régime de Kaboul. La résistance afghane rejette, le 17, les propositions de « réconciliation onale » et annouce la poursuite de la lutte armée : elle exige un retrait total, inconditionnel et immédiat » des troupes soviétiques (3, 6, 7, 8, 9, 11-12, du 14 au 20

15. - CEE: M. Mitterrand prononce, à Londres, devant le Royal Institute for International Affaira, insiste sur la nécessité d'une «volonté politique» pour la «cons-truction d'une yéritable Commu-nauté» (du 15 au 17).

 CHINE: M. Hu Yaobang est démis de son posts de secrétaire général du PC chinois et remplacé, à général du PC chinois et remplacé, a titre intérimaire, par le premier ministre, M. Zhao Ziyang. Les manifestations d'étudiants, en décembre, et à Pékin, le 1ª janvier, avaient aussi provoqué, au sein du parti, une vigoureuse campagne contre le « libéralisme bourgeois » ainsi que des sanctions contre plusieurs intellectuels et universitaires (du 1 ° au 7, 9, 10, 13, du 15 au 20 et du 23 au 26/1 3/11) anx élections du 23 novembre. M. Franz Vranitzky (socialiste) reste chanceller et M. Alois Mock (populiste) devient vice-chancelier et ministre des affaires étrangères. Pour protester, l'ancien chancelier Kreisky abandonne la présidence d'honneur du Parti socialiste (16, 17 et 28/L, 3/II).

20. - CEE : Sir Henry Plumb, conservateur britamique, est élu président de l'Assemblée européenne par 241 voix contre 236 à. M. Enrique Baron, socialiste espagnol (9, 14 et du 20 au 23).

20. - RÉPUBLIQUE D'IR-LANDE : M. Garret FitzGerald, LANDE: M. Garret Fitzterald, premier ministre depuis novembre 1982, convoque des élections législatives pour le 17 février après le départ des quatre ministres travaillistes du gouvernement de coalition formé par le Fine Gael (centriste) et le Parti travailliste (du 20 au 22).

21. - BRÉSIL : Brasilia obtient la rééchelonnement de 4,1 des 109 milliards de dollars de sa dette publique. Pour la première fois, la Club de Paris n'a pas exigé l'obten tion préalable d'un crédit du Fonds monétaire international (13 et 23).

22. - PHILIPPINES : L'armée ouvre le feu sur une manifestation de paysans près du palais présidentiel. Après cette fusillade, qui fait seize morts, les communistes rompent les négociations avec le gouver-nement. Le 27, une nouvelle rébellion militaire, la quatrième en six mois contre le régime de Mª Aquino, est matée à Manille à une semaine du référendum constitutionnel du 2 février (4-5, 6, 8, 20 et à partir du 23).

24. - SOMALIE: Une équipe de dix Français de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières est enievée, dans le nord-ouest de la Somalie, per des membres du Mouvement national somalien, en rébeilion contre le régime du général Siad Barre, Cependant, Paris recoit des nouvelles rassurantes des otages

ième sommet réuni à Koweit : l'Iran a refusé d'y participer, l'Afghanistan est suspendu depu 1980, mais le président Moubarak est présent après la réintégration de l'Egypte, exclue en 1979. Sur la guerre du Golfe, qui constitue l'essentiel des débats, la résolution finale ménage l'Iran (6, 8, du 18 an 24 et du 27/I an 2/II).

11.73

· 1800

- Jac 7

of the state of the

A Company

The state of the s

Section States

---· 20 4

· Miner Print

- 25

· - - -

-

75. Service . 34

-

the part of the

me with the same of

A MARKET AND

-

p - significant

27. - ÉTATS-UNIS: M. Ropald Reagan, à l'occasion du discours sur l'état de l'Union, apparaît en bonne forme physique après son opération de la prostate, le 5. Il déclare « assumer l'entière responsabilité » de l'échec de sa tentative de rapprochement avec l'Iran, alors que le scandale des ventes d'armes américaines continue de susciter des révélations dans la presse (du 3 au 19 et du 24/I au 3/II).

27. - URSS: M. Mikhail Gorbatchev annonce, devant le plétum du comité central du PC, qu'une conférence fédérale da parti sera convoquée en 1988. Se déclarant partisan d'une démocratisation approfondie et sérieuse de la société soviétique », il propose de faire élire à bulletin secret, en laissant le choix entre plusieurs candidats, les dirigeants locaux et régionaux du parti. Meis ce projet n'est repris qu'ez par-tie, le 28, dans la résolution finale du comité central (du 27 au 31).

27. - VATICAN : La commission pontificale Justice et Paix publie un document sur « une approche éthique de l'endettement international » qui invite les pays industrialisés à plus d'indulgance envers leurs débiteurs (28).

28. - ÉTATS-UNIS : Le doller tombe au-dessous de 6 F à Paris et de 1,30 DM à Francfort : sa chute est à peu près continue depuis le début du mois en dépit du réaménsgement monétaire européen du 12 et de la baisse de 0,5 % du taux à 3%, Les Européens et les Japonais demandent aux Américaies d'inter-venir, mais Washington voit dans le

Nouvelles prises d'otages à Beyrouth-Ouest

Le 13, Roger Auque, un jour- mystérieux rendez-vous, mais ne naliste français, est erièné à reparait pes : il serait devenu Beyrouth-Quest devent son gisse à son tour. domicile. Cet enlevement porte à quinze dont aina Frençais et aina gers détenus au Liban.

Le 17, puis le 21, deux ressortissants allemands sont enlevés après l'arrestation, le Mohamed Ali Hamadei, un Libaneis chite trouvé en possession d'explosifs. Washington demande son extradition, car il pourrait être un des auteurs du détournement d'un Boeing de la TWA en juin 1985.

Le 20, M. Terry Waite, émissaire de l'Eglise anglicane, arrivé 13 à Beyrouth pour tenter d'obtenir la libération d'otages occidentaux, se rend seul à un

otage à son tour.

Le 24, quetre enseignants, sont enlevés à l'intérieur d'un campus à Beyrouth-Ouest. Tendis que plusieurs pays occidentaux enioignent à leurs ressortissants de quitter Beyrouth-Quest et que la marine américaine renforce es présence su large du Liban, l'eniè des quatre enseignents est revendiqué, le 28, par le Dilhad islamique pour la libération de la Palestina, organisation inconnus jusqu'alors, qui réclame, le 31, la libération de quatre cents « combattants de l'Islam » prisonniers en Israël en échange de ses quatre otages (à partir du 14).

ainsi que l'assurance de leur libéra-tion prochaine (à partir du 27). 25. - RFA: Aux élections légis-

latives, la coalition dirigée par le chancelier Helmut Kohl conserve le pouvoir en dépit du net recul des ponyour en dépit de net recul des chrétiens démocrates sociaux : la CDU-CSU passe de 244 à 223 sièges, mais le Parti libéral pro-gresse de 34 à 46 sièges. Le Parti social-démocrate obtient 186 sièges (-7). Les Verts, avec 42 étus, réus-restent de monage 15 sièges (4 ent à gagner 15 sièges (6, 9, 14, 15, du 22 au 28 et 30).

26-29. - SOMMET ISLAMI-QUE: 44 des 46 membres de l'Organisation de la conférence islamique sont représentés au cin-24 et du 27/I au 2/II).

recul du dollar un moyen de réduire le déficit commercial des Etats-Unis, qui a atteint 169.8 milliards de dollars en 1986, contre 148,5 mil-liards en 1985 (4-5 et à partir

du 11). 29. - CEE-ÉTATS-UNIS : Un accord est signé pour mettre fin au différent agricole entre la Communauté européenne et les Etats-Unis. Pour éviter l'application des repré-sailles commerciales annoncées par les Américains, les Douze ont accepté de laisser les Etats-Unis vendre à l'Espagne les deux tiers de ses importations de mais pendant

CULTURE

9. - M. Francois Léctard insugure le nouveau musée d'Aquitaine sacré à Bordeaux et à sa région

13. - La Princesse blanche, de Rainer Maria Rilke, est jouée pour la première fois en France par le Théâtre de l'Escalier d'or, dans une mise en scène de Yamis Kokkos (15

14. – Mort de Douglas Sirk, cinéaste américain (16 et 17).

16. - L'Opéra de Paris célèbre le tricentenaire de la mort de Lully en présentant Atys à la salle Favart, dans une mise en scène de Jean-Marie Villégier et sous la direction

28. - M. Philippe de Villiers inaugure la préfiguration du futur Musée des plans-reliefs, à l'hôtel des

26. - L'Ensemble intere porain, dirigé par Pierre Boulez, fête son dixième anniversaire en créant Jalons, de Yannis Xenakis (25-26 et

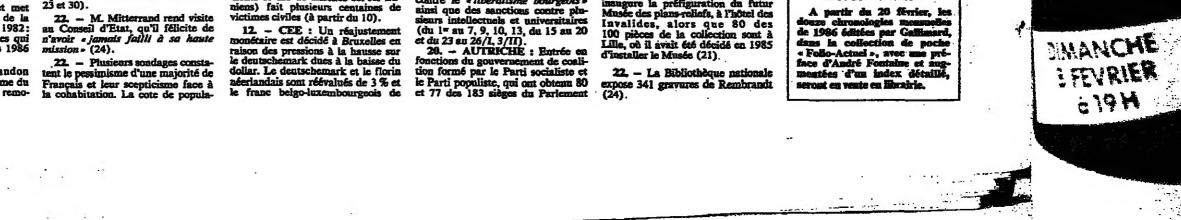
26. - Mort de Norman McLaren, cinéaste d'animation canadien (29). 29. - Bertrand Poirot-Delpech, reçu à l'Académie française par Alain Decaux, prononce l'éloge de Jacques de Lacreteile (du 29/I su 2/II).

30. – Elektra, de Richard Strauss, est monté à l'Opéra de Paris, avec Hildegard Behrens dans le rôle-titre (3/II)

31. – Mort du cinéeste Yves Allégret (3/II).

1986 EN « FOLIO » --

A partir du 20 février, les



Politique

Une nouvelle épreuve en perspective pour la cohabitation

L'action du gouvernement en Nouvelle-Calédonie inquiète de plus en plus M. Mitterrand

Les feuilletonistes de la «cohabi-tation» sont priés d'attacher leurs ceintures : une nouvelle période de turbulences s'annonce dans l'histoire déjà mouvementée des relations du président de la République avec le président de la République avec le premier ministre. Non pas à cause de l'aménagement du temps de travail de la privatisation de TF1 on de la colère des instituteurs. A cause, une fois de plus, de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Action of the second

Nouvelle-Calédonie.

En effet, M. François Mitterrand se montre de plus en plus préoccapé, selon son entourage, par la politique conduite dans ce territoire, au nom du gouvernement, par M. Bernard Pons. « Et le président ne restera pas inerte », dit on vokaniers à l'Elysée.

Trust poete à creim can le la le de la contre le contre le contre de la contre le contre de la contre la contre de la contre la contre de la cont

Tout porte à croire que le chef de l'Etat adressera, à ce sujet, une nou-velle mise en garde au gouverne-ment, peut-être dès le mercredi 18 février, lorsque le ministre des départements et territoires d'outre-mer présentera au conseil des minis-tres son projet de loi tendant à fixer l'organisatin du scrutin d'autodéter-mination prévu l'été prochain en Nouvelle-Calédonie.

Nouvelle-Calédonie.

M. Mitterrand s'était déjà déclaré « très réservé », en mai 1986, quand M. Pons avait exposé les orientations retenues par la majorité pour modifier le système institutionnel mis en place dans le territoire, à l'initiative de M. Edgard Pisani, par le gouvernement de M. Laurent Fahus. Le ministre de M. Laurent Fahus. Le ministre des DOM-TOM syant ensuite mis de l'ean dans son vin, le président de la République n'avait pas saisi le Conseil constitutionnel, comme il l'avait initialement, envi-

sagé. Mais il avait assuré de sa vigilance les principaux représentants de le communauté canaque : « Si ca coince, avait-il dit à M. Jean-Marie Tibaou, par ailleurs président du mouvement indépendantiste, revener

modalités, le contenu et le lende-main du référendum soit arrêté avec le gouvernement français pour évi-ter, écrit le chef du FLNKS, que nous nous retrouvious dans

« Ca coince » d'antant plus que le ministre des DOM-TOM semble espérer régler le problème calédo-men... en mant son existence! Repremen... en mant son eristence! Reprenant à son compte les thèses du Rassemblement pour la Calédonie
française (RPCR), présidé par Jacques Lafleur, dépané RPR, M. Pons a
d'abord soutenn qu'il ne s'agissait
pas d'un problème de décolonisation
n'en déplaise à l'ONU, qui vient
d'inscrire la Nouvelle-Calédonie sur
la liste des territoires à décoloniser —
pour la simple relson en "il n'e pour la simple raison... qu'il n'y aurait jamais eu de colonisation de cette terre lointsine conquise par la France en 1853.

Puis, l'ancien secrétaire général du RPR à estimé qu'il ne s'agissait pas non plus d'une confrontation entre la communauté d'origine suropéeme et la communauté canaque au motif qu'il n'y aurait pins de vrais canaques mais sculement, face aux caldoches, selon lui, une communauté de ... métis ?

Il ne restait plus à M. Pons qu'à inimiser l'audience du mouvement minimiser l'audience du mouvement indépendantiste en feignant d'ignorer le score réalisé par celui-ci aux élections régionales du 29 septembre 1985 (35,18 % des suffrages exprimés) qui avaient consacré le partage entre les différentes communautés. C'est à quoi le ministre des DOM-TOM s'emploie aujour-d'hui. Il essaie d'opposer dans les tribus, les chefs contumiers aux chefs politiques du FLNKS, emprentant en cela ques du FLNKS, empruntant en cela une stratégie utilisée, en pure perte, par ses prédécesseurs socialistes. Il se plait à trouver des encouragements à persévèrer en ce sens dans l'accueil sympathique qu'il a reçu ici où là en zone indépendantiste alors que l'hos-pitalité constitue, au-delà des consi-dérations politiques, la règle fonda-mentale de la coutume canaque à

l'égard de tous les représe France métropolitaine.

Pour illusoire que soit une telle argumentation elle n'est pas forcé-ment vouée à l'échec, du moins à court terme. Les fiels indépendan-tistes étant désormais placés sous la surveillance de hait mille hommes de troupe - un soldat pour huit cansques, - le gouvernement dispose des moyens de faire régner l'ordre dans le territoire au cas où le FLNKS entreprendrait de se livrer à un boycottage « actif » du référendum d'autodéter»

< Après moi le déinge! >

L'essentiel, pour M. Pons, est que le scrutin se déroule dans le calme afin que sa validité ne soit pas contestée par l'opinion internationale. Assuré de la participation de la majorité des électeurs inscrits, localisés dans l'agglomération de Nouméa, et certain de l'emporter, de toute façon, si l'alternative proposée aux électeurs demeure aussi manichéenne qu'elle l'est dans le choix retenu pour le moment — le maintien au sein de la République française, agrémenté d'un statu quo légèrement retouché, ou l'indépendance conçue comme l'abandon total du territoire par la France, — le gouvernement pourrait France, – le gouvernement pourrait slors prétendre que le problème calé-donien est définitivement résolu.

Ce serait « après moi le déluge ! » en version australe. Car derrière en version australe. Car derrière cette façade enphorisante la Nouvelle-Calédonie resterait plus que jamais coupée en deux, avec des risques de confrontation violente encore plus grands que maintenant, parce que la communauté canaque, jusqu'ici indépendantiste à 80 %, se sentirait encore plus excine qu'aujourd'hui par les dirigeants de la communauté encoréanne maiorila communanté européenne majori-

A l'Elysée, certains conseillers de M. Mitterrand craignent même qu'une telle perspective ne pousse les déments les plus ders du FLNKS à

recourir de nouveau à la violence et à tenter, coûte que coûte, d'empêcher le déroulement normal du scrutin, pour que le camp indépendantiste ne se retrouve pas piégé à l'issue d'un référeadum dont le résultat serait assurément équivoque mais bel et bien incontournable.

Voilà en effet un beau terrain d'exercice pour un président de la République si soucieux de se poser en garant de la « cohésion nationale » et de la « poix civile ».

Enfin, à en croire son entourage, m autre facteur incite M. Mitterrand à « mettre les pieds dans le plat » de l'outre-mer : l'évolution de la situation en Polynésie française, où le pouvoir quasi absolu exercé par le secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique-Sud, M. Gaston Flosse, engendre depuis plusieurs mois des tensions politiques et sociales qui gênent l'Elysée presque autant que l'hôtel Matignon à cause de leurs effets sur l'image de la

A l'Elysée, on tient d'ailleurs à souligner que le chef de l'Etat avait à l'esprit les intempestives pressions exercées récemment par M. Flosse sur la justice, à Tahiti (le Monde du 23 janvier), quand il a insisté sur la nécessité de voir la France » s'impo-ser à elle-même les règles dont elle affirme qu'elles sont universelles », en particulier celle de « la séparation des pouvoirs », à l'occasion du collo-que sur « le droit et la morale humanitaire », organisé le lundi 26 janvier à Paris,

ALAIN ROLLAT.

• Futura : une aide de 65 mil-lions de francs. — Une aide excep-tionnelle de 55 millions de francs va être octroyée par le gouvernement à l'ile de Futura, durement touchée fin décembre par le cyclone Raja, a annoncé, vendredi 6 février, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pone, qui affectue une visite officielle de vingt-quatre heures dans le territoire

PROPOS ET DÉBATS

M. Mégret:

M. Séguin:

concours de beauté

manœuvre

M. Bruno Mégret, député FN de

l'Isère et président des Comités d'action républicaine (CAR), a axpli-

qué, vendredi 6 février, que M. Ber-nard Stasi, député UDF de la Marne

et vice-président du CDS, ne pourrait

être élu président de la commission

des affaires étrangères de l'Assem-blée nationale « qu'avec le soutien de

la gauche ». Selon tui, « la classe

politicienne mançauvre » en vue de cette échéance, mais « aucun candi-

dat ne peut être élu à droite cans les

voix du Front national ». « En consé-

quence, M. Stasi ne pourrait être élu

qu'avec la concours de la gauche, et

tout candidat RPR et UDF ne pourra

être élu à droite qu'après l'agrément

préalable du groupe du Front natio-nel s, précise-t-il.

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a souhaité que la prochaine élection présidentielle ne soit pas « le concours de beauté habituel ». Invité des « conférences Gutenberg » orgal'Institut d'études politiques, l'Institut européen d'études commerciales at le quotidien les Dernières Nouvelles d'Alsace, M. Séguin a affirmé, vendredi soir 6 février, que ce scrutin e pourrait être l'occasion privilégiée de trancher enfin sur les vrais choix de société qui se posent en matière

de sécurité sociale ». « En tout état

de cause, la réforme structurelle de

la Sécurité social, n'aura pas lieu

avant la mi-88 », a-t-il ajouté avant

de souligner : « On peut être maso-chiste mais il ne faut pes exagérer, »

Intégrisme islamique et antisémitisme

antisémite du début du siècle, les Protocoles des sages de Sion - texte rédigé, à l'origine, par la police du tear, à la fin des années 1860, diffusé ultérieure ment par les nazis, puis, à partir des années 50, dans certains pays arabes — est en vente à Paris, aujourd'hui, dans une ádition française imprimée au

Ce texte est disponible dans une librairie du quartier Belleville, spécialisés dans la diffusion d'ouvrages d'inspiration islamique intégriste. Intitulée « Protocols » (sic) des sages de Sion, cette édition, sans indication d'année d'impression, se présente, en sous-titre, comme la conforme à l'original adopté par le congrès sioniste réuni à Bâle (Suisse) en 1897 ». Elle porte, en couverture, le sigle de la Fédération islamique internationale des organisations estudiantines et comporte une préface datée de introduction signée Roger Lembellein et datée de 1925.

La Lique internationale contre le raciame et l'antisémitisme (LICRA) envisage de déposer plainte au titre de la loi de juillet 1972, répriment l'incitation à la Tribune juive (daté 6-12 février) s'indigne du fait qu'un tel ouvrage soit mis en vente,

Bayrouth-Ouest 李朝(朝)皇帝 [25] 李明 [2] 唐代

estes prises d'otage

grage have tour The state of the processor and the and the street of the property BARBANTA OF DIE FINANCE Water of the company which the restrict to the proper the transport of the property -Get dugite eine gene New Parkets in 19 to 19th Assertina price a continue to Farmer of the second of the

Til State

Profession

the state of the s

to Property on

prints of their

The second secon

The second

D. Property

State of the state

A Prince of the Prince of the

Charles And In the Control of the Co

Comment of the state of the sta

Marie Control of the Control of the

To a like the

Se some ...

Control of the last

Berline Comment of the Comment of th

And the state of t

A Charles of the Control of the Cont

SECURITY OF THE PROPERTY OF TH

27 - 1 171 - 14 W public or service

Section of Asperture of their

Sales and the sa

Market Williams

M - Franklas

Marie To the First State of the State of the

Secretary and the second

The second section and the second

Both had been been and

STAPRE ALL STREET

Mark hand performed to be

in 24, there example time Attendance of a new

WHEN BRANCH & CORNEL TO

water from the recommend of

強動機能性 とります かりご

- 基準的機能は、対象 - ままって 1.20年の

- 謝海郷 新田田 (1) (1) (1) (1)

್ಷಾಚ್ ಜೆಲ್ಲಿಕ್ಕನ್ನು ಎಂಗ ಅದ್ದಾರ್ಥ

William Communication of the C

THE WATER CONTRACTOR

BOUND OF THE STATE OF THE STATE

機能者 sex servers on a distant

The first are part of

Harman States and States and States

AND COURT OF STREET

MARKET TO THE PARTY

BATTANT A

we will also a second and a second Set Graden FREE SE CAPTER CONTRACTOR

gradients

Maria Ci. The bill

The second of

1986

A Property of the Park

STATE STATE OF THE STATE OF

there he saw and the The Family and the STATE OF STA Section of Section 25 and 16 lb

10.30

*

the same of the sa

Marian Park

Marking As

Amen and the state of the state

10 Mg

Barrages de semonce

En Guadeloupe

BASSE-TERRE de notre correspondant -

Coup de semonte indépendan tiste : plusieurs barrages ont été dressés, le jeudi matin 5 février, en ne de Pointe-à-Pitre, sur les routes d'accès à la commune résidentielle de Gosier, par les militants de l'Union populaire pour la libéra-tion de la Guadeloupe (UPLG). Ils voulaient protester contre l'arrestation et le transfert à Paris, de Marie-Georges Michel, une guadeloupéenne de trente-cinq ans inculpée d'association de malfaiteirs (le Monde du 6 février). Au même moment, celle-ci était d'ailleurs entendue, au palais de justice de Paris, par le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière. Ces barrages out été levés au bout de une houre et

Le chef de file de l'UPLG, M. Claude Makouke, avait indiqué, au début de la semaine, que son organisation, – la principale forma-tion indépendantiste de l'archipel guadeloupéen – était prête à « aller au-delà » des manifestations qui avaient paralysé la Guadeloupe en juillet 1985, au cours de la grève de la fein observée en métropole par le militant Georges Faisana. L'UPLG continue de réclamer la « libération immédiate et sans condition » de sa « camarade ». Il a adressé en ca as, mercredi soir, un télégramme à M. Jacques Chirac.

BIBLIOGRAPHIES

« Lettres, notes et carnets » de Charles de Gaulle

D'un septennat à l'autre

Une guerre de huit ans terminée par l'accession de l'Algérie à l'indépendance, la France dotée d'une force meléaire, les réformes institutionnelles réalisées, l'économie en voie d'assaintisement : la France devait adopter après 1962 un régime de croisière. C'est bien l'impression que domest les bespiiless rages du que donnent les premières pages du dixième volume des Lettres, notes et carnets du général de Gaulle cou-vrant la période de janvier 1964 à juin 1966.

Le général gère donc les affaires courantes. Une note au premier ministre, Georges Pompidou, demande que les dépenses des pré-fets « pour tenir lette rang » soient à la charge de l'Etat et non des dépar-tements. Sur un bruillon avant le conseil de défense du? mars 1964, ou peut lire ces hypotlèses, en forme d'ordre du jour : « S! l'Occident atta-que nous attaquons aussi. St c'est l'Est qui attaque l'Europe, nous contre-attaquons aussitot, sur le sol russe atomiquement, en Allemagne

russe atomiquement, en Allemagne si nous avons le temps.» Be Gaulle envisage cependant sa succession. Devant être opéré de la prostate, il écrit le 12 a ril 1964 à son lils Philippe, alors capitaine de frégate, une lettre qui se laisse pas d'intriguer. Voici cet étonnant document : « Mon cher l'hilippe, s'il devait arriver que je disparaisse prochaînement, sans avoir directement fait connaître qui, dant les circonsfait connaître qui, dans les circonstances présentes, je sonhaite que le

peuple français élise pour mon suc-cesseur immédiat comme président de la République, je te confie le soin de publier aussitôt la déclaration cijointe. Je dis : mon successeur immédias parcs que j'espère qu'ensuite c'est toi-même qui voudras et pourras assumer à ton tour la charge de conduire la France. Ton père très affectionné - Et de Gaulle avait mentionné sur l'enveloppe : « S'll ne m'arrive rien d'ici qu' 15 mai prochain, garder la lettre et me rendre

On no saura sans doute jamais quel était le successeur - immédiat ainsi choisi par de Gaulle, puisque son fils indique que le document a été restitué - sans être décacheté - à son père, qui, ajoute-t-il « l'a probable-ment détruit ». En employant l'adjectif « immédiat », de Gaulle at-il voulu se prémunir contre la succession que devait assurer le prési-dent du Sénat, M. Gaston Monnerville avec qui il était brouillé? En décembre 1964, il rappellera d'ailleurs à Georges Pompidou d'interdire aux ministres d'aller au Sénat : « Que cela ne se repro-

duise plus ! = De Gaulle est donc opéré le vendredi 17 avril ainsi que l'atteste le bulletin de santé signé de ses médecins, qui précise que « l'opération s'est passée normalement. L'état du général de Gaulle est très satisfaisant ». Or le volume des lettres.

notes et carnets public une « apostille » sur le communiqué sinsi rédigée : « Approuvé - 16 avril 1964 - C. de Gaulle ». C'est-à-dire la veille de l'opération ! On relève aussi quelques notes irri-

tées adressées à ses collaborateurs, comme celle du 29 mai à M. Pérol, chef du service de presse de l'Elysée : RTF à la disposition d'un critique ou d'un auteur ou d'un politicien prenant de Gaulle pour sujet sans pue j'aie donné mon assentiment.» Mais aussi le 27 avril 1965 une lettre an premier ministre pour protester contre la construction d'un bâtiment de l'OTAN à Rocquencourt, qui annonce le retrait de la France de l'organisation militaire atlantique. Le 5 décembre 1965, sa réélection

à l'Elysée au deuxième tour inspire au général des réflexions un peu désabusées dovant un résultat « par brillant > ou « médiocre » dû i. « la coalition de toutes les haines et ambitions imaginables . On apprend que le jour même du scrutin il lisait les chroniques de Gérard Bauer de l'académie Goncourt et remerciait leur auteur.

Ce feuilleton annuel conserve en tout cas son intérêt aux multiples

ANDRÉ PASSERON.

* Charles de Gaulle. Lettres, notes et carnets, janvier 1964 - Juln 1966. Plon, 366 p. 140 F.

« Meurtre à l'Elysée »

ble... Mais de là à imaginer que Lio-nel Jospin, Laurent Fabius, Pierre Mauroy ou Michel Rocard ait pa assassiner François Mitterrand !... C'est pourtant ce qu'a fait Jean Ducheteau dans son livre Meurtre à Elysée (1).

Tout aussi étonnant, il transforme Jacques Attali en Maigret, chargé de découvrir quel est celui de ses petits camarades qui a commis ce crime de lèse-majesté. Dure tâche pour l'intellectuel saisi par la réalité d'être obligé de résoudre cette douloureuse énigme en même temps qu'il cherche comment répondre à son fils, qui a soulevé cette interrogation fondamentale: . Dieu a-t-il le droit de décider qu'il n'existe pas ? »

Prétexte bien entendu à la description du milieu politique, à l'étalage de quelques détails de la vie privée des uns et des autres, histoire pour l'auteur de montrer qu'il fréquente ces gens du château... Pruderie ou méconnaissance, il reste trop discret pour satisfaire les amateurs de voyenrisme, commettant même quelques légères erreurs. Les habitués des romans policiers ne seront pas plus comblés, tant la solution paraît bien vite évidente.

Reste le scénario de politiquefiction, qui permet de mettre au jour ce que pourraient être les réactions des principaux participants à la

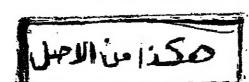
tion du président de la République en période de cohabitation. Anx auteurs de ce genre littéraire, il faut souhaiter que leurs hypothèses ne se réalisent jamais ou que, si leurs prémisses se révèlent exactes, nul ne relise leurs prédictions.

« Jean Duchateau » pe doit pas nourrir d'espoirs différents de ceux de ses prédécesseurs. Il prête certes que l'on peut imaginer, mais, en politique, la réalité dépasse toujours la fiction. C'est ce qui fait son charme, pour ceux qui sont chargés de la raconter et non pas de l'imagi-

(1) Meurtre à l'Elysée, de Jean Duchateau. Calmann-Lévy, 263 p.,

 Les pieds-noirs alertent
 M. Balladur. → A la veille du voyage de M. Edouard Balladur à Alger, le porte-parole du mouvement du Recours, M. Jacques Roseau, a demandé, vendredi 6 février, su ministre de l'économie et des finances, « de bien vouloir prendre en comote, lors de ses néanciations bilatérales, l'ensemble des problèmes moraux et matériels de la communauté française rapatriée d'Algérie ».





Huit nouveaux membres au Conseil supérieur de la magistrature

Seul le mandat de M. Albert Gazier a été renouvelé

Les neuf membres du Conseil supérleur de la magistrature ont été nommés par décret du président de la République en date du 4 février et leur nom publié au Journal officiel du

Un seul membre a été reconduit : M. Albert Gazier, ancien ministre, qui avait été nommé en 1983 à la place de René Meyer.

Les huit nouveaux membres sont : MM. Thierry Cathala, conseiller à la Cour de cassation; Gérard Combes, premier président

de la cour d'appel de Dijon; M™ Françoise Cuny, premier juge au tribunal de grande ins-tance de Lille; MM. Pierre Dabezies, professeur des facultés de droit à l'université de Paris-I; Henri Ecoutin, avocat général près la Cour de cassation; Pierre Garbit, président du tribunal de grande instance de Châtenmoux; Mª Colette Meme, conseiller d'Etat et M. Claude Zambeaux, conseiller à la Cour de

La réforme oubliée

M. Mitterrand vient de renouveier un organisme dont il critique la composition et qu'il avait promis de réformer. Il pouvait le faire de 1981 à 1986, il no l'a pas fait. Aujourd'hui, le président ne peut plus toucher au Conseil supérieur de la magistrature (CSM). C'est un des échecs de la gauche que de ne pas avoir affermi, quand elle était aux affaires, l'indépendance de la magistrature en réformant son

Le CSM, qui est renouvelé tous les quatre ans et qui donne au prési-dent de la République son avis sur les gominations des magistrats du siège (1), est composé de neuf membres, tous désignés par le chef de l'Etat. S'ajoutent à ces neuf « sages » M. Mitterrand lui-mème, qui préside le conseil, et le garde des socaux (vice-président). Ce système laisse pratiquement à la discrétion du chef de l'Etat l'avancement des juges, ceux dont l'indépendance devrait être insoupçonnable. Les magistrats du siège, c'est-à-dire ceux qui inculpent ou condampent sont inamovibles, mais il leur faudrait de l'héroïsme pour ne pas aspirer à une promotion. De là, une tentation de docilité à laquelle il arrive à

Certes, l'indépendance de la magistrature ne tient pas seulement aux textes. Elle est aussi affaire de caractère. Placé dans une situation

le rue de Mogador n'est pas encore achevée qu'elle est déjà

évoquée devant un tribunal. Ce

sont trois témoins, MM. Jérôme

et Nicolas Oudin et M. Jean-Luc

Daniel qui, la 6 février, poursui-

vaient en diffamation sur

citation directs devant la dix-

septième chambre correction-

nelle du tribunal de Paris

M. Jean-Charles Reix, journa-iste au Figaro, M. Max Clos, directeur délégué de la publica-tion, at la société la Figaro SA.

Sous le titre : « Fusillade tra-

gique : le CRS inculpé ? »,

M. Jean-Charles Reix écrivait le 7 juillet : « L'exploitation politi-

de ce tragique et douloureux fait

divers a d'ores et déjà com-mencé. Cela a été rendu possi-

ble par l'attitude sens nuance de quelques médias audiovi-

suels informés de façon erronée

par des témoins « spontanés » dont l'impartialité n'a pas été

témoins sont fichés per les ren-

seignements généraux pour leur

appartenance à l'extrême gau-

témoins douteux ? MM. Jérôme

et Nicolas Oudin, ainsi que M. Jean-Luc Daniel, se sont, eux, reconnus. N'étaient-ils pas.

en effet, ceux qui, dans la nuit

du 4 au 5 juillet, avaient aussi-

tôt confié leur témoignage à l'AFP et au Monde sur les cir-

Lefevre, tué par le CRS Gilles

Burgos, avant d'être entendus par l'IGS (inspection générale

des services), puis par le juge

Nul doute, explique leur avo-cat, Mr Jean-Pierre Mignard, qu'ils sont bien ceux que vise

Devinette : qui sont donc cas

que - souvent calomnieuse

voisine, tel juge d'instruction décidera d'enterrer l'affaire des micros du Canard enchaîné; tel autre, au contraire, cherchera obstinément à savoir par qui et pourquoi un « vraifaux » passeport a été délivré à M. Chalier. Les textes ne sont pas tout, mais ils sont d'indispensables garde-fous. Ils affermissent la volonté d'indépendance des magistrats quand celle-ci se fait chance-

Le système dont a hérité M. Mitterrand a été voulu par le général de Gaulle, qui affirmait qu'il n'existe sous la Ve République aucun pouvoir, sût-il judiciaire, qui ne tire sa légitimité du président de la Répu-

M. Mitterrand est d'un avis différent. Avant 1981, il affirmait que la composition du CSM ne permet pas d'. éviter les inconvenients du corporatisme et de la politisation de cet organisme ». Au cours de sa campagne électorale la même année, il promettait de « modifier la composition et les règles de désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature, afin qu'y siègent, pour moitié, des mem-bres élus par les juges et, pour moi-tié, des personnalités non parlementaires désignées à

Cette réforme n'a pa eu lieu, car elle supposait une révision de la

chant à les présenter comme

des truqueurs, les manipula-

teurs d'information animés

d'intentions politiques subver-

leur honneur et à leur considéra-

tion. A jeter ainsi le discrédit sur

des témoins, ne cherche-t-on

pas à gêner le travail de la jus-

tice ? « D'autant que cet article,

venimeux, qui respire une cen-

dre de mauvais bois, n'a pas été

écrit à l'encre sympathique :

cela a été écrit, cela pourra tou-

jours servir. Il faut faire com-

prendre à certains journaux qu'il

y a des limites », a conclu l'avo-

cat en réclement 50 000 franca

pour checun des plaignants à

Pour le Figaro, Mª Benatar admet bien qu'il peut être offen-

titre de dommages et intérêts.

sant de mettre en doute la

spontanéité de témoins, inju-

rieux peut-être de dire qu'ils

sont fichés à l'extrême gauche,

mais sûrement pas diffamatoire.

Mais tout cele n'est, dit-il e que

subsidieire »; » car le Figaro n'a jamais voulu viser les frères

Oudin pas plus que M. Jean-Luc

Daniel. « Si vous vous êtes sentis visés c'est votre pro-

blème », leur a-t-il dit. Qui sont,

dès lors, ces inquiétants

témoins, champions de la désinformation, évoqués par le Figaro ? Mystère. Le tribunel, présidé par Mª Marie-Claire Duvernier, ne l'a pas demandé,

pas plus que le substitut, Mª Bernard, qui s'en est remise

dans ses réquisitions à la

sagesse du tribunel. M. Jean-Charles Reix ne l'a pas plus

AGATHE LOGEART.

expliqué : il était absent.

Jugement le 6 mars,

Trois témoins de l'affaire de la rue de Mogador

poursuivent « le Figaro »

Devinette

L'instruction sur l'affaire de le Figaro. Nul doute qu'en cher-

Constitution. Rien n'a ainsi changé

depuis l'ordonnance du 22 décembre

1958, qui précise les conditions dans lesquelles le chef de l'Etat désigne

les neuf membres du CSM: « Trois membres de la Cour de cassation,

dont un avocat général, trois mogis-trats du siège, des cours et tribu-naux ». « Ces six membres, ajoute

l'ordonnance, sont choisis sur une

liste établie par le bureau de la

Cour de cassation et comportant, pour chacune des catégories, un nombre de noms triple du nombre

de postes à pourvoir. - Aux côtés de

ces six membres siègent, de plus, - un conseiller d'Etat choisi sur une

liste de trois noms établie par l'assemblée générale du Conseil

d'Etat » et « deux personnalités

n'appartenant pas à la magistrature et choisies à raison de leur compé-

Démocratiser

Pinstitution

trop lourde à mettre en œuvre - ne

paraissant pas envisageable, M. Robert Badinter, qui était alors

M. Robert Bedinter, qui etait alors garde des socaux, avait songé, en 1983, à une « petite » réforme du CSM qui anrait pu aboutir par la voie législative ordinaire. Une commission nommée par lui avait suggéré, comme solution de repli à la

révision de la Constitution, l'élection

directe à la proportionnelle des six

magistrats de l'ordre judiciaire qui sont actuellement désignés par le

président de la République sur pro-

position du bureau de la Cour de

cassation. Limitée, cette réforme

aurait eu, néanmoins, l'avantage de

démocratiser quelque peu l'institu-

Cette réforme aon plus n'a pes en lieu, M. Badinter la jugeant « diffi-cile » — on ne touche pas comme

cela à un monument - et le temps

Le 25 juin 1981, M. Mitterrand,

qui présidait pour la première fois le CSM, estimait à nouveau que la

mise en œuvre « effective » du prin-cipe de l'indépendance de l'autorité

judiciaise « implique, à terme, la réforme du Conseil supérieur de la

magistrature . Peut-être abordera-

t-il, une fois de plus, cette question devant les nouveaux membres du

CSM. BERTRAND LE GENDRE.

(1) En plus de cette fonction princi-pale, le CSM statue comme conseil de discipline des magistrats du siège. Il pent être « consulté par le président de la République sur toutes les questions concernant l'Indépendance de la magis-

lui ayant manqué.

Une révision de la Constitution -

tence ..

présente un dossier sur l'arrestation de 86 juifs à Lyon

> LYON de notre correspondant régional

Alors que l'ancien Obersturfübrer SS Klaus Barbie se rétablit à l'hôpital de Lyon-Sud de Pierre-Bénite après une intervention chirur-gicale bénigne (le Monde du ó février), les avocats, qui se sont constitués partie civile dans le procès de l'ancien chef de la Gestapo de Lyon, continuent à accumuler les documents accablants pour le

L'affaire Klaus Barbie

Me Klarsfeld

en 1943

An cours d'une conférence de presse, vendredi 6 février, M. Serge Klarsfeld a présenté une documentation très rigoureuse et précise sur un des dosaiers retenus par l'accusation, celui de la rafle du numéro 12 de la rue Sainte-Catherine, à Lyon, le 9 février 1943, dans les locaux de la première et de la deuxième section de la cinquième direction Assistance de l'Union générale des ismélites de France (UGIF).

Au cours de sa conférence de presse, Me Klarsfeld, qui était accompagné de Me Charles Libman et Richard Zelmati, s'est efforcé de répondre aux arguments présentés par Me Paul Vergès, défenseur de Klaus Barbie, et tendant à rendre l'UGIF en partie responsable de la déportation des personnes présentes ce jour-là. Dans ce dessein, il a produit, notamment, des textes signés de la main de l'ancien SS : « Notre service avait appris qu'il existait (...) un comité juif d'assistance aux émigrés » (texte daté du 11 février 1943) ou encore : « Les juifs ont été casés dans deux pièces du fort Lamothe » (circulaire du 15 février

Trois survivants sur l'ensemble des déportés

Dans le même texte, Klaus Barbie informe sa hiérarchie que « deux juifs se sont évadés » alors que la surveillance du fort Lamothe était « assurée par la Wehrmacht ».

L'avocat des familles des victimes a présenté la liste des quatre-vingt-six victimes de la rafle, qui a été éta-blie après des recherches à New-York et sur laquelle figure notamment le nom de Simon Badinter, père de l'aucien garde des sceaux. Me Klarsfeld a indiqué que sur les quatre-vingt-six personnes, deux avaient pu s'évader, trois furent rescapées des camps et que, pour cinq d'entre elles, on ne pouvait établir avec certitude leur sort après l'arrestation. Trois survivants - sur les soixante-dix-huit déportés - ont été recensés : Rachmil Szulkisper décédé en 1984 après avoir apporté un témoignage écrit ~ et M™ Gil-berte Jacob et M. Armand Steinberg qui n'ont pu être retrouvés.

Dimanche 8 février à 11 heures, la population iyonnaise était appelée à se joindre à un rassemblement du souvenir devant l'ancien immeuble

POLICE

مكذا من الاصل

Les élections professionnelles

Le syndicat majoritaire chez les commissaires consolide ses positions

M. Daniel Dugléry, secrétaire général du Syndicat des missaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale (SCP), a commenté, au cours d'une conférence de presse réunie le 6 février, les résultats des élections professionnelles des commissaires de police. Avec 88,3 % des voix, l'organisation de M. Dugiéry remporte la totalité des six sièges de la commission sinistrative paritaire des commissaires. Le Syndicat national commissaires (SNC), adhérent à la FASP (dont certains dirigeants se situent plutêt gauche), obtient pour sa part 5,1 % des voix, tandis que la CGC et FO, qui ne présentaient toutes deux que des listes partielles, totalisent respectivement 4,8 % et 1,6 % des suffrages.

Deux éléments auront marqué. cette année, les élections professionnelles des commissaires de police: la forte mobilisation des electeurs et la présence dans la compétition, du Syndicat national des commissaires (SNC), organisa-tion adhérente de la FASP, dont l'entrée en lice équivalait à un véritable défi lancé au SCP, traditionnellement majoritaire parmi les commissaires de police.

La participation électorale a été exceptionnelle puisque 91,16 % des électeurs inscrits (soit 1817 commissaires sur 1993) ont pris part an vote. Lors du dernier scrutin, en juin 1984, 75,98 % sculement des électeurs avaient voté. Cette progression de plus de 15 % est d'ores et déjà diversement appréciée des et deja diversement apprecise des protagonistes. Alors que M. Daniel Dugléry – dont l'organisation a directement profité de la hausse – se réjouissait, M. Bernard Dele-place, secrétaire général de la FASP, estimait, pour sa part, cette participation « Inhabituelle et sur-

prenante », se réservant d'engager un recours devant le tribunal admi-

Selon M. Deleplace, les opérations électorales, qui out en lieu par correspondance et out duré un mois, n'auraient pas été exemptes l'interdiction faite par l'administra-tion à M. Jean Duraud, tête de liste du SNC, d'assister au déponil-

Sous réserve de ces contestasous reserve de ces contesta-tions, l'organisation de M. Dugléry sort grand veinqueur de ces élec-tions. Mieux, elle améliore son score de près de cinq points par rapport à la précédente consulta-tion. M. Dugléry y voit la récompense d'une « campagne dynami-que » et – pierre dans le jardin de M. Deleplace – d'un « rejet de la politisation que pouvaient induire certaines candidatures ». Critiquant M. Joze, qui, lorsqu'il était ministre de l'intérieur, aurait refusé d'accorder aux commissaires de police la place qui était la leur, M. Dugléry a estimé devoir une partie de ses bons résultats au « mécontentement accumulé par l'action de l'ancien ministre, qui a poussé les commissaires dans mon camp ». « Nous sommes partisans d'une concertation qui n'exclut personne, a encore affirmé M. Dugléry. Mais les commis-saires ne veulent plus subtr les

ner la candidature de M. André Dela-

porte, connu pour ses engagements d'extrême droite, au poste de maître de conférences d'histoire moderne.

die, à la suite d'une intervention du ministère de l'éducation nationale,

sensible au mouvement de protesta-tion organisé par les étudiants de la faculté de lettres — qui dénoncent

« la dérive drbitière » du département

s'est déjà arfisamment distinguée lors de la soutenance de thèse de M. Henri Roques niant l'existence des

Selon eux, l'université de Nantes

Catte réunion a été reportée sine

états-majors syndicaux ou voir leur autorité battue en brèche par des professionnels de l'agitation ».

THE PERSON NAMED IN

· Maga

- 4- S

..... g

والمستهد اسب

2. 全年德

And the

. .. .

The second second

من خصير ــ

... W., 💝 u hairin d

.

عديث شد

-

To the state of th

- - -

・ 10年 美

4 7 4

·-----

.. . AND THE PROPERTY OF

or in the state

Free Property

TO CHARLES

" deline

See the less

THE WAR DE

The state of the s

" " " T. Eren " " and the same

-7/20/14/2005

The said of

Carried States

* - 33

Control of the last

-: -6 (La page)

Party Tilly Belleville

· designate to

filcome a s

to the second

122. 2 ...

1 200

as lands.

name of part of

Créé durant l'été 1986, le Syndicat national des commissaires, à qui s'adressait ces critiques, se présentait pour la première fois aux élections professionnelles. Avec 5,1 % des voix, il semble avoir profité d'une bonne partie des suf-frages minoritaires, dont FO, tradi-tionnellement, bénéficiait.

Pour être modeste, ce score n'en est pas moins honorable. Adhérents de la FASP - où les policiers de la base sont l'immense majorité, les candidats du SNC n'avaient pas choisi l'étiquette la plus com-mode pour être élus : 91 commissaires ont néanmoins voté pour esz. L'avenir dira s'il s'agit d'un simple vote de protestation ou si, comme l'espèrent les dirigeants de la FASP, ces suffrages expriment l'émergence d'un syndicalisme encore inédit dans le corps des

PO demeure le grand perdant de la consultation. Alors que la confé-dération avait obteun 13,56 % des suffrages en 1984, elle n'obtient aujourd'hui que 1,68% des voix. Quant à la CGC, elle caregistre une progression très nette puisqu'elle pesse de 0,96 % à 4,8 %

GEORGES MARION.

Dans «l'Express»

M. Pandraud: « C'est Charles la cible, mais moi le patron »

Ministre délégué à la sécurité, M. Robert Pendraud se livre sans fard dans un portrait que trace de lui Marie-Claude Descamps et que publie le demier numéro de

Sur les changements intervenus dans la police depuis son arrivéa : « Je préfère travailler avec des gens qui m'ont aidé qu'avec ceux qui m'ant craché dessus a, commente la ministre. Sur les socialistes : « C'est un un tiers pommes de terre pas calibrées, un tiers procureurs à la Joxe »; celui-cl appartient à « cette gauche du XVIII irrespon-sable, qui descend dens la rue casser l'appereil d'Etat et rentre

au chaud chez Mémère ». Sur les bavures policières M. Pandraud répond : « Quelles bavures ? Le CRS Burgos a été remis en liberté, pas pour me faire plaisir. Depuis, je constate que les automobilistes s'arrêtent aux contrôles (> Quant à Malik Oustekine, « le justice suit son cours. » M. Pandraud ajoute : « Si seulement la presse ne se mêlait pas d'enquêtes parallèles... On a dit pauvre petit Beur! Mais quand on est dans un état pareil, on ne manifeste pas jusqu'à 2 houres du matin.! »

Y a-t-il rivalité entre les cabi-nets de M. Robert Pandraud et de M. Charles Pasque? « Charles Pasque et moi sommes complémentaires. Il est plus politique, moi plus technique », explique M. Pandraud qui ajoute : « C'est Charles [Pasque] la cible, mais mai le patron. »

REPÈRES

Défense

Un colonel radié pour harcèlements sexuels

Un colonel de l'armée de terre, qui profitait de son autorité pour abuser de plusieurs de ses collaboratrices (parsonnels féminins de l'armée de terre) affectées à son unité, a été terre) affectées à son unité, a été relevé de son commandement et radié des cadres. En poste depuis un an à Rennes et âgé de cinquente-cinq ans, le chef du groupement des moyens régionaux de la IIIⁿ région militaire (dont l'identité n'a pas été révalée) avait obtenu les faveurs de jeunes PEFAT à l'intérieur même des enceintes militaires et pendant les heures de service. heures de service.

Plusieurs des jeunes femmes ont dénoncé ces relations assuelles for-cées per lettre anonyme sux supé-rieurs hiérarchiques de l'officier.

Religions Jean-Paul II dénonce le déclin des valeurs familiales en France

Recevent, le vendredi 6 février, en visite ad limina les évêques français de la région apostolique du Sud-Quest, le pape a dressé un tableau pessimiete du déclin des valeurs morales et familieles en France. e La famille est blessée, chez vous et dans la plupart des pays développés », a dit Jean-Paul II, citant la progression du nombre des divorces, l'extension « dangereuse » de la cohabitation juvénile, l'avortament « légalisé et banalleé » et la « stérifité démographique ». Le pape s'inquiète particulière-ment du « phénomène nouveau » que constitue, selon lui, e la prétention de ifier cette évolution en théorie : il s'agirait d'inventer un autre type de famille au nom d'un relativieme socio-cultural vraimant suicidaire ».

Nomination en suspens à Nantes

m. renn roques nant l'austence des chembres à gaz. Ils rappellent égale-ment que le commission des spécia-lités a repousé le candidature de M. Alain Croix, professeur à l'univer-sité de Parii-XII, membre du Parti communiste, qu'elle avait pourtant une scientificurement inférenches La commission des apécialités de l'université de Nantes ne s'est pas réunie, samedi 7 février, pour exemi-

loterie nationale TRANCHE (N'11) DU TIRAGE DU SAMEDI 7 FÉVRIER 1987

LE NUMÉRO 296809 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR [2]91 AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN



 Une polémique autour de la langue française. — Le tribunal civil de Paris a condamné, le 7 janvier, pour injure M. Jacques Derogy, jour-naliste, à 30 000 F de dommages et intérêts. M. Derogy, qui fait appel, était poursuivi par M. Philippe de Saint-Robert, commissaire général de la langue française. Dans un entratien publié par laformations de la langue trançaise. Dans un entretien publié par Informations juives, en juin 1986, M. Derogy svait accusé, en particulier, M. de Saint-Robert de « réflexe antisémite ». - Dans son livre Lettre ouverte à ceux qui en perdent leur français (Albin Michel), M. de Saint-Robert

avait, comme le relève le tribunal, formulé à l'encontre de M. Derogy des « accusations de désinformation et de délation ». Cette polémique faisait suite à un procès engagé en 1984 par le Commissariat à la langue faisance de la langue de la lan 1984 par le Commissariat à la lan-que française contre M. Hughes Stei-ner, marchand de meubles, qui avait désigné son magasin d'exposition sous l'appellation de show-room. En condamnant M. Derogy, le tribunal remarque néanmoins que les propos de M. de Saint-Robert à son encontre étaient « de nature à porter atteinte à se considération et à son

Université

Communication

Le prix de TF1

Les candidats refont leurs comptes

Réunions non-stop. Examens de chiffres en tout sens. A 3 milliards de france — le prix fixé conjointe-de france — le prix

Société

La lutte antitabac

Les médecins pour l'exemple

Pour la première fois en France, des médecuss de différentes disciplines et spécialisés dans la lutte contre le tabagisme vont lancer une grande opération visant à réduire la consommation du tabac au sein du corps médical. Prônant l'exemp rité, ils ont pour objectif de réduire d'ici à l'an 2000 à mons de 10% la proportion des médecins fumeurs. Ils sont actuellement plus de 33%.

The Markets Professor

Le syndicat majoritaire

eles les commissaires

remobile ses positions

Section of the Conference of t

to the second for a

The second of

Annual A T Designation of the last of the

Commence of a

April 1985 April 1985

Financia de la compansión de la compansi

The second of the second

were the second of the second

The transmission

and the arms toggg

W. O. A. W.

Service Comme

المنهور ومسيع

States 1

200

fore relief in the Section 1997

The state of the s

ils sont actuellement plus de 33%.

En première année de médecine, 45% des étudiants sont consommateurs de tabac. « Dans certains pays comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis ou la Suède, on est parvenu à descendre progressivement à moins de 10% de fumeurs parmi les médecins, expliquent les professeurs Gilbert Lagrue (hôpital Henri-Mondor, Créteil), et Jean Marsac (hôpital Cochin). Il est donc possible et réaliste d'aboutir à de tels scores en France ». scores en France ».

Pour lancer cette opération, un sondage national a été effectué amprès de cinq cent vingt-sept médecins ayant essayé de cesser de fumer an cours de l'aumée 1986. Un tiers de ces médecins décleratent fumer de ces médecins décleratent fumer an cours de l'année 1960. Un tens de ces médecins déclaraient fumer devant leurs malades et 60 % avaient déjà tenté de ne plus fumer. Tous fumaient depais plus de dix ans. Le taux moyen de succès a été de 45 % (calculé après un arrêt minimum de

Parmi les éléments qui semblent augmenter les chances de succès se augmenter les chances de succes se trouve l'arrêt brutal et non progres-sif de la consommation et le carac-tère personnel de la démarche. L'ancienneté et l'importance du tabagisme ne semblent nullement être un obstacle à l'arrêt, pas plus

que le nombre de tentatives préala-bles infructueuses. « L'arrêt du tabac est un véritable sport, expli-quent les spécialistes. C'est avec de l'entraînement que l'on réussit finalement à s'arrêter. »

Tous les spécialistes de la lutte antitabae s'accordent par silleurs pour souligner l'interêt de la gomme à mâcher contenant de la nicotine, spécialité pharmaceutique mise au point par un laboratoire saédois et lancée sur le marché français an début de 1986 par la multinationale Ciba-Geigy. Intégrée dans une stra-tégie globale de sevrage, cette spé-cialité permet d'obtenir des taux de succès de l'ordre de 60%.

La firme Ciba-Geigy ponvait-elle être raisonnablement absente de l'opération visant le corps médical français? « Nous sommes inté-ressés par tous les développements de la lutte antitabac dans la mesure où nous avons la certitude d'apporter la meilleure aide à toutes les thérapeutiques antitabac, souligne M. Bernard Chalchat, directeur de la filiale française du groupe. Aussi avons-nous sponsorisé, de manière mineure, cette opération en en faci-litant la logistique. » Après un vif intérêt lors du lancement du produit (deux cent cinquante mille boîtes par mois), le vente mensuelle de cette gomme à mâcher (sur pres-cription médicale) s'est, en France, stabilisée à cinquante-cinq mille boîtes vendues 103 F l'unité. Cette spécialité n'est pas remboursée par

JEAN-YVES NAU.

La disparition de M. Michel Baroin

Les circonstances de l'accident d'avion demeurent inexpliquées

qu'à huit autres personnes, demeuraient, samedi, encore inexpliquées.
L'hypothèse d'une explosion en vol,
d'abord évoquée, semblait ensuite devoir être écartée après les pre-mières constatations. Quatre techni-ciens français devalent arriver ciens français devalent arriver samedi an Cameroun, où a cu lieu l'accident, pour participer à l'enquête manée par les autorités locales. Les corps des neuf victimes devraient être rapatriés en France par vol spécial an cours du week-end.

Avec Michel Baroin ont péri qua-Avec Michel Baroin ont péri qua-tre de ses collaborateurs, Rémy Désirest, Robert Weinstein, Erik Villers et Jean-Jacques Maréchal, les deux pilotes de l'avion : les com-mandants Pierre Lerebours et Fré-déric Joffre, ainsi que deux diri-geants de société : Georges Gavary, président de la SETIMEG, société d'études, et Jacques Célérier, prési-dent de la SERIB et ancien PDG de la première société d'ingénierie fran-caise, Technip. Selon nos informacaise, Technip. Selon nos informa-tions, Jacques Célérier, qui, au recour d'un voyage d'affaires, aurait då normalement emprenter un vol régulier, anrait été invité à la der-nière minute par Michel Bartin à monter à son bord.

monter à son bord.

Michel Baroin et ses collaborateurs étaient arrivés en début de
semains à Brazzaville (Congo),
d'où venait l'avion. Ils avaient signé
un accord pour la création d'une
société destinée à exploiter un
domaine forestier dans le nord du

Le conseil d'administration de la Le conseil d'administration de la GMF a élu, vendredi 6 février, M. Jean-Louis Pétriat, qui aura cinquante deux ans le 23 février prochain, an poste de PDG, en remplacament de Michel Baroin. Administration de Michel Baroin. trateur du groupe - dont il était chargé de mission à Bordeaux -

Les circonstances de l'accident d'avion qui a coûté la vie, dans la muit du 4 au 5 février, à Michel Baroin, PDG de la Garantie mutuelle des fonctionnaires, ainsi pour le Grand Sud-Ouest et chargé pour le Grand Sud-Ouest et chargé de mission des GMF à Bordeaux.

Le décès de Michel Baroin a pro-voqué une vive émotion dans les milieux politiques et syndicaux. MM. Valéry Giscard d'Estaing et Pierre Mauroy ont adressé leurs condoléances à la famille du défunt, tandis que le MRG et le bureau confédéral Force ouvrière ont, dans un communiqué, salué l'action et la personne de M. Baroin. - Il était de ces personnalités capables de dialoces personnalités capables de audio-guer avec tous, et qui contribuent à maintenir la cohésion du pays », a déclaré le MRG. « Sa disparition brutale est une grande perte pour tous ceux qui, comme tui, croient de la nerpar-dessus tout au respect de la personne humaine », ajoute FO. Enfin M. Roger Leray, grand maître du Grand Orient de France, a salué la disparition d'un « homme déterminé et chaleureux », « avec Michel Baroin disparait un ami et un noçon éminent », a-t-il ajouté.

maçon eminent », a-t-i ajoute.

[M. Jacques Célérier, cinquanteneuf ans, également dispart dans
l'accident, a participé depuis sa
création an développement du premier groupe français d'ingénierie,
Technip, dont il est resté président
jusqu'en 1985. Né le 24 avril 1927
en Hante-Vienne, M. Célérier était en Haute-Vienne, M. Célérier était ingénieur diplômé de l'Ecole nationale supérieure du pétrole et de l'Institut de technologie de Chicago. Après avoir fait ses débuts à l'Institut français du pétrole, de 1952 à 1958, il collabore dès sa création en 1958, il collabore des sa creation en 1958 an développement de la société Technip, spécialisée dans l'ingénie-rie pétrolière et gazière, dont il devient président en 1972. Techni-cien de génie mais gestionnaire mal-bentent il doit en 1925 à la heureux, il doit en 1985, à la demande notamment des actionnaires, quitter le groupe en diffi-culté.]

L'engagement pris par cette der-nière de renouveler tacitement l'autorisation – sauf en cas de man-quement grave aux obligations du cabier des charges – est jugé insuf-Après les nominations à Antenne 2

La rédaction demande le « gel » des mesures annoncées

La rédaction d'Antenns 2 a demandé, à l'unanimité moins une demande, à l'unanimité mois une voix, le «gel» des mesures annon-cées le 6 février par Elie Vannier, directeur de la rédaction. Ce dernier a décidé trois promotions au sein de la rédaction : Claude Manuel, aupa-ravant responsable de la coordina-tion des reportages, agrait por mé ravant responsable de la coordina-tion des reportages, serait nommé directeur adjoint de la rédaction; Claude Carré et François Ponchelet, rédacteurs en chef des éditions du Journal de 13 heures et de 20 heurest seraient nommés rédac-20 heures, seraient nommés rédac-teurs en chef d'Antenne 2.

Cette question, tous les groupes can-didats au contrôle de la chaîne se la

posent. Ils estiment, en effet, ce montant surévalué (le Monde du

C'est du groupe Hachette qu'ont d'abord filtré les réactions les plus négatives, bien qu'aucune position officielle n'ait encore été rendue publique. Les responsables de cette société s'interrogeaient sérieusement pur le maintier de leur condidentes

sur le maintien de leur candidature. Les perspectives commerciales de la chaîne ont été revues à la baisse et, gvec un prix d'achat aussi élevé,

TF 1, estiment-ils, se révélerait impossible à rentabiliser en dix ans,

impossible a rentabliser en uta and, durée légale de l'autorisation accordée par la Commission nationale de la communication et des libertés

7 février).

Elie Vannier avait, en outre, annoncé la création d'un service de annonce la création d'un service de reportages « destiné à attirer les jeunes journalistes et à développer les reportages à l'écran». Il a aussi prévu que les cinq éditions du journal de la chaîne, dispersées jusque-là dans l'immeuble d'Antenne 2, seront regrangées à un même étage avec la regroupées à un même étage avec la rédaction en chef (nos dernières édi-tions du samedi 7 février).

Réunic aussitôt en assemblée ténérale par la Société des journa-

La France

nombriliste

D'autres manifestations ont choisi

le festival comme cadre : « Les dos-

siers de l'écran », sur le thème

« Quelle télévision pour demain? » (le 3 février), la finale « Des chif-

fres et des lettres » (le 4 février), le

Journal de 13 heures d'Yves Mou-rousi sur TF 1 (les 6 et 9 février), le journal « 19-20 » de FR 3 (les 12 et

13 février) et le gala des remises des

prix, retransmis en direct par

Antenne 2 au cours de l'émission de

Michel Drucker, . Champs-

Trois autres événéments jalonne-

ront ce festival : deux tables rondes

animées par notre collaboratrice Danièle Heymann, «1987, l'année

du câble en France », le 11 février,

et « Existe-t-il une crise de la créati-

vité dans le monde de l'audiovi-

suel ? », le 12 février. Une «pro-

mière », enfin : la vente aux

métrage aura lieu le 14 février.

enchères des droits de films long

Elysées » (le 14 février).

listes d'Amenne 2 et par les syndi-cats de journalistes (CFDT, Syndi-cat national des journalistes (SNJ), FO), la rédaction a demandé le «gel immédiat» de ces mesures de réaimmédiat » de ces mesures de réa-ménagement, sans pour autant « écarier la nécessité de réformes ». « Nous ne contestons ni la nomina-tion de Claude Manuel, ni la créa-tion d'une cellule de reportages, ni la proposition d'une coordination de la rédaction en chef, indique Paul Lefèvre, président de la Société des journalistes d'Antenne 2, mais ces mesures demandent réflexion. La procédure de concertation n'a pas procédure de concertation n'a pas été respectée. Nous aussi avons des ete respecteur et des idées. Nous vou-propositions et des idées. Nous vou-lons une concertation réelle sur l'ensemble des projets de réforme

Du côté du ministère des

finances, on se déclare d'une « totale

finances, on se déclare d'une « totale sérénité », et, pour l'instant, on ne semble pas vouloir acquiescer à la demande de garantie pour la reconduction de la cession de TF1 formulée par les candidats repreneurs. On reconnaît qu'en vendant le « bloc contrôle » à 3 milliards de francs, l'Etat « ne cède pas TF1 sur la base de ses résultats durant les pre-

de ses résultats durant les pre-

de ses résultats aurant les pre-mières années de sa privatisation ». Pour ce qui est du délai de dix ans, le ministère des finances estime qu'il y a « une espèce de fixation » sur ce point dans le raisonnement des

repreneurs et fait observer que « TF 1 a été valorisée sur une base

«TF l a été valorisée sur une base de long terme, une manière d'obli-ger les candidats à raisonner eux aussi de cette façon ». On ajouto d'autre part que «TF ! sera une société cotée en Bourse, ce qui représente une garantie contre des changements politiques ».

Certains journalistes d'Antenne 2 estiment que, « derrière cette réforme au « compte-gouttes », il y a la volonté de mettre au pas. Nous ne sommes pas dupes. -

La mission spatiale soviétique aurait été précédée de deux échecs

Selon « Aviation Week »

Iouri Romanenko et Alexandre Iouri Komanenko et Alexandre Laveikine se préparaient, ce samedi 7 février, à amarter leur vaisseau Soyouz TM-2 à la station orbitale Mir et à entamer une mission de lon-gue durée qui devrait battre le pré-cédent record soviétique des vols la bités (dans cent transcant habités (deux cent trente-sept

jours).

Au cours de son séjour dans l'espace, l'équipage devrait se livrer à un jeu de mécano. La station Mirest en effet constituée d'un module central sur lequel vicadront se raccorder des laboratoires spécialisés. Le premier, dévolu à des études d'astrophysique, renfermera un observatoire destiné à analyser les sources de rayonnament X de l'univers. Il porte des équipements réalisés par l'Union soviétique, l'Agence spatiale européenne, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Le travail de louri Romanenko et d'Alexandre Lavei-Romanenko et d'Alexandre Lavei kine sera suivi avec attention par les spécialistes américains des pro-blèmes spatiaux, qui observeront de près la fixation de ce module additionnel sur l'un des cinq ses d'amerrage de la station.

An moment même où l'Union An moment même où l'Union soviétique — le seul pays, cette année encore, à effectuer des vols habités — se félicite du début prometteur de cette nouvelle mission, la revue américaine Aviation Week and Space Technology révèle que la programme spatial soviétique a connu, la semaine dernière, deux graves revers. Citant des responsagraves revers. Citant des responsables des services de renseignement eméricains, elle indique en effet que le quatrième étage d'une fusée Proton, lancée le 30 janvier dernier, n'a pas fonctionné, ce qui a entraîné sa perte et celle du satellite de commenication qu'elle emportait. Echec d'autant plus grave, souligne la revue, que le Proton – une fusée de la classe des Titan-3 capable de déployer des satellites de 2 tounes sur l'orbite géostationnaire - est le lancour dont les Soviétiques se pro-

posent de commercialiser les vols. un satellite militaire de reconnaissance - le Cosmos 1813, - qui ne fonctionneit pas correctement, avait dà être volontairement détruit en vol

Un dossier de « Que choisir ? » Consommateurs du troisième millénaire sont, pour l'essentiel, des projets à l'étude ou déjà en cours de réalisa-

Pour fêter ses vingt-cinq ans, la revue Que cholsir?, éditée par l'Union fédérale des consommateurs, s'est offert une fantaisie : aucun test de produit, aucune dénonciation au vitriol dans son numéro de février, mais un doss entièrement consacré à l'an 2000.

La modernité du sujet exigeaitelle vraiment, en photographie de couverture, un quinquagénaire dans le plus simple appareil consul-tant sa montre en acter chromé? Peut-être une manière maladroite de soulignerée l'une des idéesmillénaire, c'est demais, dans

treize ans à peine. Autant dire qu'on ne devrait pas vivre en 2001 de manière très différente de celle d'aujourd'hui, mal-

tion qui dessineront le paysage français. Que choisir? souligne, Le 27º Festival international de télévision de Monte-Carlo par exemple, le remplacement des hypermarchés actuels par des « centres de vie » offrant aux Un marché en pleine expansion consommateurs des objets, mais aussi des jeux, de la culture et même de la spiritualité. Tout paiement se fera par « carte à puce », évidemment. L'automobile de Le Festival international de télévision de Monte-Carlo, ouvert du 7 au 14 février, a été créé en 1961 par demain aura son radar anticollile prince Rainier III de Monaco. sion, son ordinateur de bord, son stème de navigation per satellite ec un but précis : · Favoriser d'exceptionnelles contributions à et ses messages par synthèse l'information et au divertissement des peuples du monde par des provocale. Les futurs médicaments seront plus sélectifs, mieux ciblés,

grammes de télévision de mérite aristique et de talent remarquacapables donc de toucher le cœur de la cellule malade en provoquant beaucoup moins d'effets seconble ». Il s'agit en somme d'un concours, où une trentaine de pays proposent leurs meilleures producdaires. Pas question, en revanche, de se nourrir de pilules ou de pas-ser ses vacances dans l'espace : les fantasmes des années 60 seront tions, fiction on documentaire, aux suffrages de sept jurys. Mais, pour injecter un sang neuf dans un festival qui dépérissait au fil des aus, d'autres activités se sont encore du domaine du mauvais rêve. On mangers, paraît-il, micux que jamais an début du troisième millénaire. En France tout au greffées à cet événement. Depuis six ans, il est précédé d'un forum de

l'image de synthèse, organisé par l'Institut national de l'audiovisuel Les Français voient pourtant venir l'an 2000 avec une certaine (INA), du 4 au 6 février. Et cette angoisse, selon un sondage IPSOSannée, pour la première fois, le forum a été introduit les 2 et Que choisir? réalisé à partir d'un échantillon de neuf cents personnes 3 février par les premières Renconâgées de quinze ans et plus. tres européennes arts visuels et nouvelles représentations, organisées par l'INA et le Centre national pour l'action artistique et culturelle afin Angoisse centrée sur la drogue et le nucléaire mais nourrie surtout par un grand fatalisme : les Fran-çais ont l'impression de se trouver devant des évolutions inéluctables d'« examiner les processus de créa-tion des arts visuels dans leurs relaqu'ils n'ont guère le moyen de meitions avec les sciences, les techniques et les industries ».

Quelques changements, jugés prévisibles, sont souhaités par majorité : les centres-villes merdits à la circulation automobile, les médecines donces seront recommandées par les médecins, le cancer sera vainca (86 % le pen-sent, nême si, curieusement, 22 % ne le jugent pas souhaitable).

Beaucoup d'autres changen sont attendus, mais déplorés : les adolescents prendront la pilule dès la puberté (78 %), de moins en moins de couples se marieront (75 %), la drogue aura gagné du main (74 %), un grave accident nucléaire surviendra (60 %)... Une proportion à peu près égale

(58 %) estime qu'en l'an 2000 on passera au moins six heures par our devant son téléviseur. Trois Français sur quatre se déclarent opposés à cette overdose d'images. Opposés mais apparemment rési-gnés. Pas très stimulants, ni vraiment séduisants, ces consommateurs du troisième millénaire... qui se rattrapent heureusement en affirmant haut et fort (86 %) leur attachement à la presse écrite.

lement au festival : le marché inter-

national du cinéma, de la télévision et de la vidéo, qui se tient du 9 au 14 février. Ce marché, le premier dans l'année, est aussi en passe de Il progresse chaque année 400 acheteurs en 1986, 500 prévus cette année, – et le nombre des compagnies qui font la queue pour entrer dans ce club élitiste est en augmentation. Ce marché se discute, en effet exclusivement au troisième étage de l'hôtel Loews de Monte-Carlo... où le nombre de chembres est limité.

Le délégué général de ce marché, M. André Asséo, entend maintenir cette image d'un « club privé ». « Je refuse dix demandes par jour, confic-t-il, et je suis surtout frappé par l'afflux d'acheteurs supplémentaires. Ceux-ci sont en augmenta-tion de 30 % et le rapport des acheteurs aux vendeurs est de 4 à l... ». Si le marché de l'audiovisuel est

en pleine expansion -, pour citer encore M. Asséo, les transactions se font surtout entre pays étrangers, à commencer par les Etats-Unis. Et la France? « Avec la transformation actuelle de son paysage audiovisuel, répond-il, la France est très nombri-liste et obsédée par la privatisation. A quinze jours près, les nouveaux patrons de la « 5 » et de TV 6, sans parler de TF 1, auraient tout déva-lisé. Etant donné l'imbroglio actuel el les retards prévisibles dans le calendrier, ils devront se contenter de prendre des options. En tout cas. la France compte peu sur le marche international [•

ALAIN WOODROW.

● Parution du « Figaro-TVnagazine ». – Après France-Soir et son supplément France-Soirmagazine-TV lancé en novembre 1986, c'est au tour du Figaro de se doter d'un supplément de programmes de télévision : le Figaro-TVmagazine qui paraît le samedi 7 tévrier. Sa formule - couverture, programmes, rubriques - est identique à celle de son prédécesseur. Seules quelques pages diffèrent.

Le figaro-TV-magazine est tiré à 750 000 exemplaires (contre 600 000 pour son homologue). Le prix du Figaro et de ses trois suppléments du samadi passe de 18,50 F à Une autre manifestation se ments du déroule – depuis neuf ans – parallè 19,50 F.

a pour éviter qu'il ne tombe entre les mains des Américains ». Une usine pharmaceutique contestée près de Nice

Wellcome n'est pas bienvenue ration existants (procede biologi que). Ils s'inquiètent, par ailleurs, des conséquences pour la population

Sereso, Bhopal, Bâle : le syndrome des grandes poliutions industrielles bante l'esprit des habitants du parc international d'activités de Valbonne-Sophia-Antipolis, près de Nice, qui se sont mobilisés, avec plusieurs associations de défense de l'environnement, contre le projet d'implantation, sur le site, d'une usine pharmacentique de la pociété Wellcome SA (1). Alors que les travaux de construction de cette usine sont pratiquement achevés, le comité Sophiaantipoliution demande an préfet des Alpes-Maritimes de ne pas accorder à la société l'autorisation d'exploitation qu'elle a sollicitée au titre de la loi sur les établissements classés.

NICE de notre correspondant régional

L'usine Wellcome de Sophia-Antipolis doit comporter, sur 10 hectares, deux activités distinctes : la préparation à froid de médicaments (transférée de Monaco) et la fabrication de deux matières premières, l'allopurinol (anti-goutte) et la triméthoprime (antibactérien), jusqu'ici importées d'Angleterre. Si la première ne pose aucun problème, la seconde, en revanche, exige le stockage, la manipulation et le transport de produits chimiques présentant des « risques d'accidents majeurs» visés par la circulaire Seveso (directive du Conseil des Communautés européennes du 24 juillet 1982).

« Nous sonumes conscients que toute opération de production génère des risques », reconnaît Well-come. La société ajoute cependant qu'elle « croit pouvoir atteindre une situation de risques acceptable grâce, notamment (...), à une conception des installations fiables et à la mise en place d'un processus d'étude systématique des dangers ». Ainsi, les locaux de stockage seront équipés de bacs de rétention permettant d'éviter les écoulements accidentels vers l'extérieur. Les caux de lavage doivent être recueillies dans des cuves étanches non raccordées au réseau d'assainissement du site. Les résidus de la fabrication seront évacués par une entreprise spécialisée pour être traités dans une asine des Bouches-du-Rhône. Des réserves d'eau, enfin, ont été constituées en cas d'incendie... Bref, toutes les précautions auraient été prises en conformité avec la législation. Well-come fait observer, d'autre part, que les quantités traitées à Valbonne (35 tonnes d'allopurinol et 1,5 tonne de triméthoprime par au) sont minimes par rapport à celles pro-duites, depuis de nombreuses années, dans ses laboratoires de Datford (Angieterre).

Un investissement de 220 millions

Antant d'assurances qui n'ont pas désarmé les opposants au projet. Selon eux, l'étude d'impact reste incomplète en l'absence d'un état initial a correct . des lieux. Il subsiste également, à leur avis, un risque de pollution des caux souterraines important, compte tenu de la nature des terrains (calcaire fissuré) et du type de la station d'épu-

et de plusieurs établissements son laires. «Le projet, soulignent-ils, enfin, ent en contradiction formelle evec la vocation fondamentale du parc qui était de concilier la croissance économique avec la qualité de La direction départementale de l'agriculture a, cile-même, exprimé ses « plus extrêmes réserves sur la construction d'une telle usine sur un tel emplacement ». Elle demande qu'une « attention particulière » soit portée sur le cas, par exemple, d'un incendie suivi de dégagement de gaz toxiques. Elle note, d'autre part, que les installations de Wellcome « sont dans un état d'avance-ment tel qu'il paraît difficile de pouvoir les modifier profondé-ment ». « Les avis des services,

et l'environnement d'un possible incendie. Le complexe pharmaceuti-

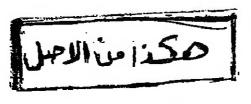
que se trouve à quelques centaines de mêtres de quartiers d'habitation

ajoute-t-elle, risquent de ce fait, d'ètre inopérants. An terme de l'enquête publique – close le 9 jan-vier – l'autorisation d'exploitation doit être délivrée par le préfet des Alpes-Maritimes après qu'un arrêté aura été pris, conjointement, par les nères de la santé et de l'indus-L'usine Wellcome a nécessité un

investissement de 220 millions de francs et doit employer deux cents

GUY PORTE

(1) Wellcome SA est une filiale du groupe anglais Wellcome Foundation Let qui est classé an vingtième rang



L'étrange douceur florentine

(Suite de la première page.)

C'est ce qui sit immédiatement l'importance d'Andrea : la sensibilité toscane sans Rome. Il avait une véritable allergie au climat grandiose des bords du Tibre : Andrea n'y était pas plus à l'aise que son aîné (de peu) Fra Bartolomeo et son élève Rosso, celui qui viendra en France en 1530 et, à la différence d'Andrea, s'y trouvera fort bien. Cette volonté d'élégance et de finesse locales et intimes se manifesta avec bonheur dans l'équipe qui travailla de 1509 à 1515 au portique de l'église des Servites : l'Annun-

La recherche récente, exposée dans le catalogue, précise qu'avec Andrea, son camarade - et bientot rival - Franciabigio, et

Costumes d'opéra.

pour la scène

Christian Dior.

et pour l'écran.

de théâtre, de cinéma...

Une exposition présente

quelque cent vingt dessins exécutés par Marc Bohan

Avant de penser mode, je pen-sais costumes », avoue Marc Bohan, le directeur artistique de la maison

C'est le couturier Robert Piguet, chez lequel il effectue ses premiers points, qui lui ouvre les coulisses du théâtre en 1947, en lui confiant les

essavages de robes réalisées selon les croquis de Christian Bérard pour un

Don Juan avec Louis Jouvet. . Tout

s'est bien passé... jusqu'à la répéti-tion : Bérard a soudain jugé trop propres » les grandes jupes en

les a badigeonnées d'eau teintée d'encre de Chine! » Speciateur

impuissant du massacre. Bohan

tremble : « Piguet va me foutre dehors! » Mais l'autre s'en tient à

un constat flegmatique : « Avec les gens de théâtre, il faut s'attendre à

« Instruit par l'expérience, Bohan

demeure serein lorsqu'il crée, en

1962, ses premiers costumes pour

une pièce de Françoise Sagan, inter-prétée par Danièle Darrieux. La

Robe mauve de Valentine lui donne pourtant du fil à retordre : - Non seulement le mauve - couleur terne

imposé par Sagan n'était pas facile, mais la mousseline - tissu

mou - souhaitée par Darrieux com-pliquait le problème! - Tant et si bien qu'il attend l'avant-veille de la

première pour découvrir la forme définitive de la tenue-vedette :

Mécontent de la toilette très mou-

vante que j'avais conçue, j'ai fait le contraire : une robe très étroite, qui

Les dessins de Marc Bohan

Costumes de scène

d'autres comme le sculpteur Jacopo Sansovino, se retrouvaient aux abords de ce sanctuaire. On y voit toujours leurs œuvres aux murs, usées par le temps et le plein air, mais encore assez lisibles pour manifester la simplicité savante et le goût des ombres douces, qui allait devenir un privi-

L'exposition ne se déroule donc pas seulement au Pitti, mais dans toute la ville. A l'église de l'Annunziata, il ne faut pour rien au monde manquer la Madone au sac, peinte à fresque dans une lunette à l'entrée du grand cloître, qui est, à coup sûr, le moment le plus juste, le plus mélodieux, le plus pur de ce grand chanteur de charme. Ni la salle de la compagnie de Saint-Jean-Baptiste (ou

a été brodée de mauve.. en une muit

Se piquant au jeu, Bohan habille

ensuite diverses pièces montées au Gympase. Notamment Après la

chute, d'Arthur Miller, mis en scène par Luchino Visconti en 1964 : « Un

rand souci du détail : la dernière

figurante du fond de la scène devait être en Dior, même pour une apparition-éclair! - Cette quête de

perfection, il la retrouve chez Joseph Losey avec lequel il collabore pour le film Cérémonie secrète, en 1968 :

- Il m'a, entre autres, demandé deux ou trois robes uniquement des-

tinées à figurer sur des photos-souvenirs placées dans le décor!»

Ce qu'il accorde à Losey — auquel il voue un cuite, — Bohan ne l'admet pas de tout le monde. Il a aimé habiller Nastassja Kinski pour la Lune dans le caniveau de Jean-

Jacques Beineix, en 1983, et Domi-

Benoît Jacquot, en 1986. Mais il se

mélie du septième art : . Au théatre,

on assiste aux répétitions et on peut rectifier le tir. Au cinéma, non »

Ainsi garde-t-il un souvemir frustrant d'Arabesque, tourné en 1966 par Stanley Donen: «Sophia Loren portait de merveilleuses robes du

soir, qu'on apercevait trente

secondes dans un miroir, et une

robe-chemisier volontairement

banale, qu'on voyait pendant les vingt dernières minutes du film !-

Histoire de compenser, Bohan imagine parfois des habits fictifs pour ses opéras favoris. Comme le Chevalier à la rose ou Ariane à Naxos... Bien réels, en revanche, les

FRANÇOISE DE L'HOMME.

★ Galerie Proscenium, 35, rue de Seine, jusqu'au 7 mars.

cloitre du Scalzo), dont six pan-neaux monochromes sur douze figurant les scènes de la vie du saint, reviennent à Andrea; virtuose calme et sûr de lui, il joua de l'espace étroit et des ombres grises et bleues du camaleu pour imposer une intensité proprement «psychologique», dont l'art va l'imprégner pour longtemps.

La tête du Christ douceme enveloppée de «sfumato» qui fut placée alors sur l'autel de l'Annunziata dont sa célébrité à un effet de fascination qui aurait enchanté Léonard de Vinci (mais le maître était parti). On a observé que cette icône moderne a encore inspiré au milieu du dixhuitième siècle le Sacré Cœur de Pompeo Batoni : l'enchantement pieux a duré.

Les grands tableaux d'autel d'Andrea ont quitté depuis longtemps les sanctuaires pour les musées, quitte à les remplacer selon l'usage par des copies. Ainsi les deux Assomption réalisées à dix ans de distance; leur rapprochement permet d'apercevoir un fond d'inertie et de délicatesse monotone dans cet art sans grande invention : les apôtres, témoins du prodige, pivotent dans un espace sans sonorité, où se croisent des regards inquiets.

Dès qu'il y a un effort de concentration comme dans la Madone aux harpies, commandée en 1515 pour un couvent de sœurs de Saint-François, la mélodie calme du style qui conjugue couleurs rompues et nappes d'ombre s'impose sans peine. Au point qu'on oublie les singularités d'une composition qui dresse la Madone sur un piédestal comme une statue vivante entre deux saints vaguement inquiets et deux petits anges agités.

Andrea a en très tôt sa légende. rendre compte de son art : un mari faible trop amoureux de sa ait vécu sous une domination

biographie d'Andrea qui fit partie des Vies d'artistes publiées en 1550, Vasari, son ancien élève. traça un portrait cruel de cette

retrouver l'écho dans son œuvre; la belle Lucrezia, qu'il épousa en 1518, à la veille du départ pour la France, aurait, selon Vasari. donné ses traits et ses vêtements



Tête de jeune garçon aux longs chereux

servitude, qui aurait comprimé, dégradé le talent de l'artiste.

La description était si forte que l'historien dut l'éliminer dans sa réédition de 1568, à un moment où le culte, si l'on peut dire, d'Andrea était devenu officiel en Toscane. Cette histoire a amusé Musset, qui en a tiré un drame à sa manière pour le théâtre.

Il est bien possible qu'Andrea jolie femme et victime d'une belle féminine, et on est tenté d'en

superbes à la Madeleine en « prosuperbes à la Madeleine en «pro-fil perdu» de la Disputa de la Tri-nité. Tantôt la Pécheresse repen-tie, tantôt la Vierge. Il y a de nombreux visages de femmes dans les dessins; réguliers et graves, sans flamme ni sourire, ils reparaissent, un peu voilés, dans les tableaux d'autel, dans l'expres-

sion lasse de la Madone aux har-Dans la galerie des tempéraments d'artistes du Cinquecento, on trouve, mis à part les très

CINÉMA

grands, des extravagants, des violeuts, des fous lucides et... des moutons. Par où la peinture est un miroir étonnant des choses humaines. Andrea n'est rien de tout cela. « Timide ». disait Vasari. Plutôt un sens inné de la perfection douce, filtrée, tendant vers le suave ; l'élan, le « feu ». semblent arrêtés par une sorte d'inhibition très sensible dans les grandes œuvres, qui permet une subtile intensité psychologique.

Tel est le « florentissisme » d'Andrea et de ses amis. Tout le groupe a tiré une élégance de sa tristesse. Il y a au Louvre un portrait de jeune homme par Francisbigio, le camarade d'Andrea, qui affiche son humeur sombre comme dans un manifeste préromentique. Quelqu'un nous a expliqué que c'est à cause du retour des Médicis au pouvoir. Mais pourquoi Pétrarque, deux siècles plus tôt, était-il si mélancolique? Tout compte, certes, mais les historiens tournent longtemps autour de ces attitudes typiques sans en pénétrer le secret.

Il y a plus d'un siècle, Henry James dans ses Notes florentines en a dit d'un mot plus que bien des commentateurs : dans ces compositions sobres et bien dosées, on se sent parfois - effleuré par l'aile sombre d'une vie intérieure » ; on y devine « le frisson d'une douleur morale .. Il faut un grand romancier pour nous entraîner aussi loin des problèmes de catalogue, si savamment et utilement traités ici.

ANDRÉ CHASTEL

* Audrea del Sarto, 1486-1530, peintures et dessins florentins, 35 tableaux, 101 dessins. Introduction par L. Berti, A. Natali, A. Cacchi, S. Padovani. Palais Pitti (jusqu'au l- mut).

* Hommage à Andres del Sara nion da Ca Etudes d'Andres del Serto es de ses

VARIÉTÉS

Alain Bashung au Rex

Le luxe du vagabondage

Hors de la fragilité des styles et des modes, cent trente costumes qu'il vient de dessiner pour Orphée de Glück, qui sera joné, en février à l'opéra de Monte-Carlo et en mars à la Zar-zuela de Madrid. Alain Bashung

mène une aventure solitaire où le plaisir des mots égale celui de la musique.

Il y a vingt ans qu'Alain Bashung jone dans la chamon et le rock au cavalier seul, à l'aventurier en per-pétuelle errance, avec une élégance discrète, une sorte de gravité cynique et une manière pleine d'humour de déverrouiller le langage, de le replacer dans la vie. Dans le rock n'roll français, ou plutôt franchouil-lard, il est celui qui s'offre le luxe du vagabondage, battant les chemins, promenant des rèves éveillés, regardant au plus profond de soi pour trouver de la musique, faisant pen-cher celle-ci du côté du blues ou de

la country. Le parcours en zigzag d'Alain Bashung semble illustrer le triom-phe du paradoxe : en cours de route, il a tous les atours en main et ne les exploite pas. Le temps à peine de partager des chansons et le voilà reparti, menant en toute innocence son propre jeu de la vie, recevant l'éventuel échec comme une occasion de déli, d'excitation et de provo-

Plusieurs fois, au lendemain de succès au hit-parade, on a cru Bashung perdu, englouti dans une démarche expérimentale, dans des recherches synthétiques. Et' il est revenu renouant avec les mélodies, avec les calembours rigolos du paro lier Boris Bergman (Arthur lit

Rambo zur un camping Jazzi; Mis-tinguett, Mitchum, mi-raisin, les veux fermés i'achète).

Le chanteur n'avait pas donné de spectacle depuis près de quatre ans : c'était au Casino de Paris, et il offrait des chansons grandioses ferrites seul ou en collaboration avec Serge Gainsbourg. Le voici à pré-sent, jusqu'à la fin de la semaine, dans le décor follement kitsch du Rez.

Le spectacle, sens complaisance précis et exigeant - même si d'importantes corrections d'éclai-rages sur le chantour lui-même et sur des mouvements de musicient restent à faire — est d'une qualité égale d'un bout à l'autre. Cela sonne juste à tout instant. Cela swingue avec bonheur. Pas une chanson n'est. (qualitativement) inférieure à une autre. Du vrai et du bel ouvrage: Avec des orchestrations fignolées ou Avec des traisers audos rightness on renouvelées si totalement pour les vieux titres comme Gaby, Ça cache quekchose, Aficionado que ceux-ci paraissent neufs, inédits. Avec de beaux développements mélodiques et rythmiques et une palette riche, allant du rock n'roll à cette hillbillymusique avec laquelle Bashung a commencé son aventure au milieu des années 60, quand il se produisait caines. Avec enfin une voix rocail-leuse, travaillée et retravaillée, tendre, ironique on terriblement hargneuse, qui reproduit les crépita-tions d'une guitare, devient un imtrument à part entière.

CLAUDE FLÉOUTER. * Rez, 20 h 45, jusqu'au 9.

« Ceux de la zone », de Frank Borzage Les amoureux de l'infini

Film un peu mythique de l'histoire du cinéma, Ceux de la zone (1933) reparaît pour la première fois sur nos écrans, avec deux acteurs inspirés

et l'inimitable Borzage touch ».

L'ouverture de Ceux de la zone est en soi presque un classique : un homme en frac et haut-de-forme. cape noire jetée sur les épaules, s'attarde sur un banc à donner à manger aux oiseaux. Une jeune femme à ses côtés semble s'éva-nouir. Elle, Loretta Young (Trina), n'a rien mangé depuis plusieurs jours ; lui, Spencer Tracy (Bill), a toutes les allures du millionnaire en gognette célébré par la comédie américaine. Il l'emmène dans un restaurant chic, lui offre un excellent repas, et, au moment de payer, explique qu'il n'a pas un centime en poche et mensce de faire une escha-

Rappelant que douze millions d'Américains sont sans travail, il part avec la jeune femme. La séquence s'achève sur la banale vérité, Bill est, comme Trina, un marginal, seas job régulier, homme sandwich.

Morceau de bravoure, apparente dénonciation de la crise, certes, et d'exception, de doux tempéraments : Bill le râleur le bouledogue, l'indivi-dualiste forcené tens à l'écart du rêve américain: Trina, l'innocente. sans défense, pure, les yeux immenses. Bill installe Trina avec pont de Brooklyn, dans une sorte de

- 43. **1**

インファイングラー

The Charles

The same parties

-

A SECTION

THE WAY THE PARTY.

\$ 14 14 E

-

VANTA -

IL BURNE

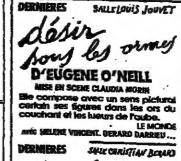
-

Frank Borzage gauchit très vite cette idylie, avec ses amants toujours en guerre et l'homme qui refuse constamment de se laisser attacher un fil à la patte.

Un enfant est attendu, le mariage scellé tardivement, un pen à la façon de l'Opèra de quat sous, par un apprenti pasteur. Bill échoue à réaliser un mauvais coup qui, pense-t-il, l'aidera à mieux vivre. Toujours prêt à sauter dans un train de marchandises, il décide au tout dernier moment d'embarquer Trina vers des ailleurs imprévisibles.

Aucum cinéaste, peut-être, dans l'histoire du septième art, n'a su avec autant de tendresse, d'intensité émotionnelle, diriger des comédiens, restituer la fragilité de nos existences. Dans Ceux de la zone, Frank Borzage est particulièrement bien servi par un dialogue incisif, deux interprètes hors pair, et la sublime photographie de Joseph August, encore toute imprégnée des lumières édéniques du muet.

LOUIS MARCORELLES.



Se L'embrosse, pour la vie 14.18 LETTRÉS A DES SOLDATS MORTS Jean-Louis Mortinelli les met en scène, et Yann Collette les joue, un voyage d'une heure, vrai et tort, dans les mois, les peurs, les désirs de la France prolonde, LE MONDE

NOTES

« La Grande Roue »

Ce n'est pas la grande roue de l'histoire selon Shakespeare, mais la vie secrète des pays de l'Est à tra-vers le regard de Vaclav Havel : tout y paraît plus bizarre et plus clandes-tin que chez nous, avec de drôles de compromis et d'interférences entre la police, la pègre, les bordels. On s'en doutait déjà depuis l'Opéra de quat'sous, et, justement, cette Grande Roue présentée au théâtre d'Ivry, c'est un peu un Brecht qui se voudrait visité par Kafka.

Max, séduisant voyou, double de Mackie, a ses mensonges et ses roue-ries, mais a aussi des états d'âme. Havel vent à la fois découvrir les ronages d'une société pourrie et les néandres d'une intériorité compli-La mise en scène d'Alain Timar

consiste surtout à faire escalader les comédiens à travers un dispositif de bois cloisonné, figurant des couloirs, des cellules, des lieux de traquenard et d'étouffement, un vrai labyrinthe peu fort la caricature expression niste. d'angoisse. Les comédiens jouent un

★ Théâtre d'Ivry, 20 h 30, jusqu'an j= mars.

Le Monde **PUBLICITÉ**

ARTS ET SPECTACLES Renseignements:

45-55-91-82, poste 4335

Vassiliev dans « l'Ange bleu » de Roland Petit

Toujours en quête de stars, Roland Petit a obtenu la participa-tion de Vladimir Vassiliev pour l'Ange bleu, avec en prime sa femme Ekatarina Maximova en Rosa Fröhlich, car le couple est indissociable. Ce fils d'ouvrier, à la petite gueule sympathique, d'un charisme rare, est bien dans sa peau et n'a jamais éprouvé le besoin de s'expatrier à l'Ouest. Talonné aujourd'hui par une nouvelle génération de danseurs - mais toujours inégalé - il dispose de quelques facilités pour séjourner à l'étranger, où il assume - comme Plissetskafa

Pendant un mois, il a vécu avec le Ballet de Marseille, et le voici au Palais des sports en train de peauli-ner son personnage de professeur

- l'image de marque de la danse

Chevenx blancs coupés ras, lunette, queue-de-pie, il esquisse trois pas glissés, s'arrête, reprend, creuse chaque geste. Avec sou chapeau melon trop vaste, il fait penser à Mister Magoo. Mais après l'épisode du mariage, changement d'ambiance, on glisse vers Tchek-hov. La scène du dressage d'Unrat, sautant comme un chien après son sucre, vire au drame. Image finale, il s'allonge en position fortale, saisi d'un désespoir au-delà de toute

* Palais des Sports, 20 h 30, jusqu'au 11 février; du 11 an 15 : Ma



théâtre

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

grande to the transfer of the state of the s

14

Ret Lake

The same of the sa

Water Call Con the

Section of the sectio

for the state of t

Manual Commence of the Commenc

Brown to a state of the

Ber to Galler

BERGER LETTER

Charle was a

April 1985 to the Control of ATTACAM TO THE TACK T

Man bearings by

the parameter and

Photo in the second second

Hart Chi fe - see to the

lanes and in the

The state of the s

有种种 为 等 。 " 10 1.15g 。"

Contes

ale is to the contract of

Misson & Line - State

faut on grane carrie

Base of the second second

Patrone of the same

Regard of John to the Co.

· Madrie W. Com. J.

ABBOTA SOCIETY OF THE ATTERNATION

THESE PROPERTY OF THESE

Management of the second of 🕶 Tall March

TOPIC A. GO. Province Street

oureux de l'infi

SECURITIES.

\$6. 25 t .

gerran in Driver

A Professional Confession

砂糖の 整体 につい さい

ARMS WILLIAM TO A ST.

and \$50 and the transfer

taken and a select

. . a. . . .

100 CONT.

(基語)は *** (1) (1) (1)

@pages of the leading

最終をおいていた。

STATE OF THE PERSON

Miles of the

変数 防治性 ティ

Brown State Co. S. C.

The second of

Tartes of the second

des antonomica;

maybridge of the contract

LES DÉSOSSÉS, Chaillet (47-27-81-15) 20 h 30 ; dim. 15 h. E1-15) 20 h 30; dim. 15 h.

LA CERESAIE, Odéon (43-25-70-32)
gam. 20 h 30; dim., dim. 15 h.

PAYSAGES HUMAINS, Petit Odéon
(43-25-70-32) sam., dim. 18 h 30.

ADORARIE JULIA, Arts Hébertot
(43-87-23-23) sam. 21 h; dim. 15 h
et 18 h 30.

LA FERIME SAUVAGE, La Brayère (43-74-76-99) som. 21 h; dim. 15 h. LE RÉGENT, Thélère de la Ville (43-74-22-77) dim. à 14 h 30.
CEST ENCORE MIEUX L'APRÈSMIDL, Thélitre des Variétés (42-33-09-92) sam. 18 h 30 et 21 h 30 ; dim. à 15 h 30.

Manage of the same State of the state of HORS PARIS CRÉTEIL, Maison des Arts (48-99-90-50) : le 7 à 20 h 30; le 8 à 15 h 50 : Tunnels Francis - 1 1 2 15 h 50: Turnelle PANTESCEP, 'De den Amundian (61-21-18-81) sam. 21 h; dim. 17 h : Dans in sellinde des champs de The second second

SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (42-33-17-17) sam. 20 h 30 ; dim. 16 h ; Les emercelie ; salie II : sam. à 18 h 30 et 23 h ; Les greneailles 1957.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), sem. 20 h 30 : Ballet Van Dantzig Balanchine. SALLE FAVART (42-96-06-11), Concert ; sun. à 20 h : concert Richard Responsible

Strans.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15).

dim., à 20 h 30 : Tercenet; dim. à 14 h :
le Songo d'une mit d'été; sam. à
20 h 30 : la Parisienne et Veuve !
(Dera.).

CHAILIOT (47-27-81-15), Grand Thistore: reliche jusqu'an 11 février; Thistore Gémèr : sam. à 20 h 30, dim. à 15 h : les Déscrée.

Gémier : sam. à 20 h 30, dim. à 15 h : les Décosés.

ODÉON (43-25-70-32), dim. 20 h 30 : la Carissie, de Tehekhow + sam. à 18 h : Sergaef Yourski.

DEP (43-64-80-80), sam. à 20 h 30 ; dim. à 15 h : les Voix inférieures ; Chaima : sam. à 14 h 30 + dim. à 20 h : Toto, apôtre et martyr, de A. Palemil (w.a.) ; Méscardel, d'E. Scola (v.o.).

EAUBOURG (42-77-12-53). Débete/ Escontres : sam. à 19 h : Shiri, la poète et Sheki, le romancier : 21 h : Paroies sur la ville : expression arbains su Japon ; dim. à 17 h : 24 M3 de silence ; Chaima et la tientaure sun Japon : se reporter à la rabeitenture sun Japon : la la h : Les Les Cantes d'Hoffmann, d'Officabach : 19 h : The Cathorino Whell, de D. Byras ; Concerte/Spectaden : sam. à 15 h : Anniers messings et micro-informatique ; dim. à 16 h : Saboro Teabigneura.

THÉATRE MUSECAL DE PAROS (42-61-19-83), sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30 : 18

POpéra de quar'sons.

TRÉATER DE LA VILLE (42-74-22-77).

Sam. à 20 h 45 ; dim. à 14 h 30 : le
Régent, de Joan-Christophe Beilly, mise
on schae de Georges Lavandant; Théitre
de in Ville nu Th. de PEucalier s'or :
sum. 20 h 45 + dim. 14 h 30 : La Princesse bismoin.

CADrid. ont was handancement. CARRÉ SELVIA-MONIFORT (45-31-28-34), ann. à 20 à 30 ; dim. 16 à : Yid-

MAISON DES CULTURES DU MONUE (45-44-72-30), sam. de 22 h à l'aube : Masique populaire misse.

Les autres salles

AMANDREES (43-66-42-17), sam 1 20 h 30 : la Divino Clownzaia. ANTOINE (42-06-77-71), sam. 17 h es 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Mande. ARCANE (43-38-19-70), sam. 20 h 30: Contos de Manpessant. ARTISTIC ATHEVAINS (43-33-27-10), sam. 17 h et 21 h, dim. 17 h : Circuits clandestins.

ARTS HÉBERTOT (43-87-23-23), sum : 21 h, dim. 15 h et 18 h 30 : Adorable Julia.

Julia.

ATELHER (46-06-49-24), sam. 18 h + 21 h, dm. 15 h 30 : Adriana Monti.

ATHENEE (47-42-67-27), sale L. Jouvet, 20 h 30 : lo Désir sous les comes; sale Ch. Bérard, sam : 20 h 30 : Je c'embrasse, pour la vie.

BATACLAN (47-00-30-12), sam., dim. : 20 h 30 : Kabaret de la dernière chance.

BATACLAN (47-00-30-12), sam. dim.:
20 h 30: Kabaret de la dernière chance.
BOUFFES PARISHENS (42-96-60-24), sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30: le
Nêgro.
CAPTOUCHERIE, Th. de la Tempéte (43-28-36-36), sam. 21 h, dim. 16 h 30: la Dernière Bande; II: sam. 20 h 30; dim. 16 h: Home; Aquarisma (43-74-99-61), 20 h 30: le Procès de Jeanne d'Arc. voure de Mao Thi-touse.
COMEDIE DES CHAMFS-ILINIES (47-20-08-24), sam. 17 h 30 et 21 h, dim.
15 h 30: Clérambard.
COMEDIE CAUMARTIN.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée. COMPDIE ITALIENNE (43-21-22-22),

sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 ; Oriando Purioto. COMEDIE DE PARIS (4281-00-11),

sem: 19 n: seam zene ruñe.

DAUNOU (42-61-69-14), sam. 20 h 30,
ddm. 15 h 30 : Y a+d m otage dans
Finnmenble?

DÉCHARGEURS (42-36-00-02), sam.
20 h 30, dim. 15 h : Un cufant dans la

DIX HEURES (42-64-35-90), sam., dim. : 20 h 30 ; la Magle d'Abdul Alafrez.

THEATRE-18 (42-26-47-47), sam. 20 h 30, dim, 16 h : SOS, EDOUARD VII (47-42-57-49). 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : let Clients.

ESCALIER D'OR (42-74-22-77), sam. 20 h 45, dim. 14 h 30 : la Princesse bian-che. 22 h 30: Une femme légère.

22 h 30: Une femme légère.

ESSAION (42-78-46-42), sam. 17 h, 19 h, dim. 17 h : le Chemin d'Anna Bargeton, dern. le 8, sam. 21 h, dim. 15 h : Lifl, dern. le 8.

FORTAINE (48-74-74-40), sam. 17 b + 20 h 30, dim. 15 h 30 : Un bean. GARTÉ-MONTPARNASSE (43-20-60-56), sam. 21 h, dim. 15 h; Bonsair

maman.

GALERIE 55 (43-26-63-51), 19 h : Sir Gawain and the Green Knight; 21 h : Master Harold and the boys.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : h Drague; 22 h : h Mariée miss à rm par se céibeaires, même.

GUBCHET-MONTPARNASSE (43-27-38-61), sum. 19 h : le Guichet; 20 h 30 : Naître ou ne pas naître.

HUCHETIE (43-26-38-99), sum. 19 h 30 : h Cantatrice charve; 20 h 30 : h Leçon; 21 h 30 : Sports et divertissements.

LA BRUYERE (48-74-76-99), sem, 21 h, A BECYERE (43-74-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h: h Fenume sauvage.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) sam. I: 19 h 30: Bandelaire; 21 h 15: Kon par Kon. — H: 20 h: Thérèse Desgasymou; 21 h 45: On répète Bagatelle.

MADELETINE. (42-67-00)

MADELEINE (42.65-07-09), sam. 16 h 30 + 21 h, dim. 15 h 30 : Deex sur la balançoire. MARAIS (42-78-03-53), sam. 20 h 30 : la Comédie sam titre. MARKINY (42-56-04-41), sam. 18 h + 21 h, dim. 15 b : la Galipatta.

MATHURINS (42-65-90-00), sam. 21 h, dim. 15 h 30: Pidiot. MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30: Pyjama poar str. MICHODIÈRE (47-42-95-22), dim. 15 h, sam. 18 h 30 et 21 h : Double Mixto.

MOGADOR (42-85-28-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h : l'Avare, dera. la 8. MODERNE (48-74-10-75), sem. 21 h , dim. 15 h : Philes Giapion.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles Ide II h à 21 h sauf dimanches et jours fériés! Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 7 - Dimanche 8 février

COMME UN CHIEN ENRAGE (A. va.) (*): 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Ermitage, 8 (45-63-

16-16).
CREATOR (A., v.o.): UGC Ermitage, 9
(45-63-16-16).
DOWN BY LAW (A., v.o.): Gaumont
Halles, 1= (42-97-49-70); Saint-Andrédes-Arts, 6= (43-26-48-18); Ambassade,
9= (43-59-19-08); Gaumont Parnasse,
10= (43-35-30-40).
LES DIAMANTS DE 124MAZONE (A.

LES DIAMANTS DE L'AMAZONE (A., v.f.) : Galté Rochochouart, 9 (48-78-81-77).

FAUBOURG SAINT-MARTIN (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.): Chany Palace, 5 (43-25-19-90); UCG Biarritz, 8 (45-62-20-40).

8* (45-62-20-40).

LES FUGITIFS (Fr.): Gaument Opéra,
2* (47-42-60-33); Bretagna, 6* (42-2257-97); 1-4-imillet Odéon, 6* (43-2559-33); Ambassada, 8* (43-59-19-08);
Panvette, 13* (43-31-56-86); Gaumont
Alésia, 14* (43-27-86-50); Gaumont
Convention, 15* (48-28-42-27); Maillot,
17* (47-48-66-06); Pathé-Clichy, 18*
(45-22-46-01).

HANNAH ET SES SCITTES (A. 10)

(45-22-46-01).

HANNAH ET SES BŒURS (A., v.a.):

Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52).

HIGHLANDER (A., v.o.) : Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) ; Templiers, 3 (42-72-

L'HISTOTRE OFFICIELLE (Arg., VA.):

DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Rép

MORTPARNASSE (43 - 22 - 77 - 74),
Grande selle, sam. 17 h et 21 h, dim.
15 h 30 : Co sacré bouheur. Petite selle,
21 h, dim. 16 h : Conférence au sommet.

21 h, dim. 16 h: Comference au sommet.

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (4331-11-99), sum. 20 h 45, dim. 15 h 30 ;
les Yeux d'Agathe, dern. le 8.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). 20 h 30,
sum. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 ;
Mais qui est qui ?

TOTATES (48-74-8-53). **** 20 h 46 Mais qui est qui?
(EUVRE (48-74-42-52), sem. 20 h 45,
dim. 15 h: Léopoid le bien-aimé.
L'OMBRE QUI ROULE (48-74-30-11),
sem. 21 h, dim. 16 h 30 ; la Poursuite

PALAIS DES GLACES (46-07-49-91), sum 21 h : Une mouche dans la tête.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-91), sum 21 h : Une mouche dans la tête.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81), sam, 20 h 35 : l'Ammer-grande, Rencontres, le 9 à 20 h 30, le 10 à 14 h 30 : De Gaulle...

l'homme des tempêtes.

PLAINE (42-50-15-65), sam, 20 h 30, dim, 17 h : Images de Mussolimi en hiver.

POCHE (45-48-92-97), sam, 21 h, dim, 17 h 15 : Amédée on comment s'en débarrasser, sam, 18 h 30, dim 17 h 15 : Dernières lettres d'une mêre juive à son file.

PORTE DE GENTILLY (45-80-20-20), sam. 20 h 30 : Edda Gabler (dern. le 7). POTINIÈRE (42-61-44-16), sam. 18 h, dim 15 h : Chat en poche.

RANKIAGH (42-88-64-44).

20 h 30 : Saint Erik Setic.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), mm. 19 h + 21 h 30 : les Seins de Lola. STUDIO DES CHAMPS-ELYSERS (47-23-35-10), sem. 21 h, dim. 15 h 30 : Voyage un bout de la mit.

TH. 14 J.M. SERREAU (45-45-49-77). sum. 20 h 45, dim. 17 h : les Rêves de Loits et Laverdure, dam, le fi. THÉATRE DE PARIS (43-39-39-39), sun, 20 h 30 : dim. 14 h 30 st 18 h 30 : les Brumes de Manchester.

TH. Dil ROND-POINT (42-56-60-70), Grande saile, sam. 20 h 30, dim. 15 h ; Mon Faust; Patita saile, sam. 20 h 30, dim. 15 h : les Eschainés.

VARIÉTÉS (42-33-09-92) (D. soir, L.), 20 h 30, som. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : C'est encore mises l'après-mell, (à pastir du 6).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit, v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82). NOIR ET BLANC (Fr.) : Epés de Bois, 5

(43-37-51-47).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA
TÊTE (A., v.o.): Gaumont Halles, 1st
(42-97-49-70): Saim-André-des-Arts, 6st
(43-26-48-18): Colisée, 8st (43-59-29-46):
Gaumont Parnasse, 1st (43-35-30-40):
Images, 18st (45-22-47-94).

Images, 19: (45-22-47-94).

LE NOM DE LA ROSE (Fr., va.):
Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Hantefemille, 6: (46-33-79-38); Marignan, 3" (43-59-92-82); UGC Normanin, 3" (43-65-63-16-16); Kinopanorama, 15" (43-06-58-50); PLM Saint-Jacques, 14" (45-89-68-42); Bienvenhe Montparnasse, 19" (45-44-25-02); V.f.: Rex, 2" (42-36-83-93); St.Lazzer Pasquier, 3" (43-37-35-43); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-31); Nation, 12" (43-43-04-67); Fanvette, 13" (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14" (43-20-12-06); Gamount Alésia, 14" (43-27-84-50); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01). Clichy, 18 (45-22-46-01).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, 9 (43-59-31-97).

LE PASSAGE (Fr.): UGC Normandie, 8* (45-63-16-16); UGC Boulevard, 9* (45-74-95-40); Montparnos, 14* (43-27-DOUBLE MESSIEURS (Fr.): Républic Cinéma, 11° (48-05-51-33); Denfert, 14° (43-21-41-01).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.): La Géode, 19° (42-05-06-07).

L'ÉTAT DE GRACE (Fr.): Forum Orient-Express, 10° (42-33-42-26); George V. 8° (45-62-41-46); Mercury, 8° (45-62-96-82); Français, 9° (47-70-33-88); Paranssiens, 14° (43-20-32-20).

L'ÉTEANGÈRE, (Brit., v.o.): Forum Orient-Express, 10° (42-33-42-26); Saint-Germais Village, 5° (46-33-63-20); George V, 8° (45-62-41-46); Lamière, 9° (42-46-49-07); Paranssiens, 14° (43-20-32-20).

52-37). PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A., v.a.) : EGGY SUE S'EST MARIEE (A., v.o.):
Gaumont Halles, 1= (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33); 14-Juillet
Odéon, 6• (43-25-59-83); Gaumont
Champa-Elysées, 8• (43-59-04-67); 14Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81); Gaumont
Parnasse, 14• (43-57-90-81); Gaumont
Parnasse, 14• (43-57-90-81); Gaumont
Parnasse, 15• (43-57-90-81);
LUGC Montparasse, 6• (45-7494-94).

LE RAYON VERT (Fr.) : Parnessis 14 (43-20-30-19).

(45-22-46-01); Secrétan, 19. (42-41-77-99); Gambetta, 20. (46-36-10-96).

ROSA LUXEMBURG (AIL, v.a.) : Cincches, 6 (46-33-10-82).

LE SACRIFICE (Franco-Subd., v.A.):

Bonaparte, 6* (43-26-12-12).

TERMINUS (Fr.-Ail.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Rex. 2* (42-36-82-93); UGC Coécos, 6* (42-25-10-30); UGC Normandie, 8* (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-99); Fauvetta, 13* (43-31-56-86); Galaxie, 13* (45-80-18-03); Mintral, 14* (45-39-52-43); Montparansse Pathé, 14* (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

THÉRÈSE (Fr.): Saim-André-des-Arts. Boneparte, 6 (43-26-12-12).

(43-24-40-01).

THÉRÈSE (Fr.) : Seim-André-des-Arts, 6 (43-26-80-25); Lucaraira, 6 (45-44-51-34); Elysées Lincoln, 8 (43-59-24-16).

36-14).
37-2 LE MATIN (Fr.): Saint-Michel, 5(43-26-79-17): George-V. 5- (45-6241-46): Bienvente Montpernasse, 15(45-44-25-02).

TOP GUN (A., v.A.) : George V, 8 (45-62-41-46). - V.f. : Parassiens, 14 (43-20-32-20). UBAC (Fr) : Forum Horizon, 1= (45-08-

57-57).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLO-QUE (Fr.): Forum, 1" (42-97-53-74); UGC Odéen, 6" (42-25-10-30); Ambas-sade, 8" (43-59-19-08); George V, 8" (45-62-41-46); Saint-Lazare Pasquier, 8" (43-87-35-43); Nation, 12" (43-43-04-67); Fanvette, 13" (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50); Miramar, 14" (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27).

WANDA'S CAFE (A., v.o.); Forum, 1st (42-97-53-74); Parnassions, 1st (43-20-32-20).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.a.): Saint-Germain Studio, 5 (46-33-63-20).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ADIEUX A MATTORA, film soviétique de Elem Klimov (v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Epée de Bois, 5º (43-37-57-47); Cosmos, 6º (45-44-28-80); Gaumout Pernasse, 14º (43-35-30-40); v.f.: Gaumout Parnasse, 14º (43-35-30-40); COCCOUNTE VERNASSE (Ille Septembre Characteristics)

Gaumont Parnasse, 149 (43-33-30-40).

CROCODDLE DUNDEE, film anstralien de Peter Fairman (v.o.): Forum
Horizon, 1st (45-08-57-57): Hautefostille, 6* (46-33-79-38): Marignan,
19* (43-59-92-82); v.L.: Impérial, 2st (47-42-72-52); Res., 2st (42-3633-93): Nation, 12st (43-43-04-67);
UGC Gare de Lyon, 12st (43-4301-59): Fauvette, 13st (43-31-60-74);
Montparnasse Pathé, 14st (43-2012-06); UGC Convention, 1st (4574-93-40): Mayfair Pathé, 1st (4525-27-06); Mayfair Pathé, 1st (4522-24-6-01); Wapler Pathé, 1st (4522-24-6-01); Wapler Pathé, 1st (4522-46-01); Wapler Pathé, 1st (4524-60-1); Wapler Pathé, 1st (4524-60-1); Wapler Pathé, 1st (4524-46-01); Wapler Pathé, 1st (4524-24-60-1); Wapler Pathé, 1st (4524-

(45-22-46-01): Wepler Puthé, 18(45-22-46-01).

CROSS (*), film français de Philippe
Sethon: Forum, 1* (42-97-53-74);
St-Germain Huchette, 9: (46-33-63-20); George-V, 9: (45-62-41-46);
Marignan, 8* (43-59-92-82); Maxé-ville, 9* (47-70-72-86); Paramount
Opéra, 1* (47-42-56-31); Bastille,
11* (43-42-16-80); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Memparasse Pathé,
14* (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15* (45-79-33-00); Pathé
Clichy, 18* (45-22-46-01).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉBICAIN, film canadiem de Deoys
Arcan: Ciné Bennhourg, 3* (42-7152-36); UGC Odéon, 6* (42-2510-30); Rotonde, 6* (45-74-94-94);
Pagode, 7* (47-05-12-15); UGC
Champs-Elyséez, 8* (45-62-20-40);
UGC Gare de Lyon, 12* (43-4301-59); UGC Gobelins, 13* (43-3623-44); Gaumont Alésia, 14* (4327-84-50); Gaumont Convention,

15* (48-28-42-27); 14 Juillet Beau-grenelle, 15* (45-75-79-79); Images, 18* (45-22-47-94).

[8 (45-22-47-94).

GOTHIC (*), film britannique de Ken Russell v.o.: Ciné Beanbourg. 3* (42-72-52-36); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6* (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); v.f.: UGC Montparmane, 6* (45-74-94-94); UGC Boulsward, 9* (45-74-95-40); UGC Gobelius, 13* (43-36-23-44); Convention St-Charles, 15* (45-79-33-00); Images, 18* (45-22-47-94).

33-00); Images, 18" (45-22-47-94).

QUATRE AVENTURES DE REINETTE ET MIRABELLE, illifrançais d'Eric Rohmer : Gaumont
Halles, 1=" (40-26-12-12); StGarmán-des-Prés, 6" (42-22-87-23);
Balzac, 8" (45-61-10-60); Parnaisicos, 14" (43-20-32-20).

SABINE KLEST, SEPT ANS, film allemand de Heiman Drinba: v.o. Républic Cinéma, 11° (48-05-

LE TEMPLE D'OR, film américale LE TEMPLE D'OR, film américain de J. Lee Thompson, v.o.: Forum, 1° (42-97-53-74); George-V, 8° (45-62-41-46); Tricomphe, 8° (45-62-45-76); UGC Ermitage, 8° (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2° (42-36-83-93); UGC Montparansee, 6° (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9° (47-42-36-31); UGC Gare de Lyon, 12° (43-43-01-59); Mirranar, 14° (43-08-95-21); Mistral, 14° (43-39-52-43); Convention Sv.Charles, 13° (45-79-33-00); UGC Convention, 19° (45-74-93-40); Pathé Chichy, 18° (45-22-46-01); Sectréan, 19° (42-06-79-79); Gambetta, 20° (46-36-10-96).

27 ROBAS, film espagnol de Montro Armendariz, v.o. : Latina, 4º (42-78-47-86); Lincoln, 8º (43-59-36-14).

cinéma

Lie Mais sangule (*) sent interfite our moine de troise sus (**) eux moine de dis-juit sus. La Cinémat hèque

CHAULOT (47-94-24-24) SAMEDE 7 FEVETER

15 h. G. Men, de W. Keighley; 17 h. h Révoite des vivants, de R. Pottier; 19 h 15, le Carrefour de la mort, de H. Hathaway; 21 h 15, Seraphina's Diary, de F. Wissman. DIMANCHE 8 FÉVRIER

15 h. Manon, de H.-G. Clount; les Misérables (1º partie) : Une tempête sons un crène, de R. Bernard : 19 h 30, la Reine atricaine, de J. Haston; 21 h 30, Raca Track, de F. Wiserann. BEAUBOURG (42-78-35-57)

SAMEDI 7 PEVRIER 15 h, Giida, de Ch. Vidor; 17 h 15, Disirs humains, de F. Lang; 19 h, Our Country, de L. O'Lenry, et Liam O'Lenry at the Cheme Palace, de D. Taylor Black; 21 k, O'Counell Bridge et Départ de la gare, de L. Lamière; The Lad from Ireland, de S. Olcott; Knockmagow, de F. O'Desoure.

DIMANCHE S FÉVRIER 15 h, la Rolle Parade, de H. King; 17 h,
Dus soutis et des hommes, de L. Milestons;
19 h 15, Return of the Islander, de J. Mulkerns et l'Homme d'Aran, de R. Flaherty;
21 h 15, The Prisoner, de T. Booth et
Annel de M. Lesden Angel, de N. Jorden.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU BALLE GARANCE (42-78-37-29) Chéma et littérature au Jayon SAMEDI 7 FEVRIER

14 h 30, le Repas, de M. Narese; 17 h 30, Chrosique de mon vagaboudage, de M. Narese; 20 h 30, Nuagos flottants, de M. Narese. DIMANCHE & FEVERER

14 h 30, Cinéma pour les jounes : His-toire de l'école Aoba, de Y. Osawa; 17 h 30, Peux dans la plaine, de K. Ichi-kawa; 20 h 30, le Tomple des cles sur-vages, de Y. Kawashima.

Les exclusivités AFTER HOURS (A., v.o.) : Statio de la Contracerpe, 5 (43-25-78-37) ; Parmes-siens, 14 (43-20-32-20).

AJANTRIE (Ind., v.c.) : Républic Cinéma, 11 (48-05-51-33).

L'HISTORRE OFFICIELLE (Arg., v.o.):
Denfert, 14 (43-21-41-01).
JUMPIN JACK FLASH (A., v.o.): Ciné
Beauboure, 3 (42-71-52-36); UGC
Danton, 6 (42-25-10-30); UGC
Reconde, 6 (45-74-94-94); UGC Bearriz, 8 (45-62-20-40). - V.f.; UGC Bearriz, 8 (45-62-20-40); UGC Gobelievard, 9 (45-49-95-40); UGC Gobelievard, 9 (45-49-95-40); UGC Gobelies, 19 (43-36-23-44).

LA LÉGENDE DE LA FORTERISSE.
DE SOURAM (Sov., v.o.): 14-hullet.
Permann, 6 (43-26-38-00).
Feve et GOLLATH (Pr.): Forma Hori-L'AMIE MORTELLE (A., v.f.) (*):
Hollywood Bonkvard, 9 (47-70-10-41);
Images, 19 (45-22-47-94).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.a.):
Grand Pavols, 19 (45-54-46-85).

ABTÉRIE CHEZ LES ERETONS (Pt.):
George V, 9 (45-62-41-46); Saint-Ambrolse, 11 (47-00-89-16); Gaumont Convention, 19 (48-24-42-27).

AUTONIE DE MINISTE (Fr.A., v.a.):

Chry Palace, 5 (43-23-19-90).

AUTOUR DE MINUIT (Fr.A., va.):
Cleny Palace, 5 (43-23-19-90).

AUX FRONTIÈRES DE LA VILLE
(Aux., v.a.): Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-52).

LIS BALISEURS DU DÉSERT (Tenisics, v.o.) : Utopia, 2 (43-26-84-65).

BASIL DETECTIVE PRIVE (A, v.f.) : Ren. 2 (42.36-83-93); UGC Montpar-mant, 6 (45-74-94-94); UGC Cobelins, 13 (43-36-23-44); Napoléon, 17 (42-67-63-42).

BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNES (Fr.) : Utopia, S (43-26-84-65). BERDY (A., v.o.) : Lecemeire, 6- (45-44-

S7-34).

BESSURES LÉGÈRES (Hon., v.a.):
Reflet Logos, 9: (43-54-42-34).

BILE VELVET (A., v.a.) (*): Gaumont
Opéra, 2: (47-42-60-33); Hantefeuille,
6: (46-33-79-38); Publicis SaintGerman, 6: (42-22-72-80); Pagode, 7:
(47-05-12-15); Colisée, 8: (43-5929-46); Bacarial Panorama, 13: (47-0728-04); Gaumont Parnasse, 14: (43-3530-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15:
(45-75-79-79). - V.f.: Paramontan
Opéra, 9: (47-42-56-31); Bastille, 11:
(43-42-16-80); Fanvette, 13: (43-3156-86); Gaumont Alésia, 14: (43-2784-50); Miramer, 14: (43-20-89-52);
Gaumont Convention, 19: (48-22-42-27).

BONS BAISSES DE LIVERPOOL

BORS BAISERS DE LIVERPOOL (Ang. v.o.) : Luxembourg. 6 (46-33-97-77) ; Elystes Lincoln, 3 (43-59-

36-14).

BBAZIL (Brit., v.o.): Epée de Beis, 5
(43-37-57-47); Saint-Lambert, 19 (4332-91-68).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.):
Gammont Opéra, 2 (47-42-60-33); Idleiflet Odéca, 6 (43-25-59-83); Ganmont Office, 8 (43-25-59-84); Ganmont Alésia, 14 (43-27-84-50);
Montpurnot, 14 (43-27-52-37).

CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) (8);

CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) (*): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26).

Prinsing, 6 (43-26-58-00).

12VY ET GOLIATH (Ft.): Forum Horizon, 1st (45-08-57-57); Cammont Opéra, 2st (47-42-60-33); Rest, 2st (43-36-23-44); Bremane, 6 (42-22-57-67); UGC Danton, 6 (42-22-510-30); Ambassade, 2st (43-87-33-43); Pahlicis Champs-Hysées, 443-87-33-43); Pahlicis Champs-Hysées, 4st (47-20-76-23); Bastille, 1lst (43-42-16-80); Nation, 12st (43-43-04-67); UGC Gare de Lyen, 12st (43-43-01-59); Fantonin, 13st (43-31-56-86); Galaxia, 13st (45-80-18-03); Galamont Alésia, 14st (43-27-84-50); Galamont Convention, 13st (48-28-42-27); Mailiet, 17st (47-48-06-06); Pathé Charty, 18st (45-22-46-01); Secrétain, 19st (42-06-79-79); Galamotta, 20st (46-36-10-96).

LE MAL D'AIMER (Fr-IL); Forum LE MAL D'AIMER (Fr.-It.) : Foram Orient Express, 1" (42-33-42-26). MAUVARS SANG (Pr.): Ciné Bean-bourg, 3 (42-71-52-36); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Lamièri, 9 (42-46-49-07); Baou-rial, 13 (47-07-28-04); Gaumont Pro-nassa, 14 (43-35-30-40). MÉLO (Fr.): 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); 14-Juillet Paronass, 6 (43-26-58-00).

S8-00).

LA MESSE EST FINIE (h., v.o.) : Ciné Bembourg, 3 (42-71-52-36); Rzeine Odéon, 6 (43-26-19-68); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); 14-Juillet Bestille, 11 (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14-Juillet Beaugrennie, 15 (45-75-79-79).

(45-75-79-79).

MRSS MONA (*): Gaument Halles, 1*
(42-97-49-70); Hautefouile, 6* (46-33-79-38); UGC Montparusses, 6* (45-74-94-94); Publicis Elysées, 8* (47-20-76-23); St-Lazare Pasquier, 8* (43-57-35-43); Français, 9* (47-70-33-88); 14 juillet Bestille, 11* (43-57-90-81); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Mistral, 14* (45-39-52-43); Pareassions, 14* (43-20-30-19); 14 juillet Beaugranelle, 15* (45-75-79-79).

melle, 15 (45-75-79-79).

LA MOUCHE (A. v.o.) (*): Forum Horizon, 1s (45-08-57-57); UGC Dunton, 6s (42-25-10-30); Marignan, 3s (43-39-92-32); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Maillet, 17s 47-48-06-06); (v.f.) Rex. 2s (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 6s (45-74-94-94); Français, 9s (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12s (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13s (43-36-22-44); Mistral, 14s (45-39-52-43); Montparmasse Pathé, 14s (43-20-12-06); UGC Convention, 15s (45-74-93-40); Pathé Wépler, 18s



UN FILM DE CLAUDE ZIDI

Francophonie

« Le français pour qu'il vive », de Gabriel de Broglie

Entre la mode et la politisation

Hier thème ringard, la francopho-nie est en train de devenir à la mode. Des médias, des gens de lettres ou de politique, naguère ironiques ou condescendants, se penchent aujourd'hui gravement sur ce néalo-gisme centenaire mais toujours vert, sur ce mouvement lancé vers 1960 par une pléiade de basanés ayant nom Norodom Sihanouk, Hamani Diori, Léopold Senghor, Habib Bourguiba, etc.

La somme des efforts, en général non français, déployés depuis un quart de siècle pour lancer l'affaire est impressionnante. Le Québec et le Liban, et jusqu'à l'ancienne Indo-chine, la vieille Egypte ou la minus-cule Maurice, s'y sont mis. Le deuxième sommet des « nations uti-lisant le français » — quarante-cinq délégations attendues au Québec en septembre 1987 — devrait sceller ce mariage politico-culturel unique en son genre, car fondé uniquement sur une langue. Mais comme le savait bien Jean Cocteau. « La mode c'est ce qui se démode ! » Et en France,

Le travail de Gabriel de Broglie ne se situe évidemment pas dans l'éphémère, mais plutôt dans la lonque balcine des hommes et des pays précités, dans le sillon, étroit mais profond, que, sous les risées, ont quand même tracé en France des hommes comme Philippe Rossilion ou Philippe de Saint-Robert. Car la francophonie ne peut évidemment prendre forme efficace sans sa matrice, la France, même si aujourd'hui, comme le montre Gabriel de Broglie, pour la première fois dans l'histoire de la langue fran-çaise, elle est plus parlée hors que dans l'Hexagone. Et ce phénomène

Il y avait déjà en 1981 quelque 83 millions de « parlant français » dans le monde, face à moins de 54 millions de Français métropoli-tains. Et si on peut certainement dis-cuter le chiffre de 2 millions d'Egyptiens francophones (il y a un zéro de trop), il est certain que le nombre des Maghrébins francophones est aujourd'hui bien supérieur à 20 millions, compte tenu des progrès de la scolarisation et du passage en France de millions d'immigrés. Le régime d'Alger reste résolument francophonie, mais le peuple algérien, notamment à travers ses écrivains et ses artistes, fait des merveilles avec l'idiome de l'ancienne métropole, tout en reviviliant son passé arabo-berbère.

D'aucuns ont reproché à Gabriel de Broglie de succomber parfois à la

français pour qu'il vive dégage, en certaines de ses pages, un discret parfum d'académisme. Ce n'est pas forcément un mal, au reste, quand la frivolité s'empare d'un sujet. Le pré-sident de la Commission nationale de la communication et des libertés (et ancien animateur du Haut Comité de la langue française) se veut quant à lui à la fois classique et attentif à l'avenir. Et encyclo-

L'ordinateur-chimère »

En moins de trois cents pages parfois un peu compactes, il nous promène à travers l'essentiel de la francophonie humaine, géographique, française (1), étrangère, intellectuelle, politique, scolaire et, natu-rellement, audiovisuelle. On aurait d'ailleurs aimé des propositions un car la francophonie, à notre époque, sera audiovisuelle ou ue sera pas. Gabriel de Broglie, lui, veut voir à la fois plus loin et plus haut. Au-delà de clips simplistes, au-delà aussi de l'ordinateur, - chimère prète à tout dévorer », y compris — horresco referens! — les accents.

Sa conclusion, à laquelle on ne peut qu'adhérer, est donc que rien ne sera gagné tant que, à Paris, n'existera pas une politique constante et enthousiaste, voire passionnée, pour le français et la francophonie. La cohabitation, dans ce domaine, n'a pas, pour le moment, été féconde. Au contraire. Et la politisation est, en la matière, mille fois plus dangereuse que la mode. J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ Gabriel de Broglie. Le françal our qu'il vive, Gallimard, 286 pages 110 F.

110 F.

* Signalous le numéro spécial de
Qui vive!, magazine international de la
francophonie, 100 pages, 35 F, 27, rue
de la Procession, 75015 Paris. De
grandes aignatures s'y penchent sur
l'histoire et la vie du français en France
et à l'étranger. Ce numéro est conçu
comme un guide d'une grande exposition, «Parlez-vous français?», organisie du 11 février en 11 mai en Centre. sée du 11 février au 11 mai au Centre Pompidou. (Renselymements: 42-77-12-33, poste 44-49). Signalons égale-ment le dossier consacré à la francopho-nie par les Cablers de l'Orient, nº 4, 250 pages, 80 F. 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, et la sortie d'Arabies, premier « mensuel du monde arabe et de la francophonie », en vente dans les kiosques, 30 F.

(I) Etrangement, dans un tableau des idiomes minoritaires en France de Broglie de succomber parfois à la langue de bois », dans sa démons-langue de bois », dans sa démons-l'agit-il du yiddish, du judéo-arabe, de l'hébreu?

Informations «services»

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4416 HORIZONTALEMENT

I. Est à l'origine d'une absence totale d'harmonie qui rend tout concert impossible. Propuce à des rassemblements de colombes. — II. Sème la désolation dans les couvées. Ne sont certainement pas enclus à chipoter. —

désolation dans les co
III. Avec elle, il valait mienz garder les
pieds sur terre si l'on
voulait avoir la main
beureuse. Participe.

— IV. Refuse de
partager. Celui qui a
l'habitude de tirer
sur la corde peat facilement profiter de
lni. Visible sur un
briquet. — V. Pour
ceux qui ont décidé
de frapper fort.
Prouvent que l'on a
fait mauvaise impression, Peut donc pression. Peut donc être à l'origine d'une émanation de rayonnemests. - VI. Arti-cle d'usage courant. En présence d'un ac-cident, il a ce qu'il XIV

XV

faut pour passer sur une bosse. - VII. Promise à divers une bosse. — VII. Promise a divers emplois. Se prêta aux besoins d'une céleste apparition. — VIII. Pour éveiller son intérêt, il ne fallait pas hésiter à prendre racine. Pas dépassé. — IX. Ne tardent pas à s'évanouir. Il leur est facile d'arriver dans un fauteuil. — X. Son régime dans un fauteuil. — X. Son régime ne l'empêche pas de grossir. Eprouve un malin plaisir à s'occuper des affaires d'autrui. Dans la sébile d'un mendiant de Brasov. — XI. Se fait taper sur la tête. Agit peut-être de la sorte afin de lutter contre une certaine pauvreté. — XII. Va vers un drame profond. Il est préférable de la perdre longtemps après qu'on sous l'a donnée. Parvient donc à suivre le courant. Scellait une union. nous l'a donnée. Parvient donc à suivre le courant. Scellait une union. —
XIII. Destinée à un emplei ultérieur. Bien apparent sur un zizi.
Note. — XIV. Était souvent à la pointe du combat. Victime de blessures qui peuvent être dues à des flèches. Proche des hauteurs. —
XV. Celui qui cherche des crosses peut fort bien avoir affaire à elle. De mauvais goût. Traîne en longueur.

VERTICALEMENT

1. Ideale pour celui qui veut véri-tablement faire un travail avec application. Peut inciter à changer application. Peut metter a campet de tenue ceux qui veulent faire bonne impression. — 2. S'épuise vite quand ça «cogne» trop. Où nombreux furent ceux qui s'en sortirent grâce à une issue. À besoin de chaleur mais point de tendresse. — 3. N'est pas uniquement essuyée par les ménagères. Témoigne d'un refus d'avaler. Employé pour chasser. — 4. Une qui peut avoir le bras long. — Faisait griller et rôtir. Ce n'est pas au nez qu'elle nous pend. ~ 5. A mal

digéré le bouillon. Devait avoir une

digéré le bouillon. Devait avoir une grande passion pour « l'Illiade ». Quand c'est lai qui jone avec le feu, ce sont les autres qui s'enflamment. — 6. Il fallait être bien placé pour goûter au fruit de son travail. Est parfois sujette à des troubles qui peuvent mener à sa perte. — 7. Opération suivie d'une apparition. Manifeste de l'intérêt pour les affaires. — 8. Délaissent tout ce qu'on peut avoir sans risque. — 9. Elle nous fait sentir sa présence. Signale sa présence. Désavantagé par la situation. — 10. Nombreux sont ceux qui sont disposés à l'élever. Peut servir à siffer. On s'affaire à ses côtés. — 11. Eau courante. Atténue les effets d'une perturbation. — 12. En son sein, on fait bequeoup pour le poumon. Parfaite pour admirer les étoiles. — 13. Fut souvent employé. Est plus petit que l'aigle. La terre en personne. — 14. Prépara sa disparition. Attire maints regards. Ramener à bou port. — 15. Susceptibles de revenir à tout propos. Revient Disu sait d'où!

Solution du problème nº 4415 Horisontalement

I. Obstacle. — II. Bât. Veuve. —
III. Liège. Set. — IV. Isnard. Nô. —
V. Geôle. Etc. — VI. AR (A.R.).
UPR (Pur). — VII. Etudie. —
VIII. II. Trieur. — IX. Veinure. —
X. Nui. ER. — XI. Stèle. Sue.

1. Obligations. — 2. Baiser. Ut. — Sténo. Vie. — 4. Galette. — Avéré. Uri. — 6. Ce. Udine. — Lus, Epieurs, - 8. Eventreur. -Etoc. Rêve.

GUY BROUTY.

Paris en visites

LUNDI 9 FEVRIER

La galerie des plans reliefs », 10 h 30, sortie métro Louvre.

« Le vieux village de Montmartre, le Château des brouillards, personnages cassesu des bronillards, personnages celèbres de Renoir à Sans », 15 beures, sortie métro Lamarck-Caulaincourt (G. Botteau).

«Une demeure du dix-septième siè-cle : l'hôtel de Lauxun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou.

Passager et visux villages de Belleville v. 14 h 30, angle rues de Belleville et Pist (Filmeriet). Hôtels et jardins du Marais, place es Vosges », 14 h 30, sortie mêtro aint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

3. rue Rousselet, 19 heures : 23, quai Conti, 14 h 45 : « D'Eraton-hène au tour operator» (M. Le Lau-

M P

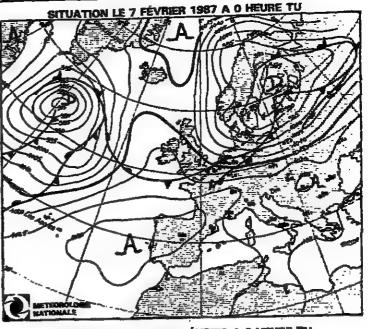


Dans la plupart des cas, sur simple appel téléphonique, les Jeep RENAULT ASSISTANCE DÉ-PANNAGE réparent sur place votre voiture dans un délai ultra court. C'est un service d'intervention exclusif RENAULT PARIS-ILE-DE-FRANCE. Ne sortez jamais sans ce numéro de téléphone.

42.52.82.82

RENAULT ASSISTANCE DÉPANNAGE 24 H SUR 24

MÉTÉOROLOGIE



eta 🎉 🚒

A - physic

e e e

ر در پرون در پر

in the state of

منتخبرة ميدان المساد. منابع المنابع المساد

o na na

per Allen

V ANIMAGE

niem de repuesto 1985

> الأقضادات - الما SHOW A SECTION AS

dagita is mit-

aliabajingina ili ' Company of the last

The Court of the last

an little Marie

The second of the second

and the same of the same

The second second

Farmer Min

1 1 to (mg 200)

を 記述を表す では、実施を表す

The Real Property of the Park

17.10 Marie 19.10

British Conference

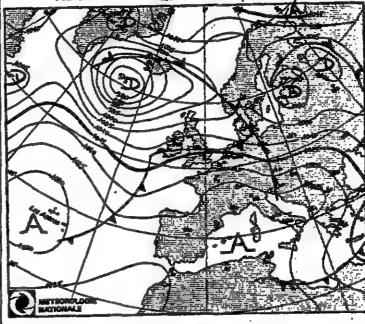
Andrew American Same Additional Street 5 may 1 1/2 1/2 THE THREE PER

THE RESERVE

+ 22 14 1

atter philipping

PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER A 0 HEURE TU



le dimenche 8 février à 24 heures. L'anticyclone centré sur l'Espagne va rotèger relativement le sud du pays

et transorane vont s'attender.

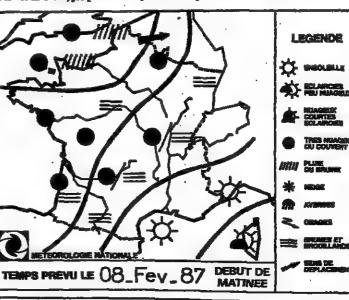
Disamache mariar le temps sora gris et brumoux, immide, sur une mobilé nordonest du pays. Il pleuvra un peu sur le nord de la Bretagne, en Normandie, dans le Nord, on lle-de-France et dans les Ardemes. Plus à l'est, de la Lorraine et de l'Alsace an Centro-Est, Bompogne, Massif Central et Midi-Pyrénées, les mages bes seront plus discontinus et on nurs un temps à brouilland, un brouil-

An cours de la journée les mages affecteront surtout la moitié nord. La pluie cessera en Bretagne et en Norman-die mais gagnera les régions au nord et à l'est de la Seine, jusqu'en Alsace, Bour-

l'après-midi.
Sur la moitif sud, on verra souvent le soleil, maigré les sanges. Mais le ciel soleil, maigré les sanges. Mais le ciel soleil, maigré de l'Atlantique. Les régions méditerranionnes resto-ront toute la journée à l'écurt des mages : da sud des Alpea aux Cévennes, aux Pyrénées-Orientales et à la Méditer-ranée, le soleil brillers toute la journée.

rance, le soleil brillera toute la journée.

Côté températures : sur la moitié nurd-ouest, il fera le matia 5 à 7 degrés, 8 à 10 degrés, près de la Manche. Nette lausse dans le Sud-Ouest avec 7 à 8 degrés. L'après-midi, il fera de 8 à 12 degrés de Nord au Sud. Ailleurs Il fera de 3 à 5 degrés le matin, 2 à 3 degrés dans l'Est avec parfois 0 degré; les maximums s'échelomant entre 6 degrés dans l'Est, et 12 degrés dans le Sud. Près de la Méditerrance: 7 à 9 decrés le matin. 12 à 15 degrés à 9 degrés le matin, 12 à 15 degrés l'après-midi.



TEMPÉRATURES .Valours extrême to 6-2 à 6 h TU et i	menime - minime es relevées entre e 7-2-1987 à 6 h TU	le 7-2-1987
FRANCE ALACID 14 6 C HARRITZ 12 3 C BOEDEALE 12 6 P BOURGE 7 6 P REST 30 10 P CARN 11 3 P CARN 11 3 P CARN 3 2 P CARN 3 2 P CARNORS SHE 6 -1 P LINUS 3 2 P LINUS 5 2 P MANCY 4 3 P NANCY 4 3 P NANCY 4 7 N PARESHERIS 7 7 C PAU 17 P RESTRUM 10 P RESTRUM 11 9 P RESTRUM 11 19 P STEINENE 5 4 P STEINENE 5 4 P STEINENE 5 7 C STEINENE 5 7 C RESTRUM 13 7 D RESTRUM 11 19 P STEINENE 5 4 P STEINENE 5 4 P STEINENE 5 4 P	TOURS 3 7 TOURDISE 8 7 TOURDISE 8 9 FUNTSAR 30 18 ETRANGER AIGES 16 4 ANSISTIAM 9 4 BRICEADE 15 6 BEIGRADE 15 6 BEIGRADE 7 5 LE CARE 22 17 DELH 5 4 BRICEADE 22 17 DELH 25 10 DERMA 15 11 GEGETE 3 1 ENNEONO 22 17 JOHNSONO 22 17 LORDES 13 6 LISPONEE 7 3 FRISALEM 18 6 LISPONEE 7 3 LISPONEE 7 3 LISPONEE 12 7 LORDES 13 2	P LOS ANGELES 29 : 8 C P LUREMOURG 3 3 P MARKED 13 - 2 B MARKED 20 7 D MERKO 23 B B MILAN 7 0 N MONTRÉAL 1 - 1 - 15 C D MONTRÉAL 26 H C D MOSOOU 3 0 C NAMORI 26 H C C NEW-YORK 8 0 N A QSLO 2 - 6 D PALMADEMAL 16 2 B C REW-YORK 8 0 N A QSLO 12 - 6 D PALMADEMAL 16 2 D C RODE-MARKED 30 30 N B C MOSO 15 2 B D SINGAPOUR 31 24 N M SIOCERCIM 4 - 7 ° P STUNEY 28 21 D D DECTO 13 6 N P TUNES 16 9 N N 7ASSOVE 4 2 P VENUE 11 0 D D VENUE 11 0 D
A B C ciel couvert	D N Ciel Ciel Care	P T *

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heure en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

Le Carnet du Monde

M. et M™ Jacques DOCQUIERT

ont la très grande joie d'annoncer la

Mathide

le 21 janvier 1987. 30, chausée de Boisfort.

Dimanche, le 1º février 1987, à 14:36

a vu le jour pour la plus grande joie de Anne Brisson et Wolfgang Steuer, ses

92100 Banlogue

- Jean-Marc SAMAMA, président de France-Tambour,

laises à M. et M= Thiorry SAMAMA le soin de faire part de la m leur premier cafant,

Laurent-David,

le 1ª février 1987. <u>Décès</u>

- M= Marc Desvigues, née Louise Le Ray,
M= Simonne Desvignes,
M. et M= Jean-Mare Bouquin,

out la douleur de faire part du décès

Mª Marie-Laure Bouquin,

M. Marc DESVIGNES, lirecteur en retrait de l'imprimerie Crêté.

survem à Nice, le 4 février 1987, à l'âge de quatre-vingt-six ans.
Les obsèques ont en lieu dans l'intimité.

- Le colonel et M= Christian Molist son fils et sa belle-fille,

M. et M. Christophe Mollat du

M. et M= Hubert de Champs de

leurs enfants,
Bertrand, Florence, François,

l'exemple d'Aimé Césaire.

Ségoiène Mollat du Jourdin, ses petits-enfants

et arrière petits-enfants.

M. Guy MOLLAT de JOURDIN, er de la Légion d'h croix de guerre 1939-1945, mmandeur des Arts et Lettres,

ndeur du Mérite d'Antriche survenu le 4 février 1987, à l'âge d

l'église Saint-Eustache, 2, impasse Saint-Eustache, à Paris-1e, le handi 9 février, à 9 h 30, et l'inhumation à Sévrier (Haute-Savoie), le mardi

10 février, à 9 h 30. Cet avis tient lieu de faire-part. 7 rue Sainte-Hélène.

69002 Lyon.

L'Association française des Amis

éprouve une peine profonde à sanonce le décèt de son président-fondateur, M. Guy MOLLAT de JOURDIN,

survenn le 4 février 1987, à l'âge de quatre-vingu-six ann.

Les obsèques religiouses auront fion en l'église Saint-Eustache, 2, impasse Saint-Eustache, à Paris-1*, le lundi 9 février, à 9 h 30, et l'inhumation à Sévrier (Hauto-Savoie), le mardi 10 février, à 9 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, place Boulnois, 75017 Paris.

Soutenances de thèses

Université Paris-Val-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, vendredi 13 février, à 9 heures, selle des Thèses, M. Sylvestre Rémy

Economie

L'échec des négociations salariales dans la fonction publique

Un sérieux revers pour la politique contractuelle

Désaccord et non repture

Le gouvernement se retrouve

dans la même situation qu'en sep-tembre 1977, lorsque, après hurt séances de négociations échelonnées an long de l'année, ses propositions avaient été rejetées. Le résultat est

qu'il n'avait pas appliqué tout ce qu'il avait proposé - ce qui condui-sait à un gain de pouvoir d'achat de 0,36% - et avait assuré le simple

sintien du pouvoir d'achet. Pour

1987, le souvernement n'est donc engagé ni par son calendrier de hausses ni par les mesures annon-cées pour les bas salaires. Il en

jouers su compte gouttes, gardant des cartes en cas de tension, Pourra-

t-il cependant éviter d'augmenter les aulaires des fonctionnaires de 0,6 % au 1 mars si l'indice des prix de janvier est supérieur à... 0,6 %?

M. Chirac pent as consoler de cet

échec. Ses directives ont été globale-ment respectées, même si tout le monde s'est placé dans l'hypothèse

haute de 3 % en masse sans toujours

dégager les contreparties exigées en gains de productivité. Les entorses ont été limitées : la SNCF a fait

3,08 % en masse et EGF a accordé

0,4 % an titre de 1986, année... de

gel des salaires (2). Tandis que des

négociations sont encore en cours à

de 1,7% en niveau), des accords ont

Air France (sur la base d'une hausse

Huit jours après l'ouverture sociale de M. Jacques Chirac, la politique contractuelle vient de subir un sérieux revers avec l'échec des négociations salariales dans la fonction publique. Après la CGT, la FEN, la CFDT, les autonomes (FGAF) et la CGC, FO et la CFTC out décidé, le 6 février, de ne pas signer le projet de « relevé de conclusions ». FO dénonce « le refue d'assurer dès le 1" jamier 1987 au maintien effectif du

.

200

Carlotte Market

200

frem Seg-

Bistone

0.0110.0250

" Second

the first bei ge

157 104

er ter tars

1 1 10 De

Contract to

North Av. Sept.

ritte, Vice

14 17 170

PARTY TO BE

Tief un htt. f

1 147 to 2 20 255

1. 11. 11. 22.

A Company to

1.1 1. 25. 25.50

1 15 . 155 11 7 7 8 85

1 - 15 - 15 W. W.

2 10 11 15

es 1555000 a

5 1 t 5 %

P 1 2 1 5 70

A 1 25 1 12 1

N 7 40 45

1 2 46 47

... 200

11 3-15

Burn Bar

1 1 1 1 1 TO 1

1 15 17 18 6

e i saa tee

r 18 91 64

F-12 - 12 - 12 - 12

A 41 41 4

1.00

1 8 1 0°

4.76

1 3 7 3 .

1 22 7

I Pak

... Switter

MOE

. 4 500

A . 18 . 50

1,2,19.83

1 200

5 5° "

AL.

1

1 1 1 M Tel

....

W # 43 m

411.44 8

L'échec est d'autant plus déplors- et la FGAF annoncent des actions ble pour le gouvernement que l'actord a été manqué de peu. Des concessions appréciables ayant été faites sur le calendrier d'augmentsfaites sur le calendrier d'augmenta-tions générales pour 1987 (avec une première hausse dès le 1 mars), il aurait en fait suffi one M. Heros première hansse dès le 1 mars), il aurait en fait suffi que M. Hervé de Charette soit autorisé à mettre par écrit ce qu'il assurait en privé, à savoir qu'un ajustement des salaires interviendrait au début de 1988, à proximité de l'élection présiden-tielle, en cas de dérapage de l'inflation, pour que la partie soit gagnée. Il est clair que ni Matignon ni le ministère de l'économie n'ont vouls officialiser pareils engagements.

Le gouvernement paie ainsi, sur le plan contractinel, une certaine rigidité découlant de la recommandation salariale de M. Chirac du 12 novembre 1986, Il était difficile pour les syndicats de s'engager sur une hausse des salaires en nivenn de 1,7% pour 1987, sans clause de sauvegarde adéquate, an moment où M. Balladur lui-même admettait que l'indice des prix de janvier ris-quait d'être supérieur à 0,6 %, ce qui introduisait le doute sur les résultats

La marge de manœuvre était d'autant plus réduite que le gouver-nement de M. Chirac a changé de conception sur l'inclusion, dans la masse salariale, du «glissement vieillesse technicité» (GVT).

Dans l'accord signé le 13 février 1985 dans la fonction publique, M. Fabius avait raisonné sur un "GVT solde" (tenant compte à la fois de l'ancienneté et des promo-tions qui accroissent le GVT et du « glissement » résultant des entrées t des sorties qui le diminuent), éva-In 6 forfaitairement à 0,5 %.

M. Chirac l'a fait, lui, en «GVT positif», lequel mesure les majoration individuelles, dues au vieillissement et à la technicité des valuriés ment et à la technicité des valeries présents deux années de suite, sans retrancher les économies découlant du remplacement des agents partant en retraite par des jeunes. Il a donc donné mons de mou aux négocia-tions salariales (1). Une conception qui a été critiquée par M. Raymond Soubie, ancien conseiller social de MM. Chirac et Barre, qui écripait MM. Chirac et Barre, qui écrivait récemment dans Liaisons sociales : · La norme de 2%, avec plafond à 3%, en masse salariale fixée par le gouvernement est très stricte si l'on tient compte du seul « GVT posi-tif», alors qu'en bonne gestion écocontraignant pour la masse sala-riale de beaucoup d'entreprises. »

Il n'est pas évident pour autant que cet échec dans la fonction publique, après ceux de 1986 (gel des salaires), 1984 et 1977, provoque ties monvements sociaux importants chez les fonctionnaires, FO, la FEN

pouvoir d'achat (...) ainsi que l'absence de toute clause de sauregarde au regard d'une reprise de Piullation ». A la CFTC, où la décision a été plus discutée (les personnels civils de la défense et ceux de l'éducation nationale étant pour la signature), ou met en avant l'absence de consensus et P«incertitude» sur la cianne de sauvegarde, tout en reconnaissant, comme l'avait fait la CGC,

été signés dans le secteur public à mais en des termes vagues et l'agence Havas et à Air Inter. Chez mesurés. Aucune organisation syndi-cale n'a fait de déclaration va-t-en Havas, la CFDT, la CGC, FO mais aussi la CGT ont signé sur la base d'une progression de la masse sala-riale d'environ 3% : les salaires seront augmentés dès le 1ª mai par avec une consultation des personnels sur « une action nationale de grèves tranche de rémunération brute annuelle (+ 1.76 % entre 0 et 100 000 F. + 0.26 % entre 100 000 F et 200 000 F, rien pour et de manifestations ». Mais la CGT elle-même hésite à se lancer dans nu grand mouvement. Des réaction les parties de rémunération supéplus vives peuvent venir des PTT, secteur qui dans chaque organisa-tion a été en pointe pour le refus de signature. Mais, début janvier, la rieures à 200 000 F). Chez Air Inter, l'accord 1987 (+ 2,84 % en masse) a été signé par FO, la CGC et la CFTC et il prévoit une hausse CGT avait échoné dans ses tentades salaires en niveau de 1,7 % au tives de grèves. Et les PIT sont un le juillet. Havas et Air Inter ont prévu, de même que EGF, la SNCF et la RATP, des clauses de « renderdes rares secteurs où l'Etat conserve une marge de manœuvre, M. Longuet pouvant par exemple, moyen-uant l'accord de M. Balladur, accoryous - pour faire le point fin 1987 ou début 1988. der une prime en fonction des résultats d'exploitation.

Ces accords de consolation ne seront pas suffisants pour dissuader M. Chirac de se placer sur un autre terrain que les salaires pour concré-tiser son ouverture sociale... Dur de Il reste à savoir ce que va faire M. de Charette à la suite de cet échec. Pour l'heure, son ministère se contente de « presdre acte », sans dramatisation, en soulignant qu'il s'agit d'un « désaccord » et non d'une « rupsure » du dialogue social. Mais il souligne aussi qu'a il n'y a plus de projet de relevé de conclusions. Il n'y a plus rien. Le gouvernement reprend sa liberté, les organisations syndicales aussi ».

Le gouvernement se retrouve trouver vraiment du « grain à mou-

MICHEL NOBLECOURT.

Seion la CFDT, le gouvernement a révisé à la baine le poids du «GVT positif» dans la fonction publique, lequel est revenu de 1,7 % à 1,6 %.

(2) Contrairement aux informations, princes aux meilleures sources, que nous avices données (*le Monde* du 22 junavions données (le Monde du 22 jan-vier), la direction d'EGF a appliqué strictoment les consignes de M. Chirac sur le «GVT positif» — qui a toutefois été ramené de 2,5 % à 2,1 % — et n's donc pas raisoané sur un «GVT solde» de 1,4 %. Sa mause salariale pour 1987 augmenters donc bel et bien de 3 %. Selon des estimations fournies au comité d'entreprise

La Caisse nationale de crédit agricole vaudrait de 16 à 18,5 milliards de francs

onle (CNCA) ? Le projet de loi sur la « désétatisation - de la banque verte, qui devait déjà être prêt pour septembre 1986, est amouncé pour avril pro-chain. Si les transactions vont bon train entre les particans de la désétatisation - c'est-à-dire le noyau des dirigeants de la Fédération nationale du crédit

agricole (FNCA), l'organe « politique » des caisses régionales, et le ministre de l'agriculture — et le ministre des finances, la question essentielle du prix de vente reste en suspena. Pour les experts choisis par le comité d'entreprise de la CNCA, 16 milliards semblent un minimum. La CFDT avance une fourchette de 17 à 18,5 milliards de francs.

l'Association nationale des industries agro-alimentaires (1), M. Bal-ladur, ministre des finances et de la privatisation, s'est publiquement interrogé sur les raisons de la déséta-tisation, lors de la conférence annuelle agricole du 18 décembre. annene agricole di la decembre. Si on devait néanmoins la faire, trois règles de base, a indiqué le ministre, devraient être respectées : le prix doit être évalué selon le droit commun des dénationalisations, la désétatisation doit être totale, et l'affectation du produit de la vente ne peut pas être réservée au budget du ministère de l'agriculture. Le premier ministre, on le sait, a

confirmé l'analyse de son grand argentier, tout en satisfaisant aussi son ministre de l'agriculture : la Caisse nationale sera vendue mais elle conservera ses privilèges, à savoir la distribution des prêts bonifiés et le monopole des dépôts des notaires en milieu rural.

Elle sera donc vendue, mais à quel prix? La question est d'importance pour l'acheteur désigné, ou plutôt autodésigné, les caisses régionales, banques privées mutualistes qui sonhaitent depuis longtemps une modification des rapports qu'elles entretiennent avec la Caisse natio-

Dans un premier projet de loi (août 1986), M. Guillaume enten-dait faire évaluer la Caisse nationale par une commission ad hoc.

On vient de voir que M. Balladur n'en veut pas. Il admet seulement que la commission de privatisation, déjà mise en place pour les dénatio-nalisations, soit renforcée par un expert agricole. Comme la procé-

Si l'on en croit le bulletin de sera déterminé après l'adoption de la l'évaluation des plus grandes ban-loi sur la désétatisation, la FNCA ques.

ries agro-alimentaires (1), M. Bal-entend faire faire une évaluation Comme il est d'usage également, préalable par un cabinet d'expertscomptables.

Les salariés du Crédit agricole, qui s'inquiètent et pour l'emploi et pour l'avenir de la banque verte et pour l'avent de la banque verte et qui ne sont pas associés à l'étude du dossier ni même informés de son évolution, ont précédé la FNCA dans ce travail. Le rapport demandé par le comité central d'entreprise de la Caisse nationale à un cabinet d'experts-comptables conclut à une évaluation du prix de la CNCA de l'ordre de 16 milliards de francs,

Paris fait des avances aux régions

Selon ce rapport, la marge finan-cière de la CNCA, qui sert notam-ment dans le calcul de la valeur de la Caisse, est bien générée par les activités de la Caisse elle-même, notamment par le placement des excédents de fonds propres et par l'accroissement des opérations sur titres, c'est-à-dire des activités sans liens avec les caisses régionales.

A l'inverse, le rapport fait remarquer que la CNCA avance de l'argent aux caisses régionales à des taux inférieurs au coût moyen de la collecte, qu'elle leur verse des commissions sur les opérations de col-locte ou de crédit supérieures à celles des réseaux comparables et que, enfin, l'excédent monétaire des caisses régionales géré par la Caisse nationale bénéficie d'un rendement intéressant, compte tenu de l'effet de masse du poids du Crédit agricole sur le marché monétaire. Ces libéralités (ou autobonifications) ecordées aux caisses régionales tendent à minimiser les bénéfices de la Caisse. Ainsi le rapport prend-il le contre-pied des arguments qui ont toujours été avancés par la FNCA selon lesquels Paris se faisait du gras

Quant au prix de vente de la CNCA, il se tonde sur deux modes de calcul, le premier basé sur la valeur de l'actif, le second sur la valeur de rendement.

sur le dot des provinces.

L'évaluation sommaire des fonds propres s'élève à un total oscillant entre 12 et 13 milliards inchuant quelque 5,6 milliards de provision pour l'épargne-logement, assimila-bles à des réserves (ils sont consimonétaires lorsqu'il s'agit de calculer les réserves obligatoires).

La valeur de rendement est estimée à 19.5 milliards et même plus (de 22 à 24 milliards de francs selon la CFDT) si on intègre dans les capacités bénéficiaires les « libéralités » évoquées plus haut.

D'où vient la valeur de rendement? Il s'agit en fait d'une méthode empirique en vertu de laquelle le prix d'une société serait égal à un multiple du bénéfice potentiel de l'entreprise, variable selon le secteur d'activités. L'expert conseil du comité central d'entreprise a choisi comme multiple (encore appelé price earning ratio on PER) le chilfre 15; c'est celui qui a été retenu par Warburg pour la privatisation de Saint-Gobain, il correspond également à la moyenne des PER constatés par la société d'études financières DAFSA pour

on synthétise les deux modes d'évalustion (actif net + valeur de rendement divisé par 2). Cette approche donne une moyenne d'environ 16 milliards: incluant l'autobonification dans les résultats, on aboutit à une évaluation de l'ordre de 17 à 18,5 milliards.

Geerre des chefs

Sauf à contester ces modes de calcul et à les remplacer par d'autres, ils représentent un ordre de grandeur qui ne semble pas correspondre aux moyens des caisses régionales. On peut prévoir deux astuces pour faire baisser la note : l'amputation des résultats et l'étalement du paie-

A diverses reprises, les gouverne-ments ont contraint le Crédit agri-cole à financer des actions qui relèvent du budget de l'Etat, opération qui réduit d'autant le bénéfice comptable et trahit, si l'on n'y apporte pas de correction, la valeur de marché du bien à vendre. Quant à l'échelonnement du paiement, il correspond en fait à une minoration du prix. Aussi a-t-on coutume pour y remédier d'intégrer dans le prix glo-bal la valorisation des facilités de paiement éventuelles.

En s'appuvant sur ce document. prise ont, à l'unanimité, émis - un avis défavorable tant sur le fond que sur la forme à l'actuel projet de privatisation de la Caisse natio-nale ». Scion eux. « le Crédit agricole est placé devant l'alternative suivante : si la commission de priva-tisation évalue la Caisse nationale à son juste prix (...), le risque encouru par l'ensemble du Crédit agricole est une formidable perte de substance sinancière qui aboutirait à un assaignibilissemens certain et risque querait même de le faire éclater ; à l'inverse, si le gouvernement se per-mettait d'autoriser les caisses régionales à ne payer qu'une partie du prix réel, le risque serait une perte de crédit bancaire, en particulier sur le plan international (perte du classement AAA par Standard and

Seion les étus du comité central d'entreprise, et notamment pour la CFDT, qui, début décembre, dans une lettre au premier ministre, avait vatisation, le gouvernement fait fausse route car les véritables défis sont ailleurs que dans une petite guerre des chefs pour le partage du pouvoir.

Selon eux, le Crédit agricole n'aura pas assez de tous ses moyens pour subvenir aux besoins de l'agriculture française, pour financer le développement des entreprises et des emplois en milieu rural, pour regrouper les outils d'informatique notamment, aujourd'hui trop dis-persés dans les quatre-vingt-quinze caisses régionales, pour enfin assu-rer, grâce à un effort de formation, les mutations dans le domaine de l'emploi, rendues nécessaires par la déréglementation benesire et finan-

JACQUES GRALL

(1) ANIA. Flesh spécial nº 253 -

Amnistie fiscale: 16 milliards de francs rapatriés

REPÈRES

tel est le chiffre définitif des rentrées de capitaux consécutives à l'amnistie fiscale et douanière décidée en juin 1986 par M. Bellacur pour les avoirs irrégulièrement détenus à l'étranger. Compte tenu de la taxe libératoire de 10 % exigible sur les avoirs rapatriés, cette amnistie aura donc rapporté près de 1,8 milliard de francs aux finances de l'Etat. Selon la minietère du budget, 15,93 milliards de france sont rentrés en France entre le 12 juillet, date de la prise d'effet de la loi d'amnistie, et le 1º février, date d'expiration. A la mi-décembre, 7,2 miliards de francs avaient été rapatriés. Devant ce succès, le Sénat et l'Assamblée

bre, la prorogation d'un mois de la mesure. L'amnistie décidée en son tamps par M. Fabius - qui était assortie d'une taxe de 25 % avait provoqué le repatriement de 650 millions de francs. On estime que les avoirs français détenus illégelement en Suisse atteignent de 100 à 130 milliards de francs.

est donc incontestable. Ou pent cependant s'interroger sur l'amplem de la frande fiscale qu'elle a suscitée, des capitaux ayant probablement repens la frontière trançaise depuis juillet pour pouvoir se bianchir — su prix d'une taxe de 10 % — en ren-trant en France.]

FAITS ET CHIFFRES

Satzeville lès Rouen. — Deux che-minots du dépôt de Satteville lès-Rouen, MM. Hervé Klein at Georges Geoffroy, adhérents de la CGT, ont cessé, le vendredi 5 février, leur grève de la faim, commencée onze jours plus tôt : le directeur régional de la SNCF a finalement décidé de ne pes révoquer M. Geoffroy. Celui-ci, avec M. Klein at onze autres chemi-nots, avait été déféré au conseil de discipline pour des actions pendant la grève de quarante et un jours du service intérieur du dépôt, en octobre et novembre demiers. Le conseil de discipline, le 30 janvier, n'avait pu se départager sur les sanctions demandées par la direction ; celle-ci avait ziors décidé une révocation, celle de M. Geoffroy, des mises à pied et des mutations pour les autres cheminots. Mais la CGT a décidé de poursuivre l'action contre les sanctions, notemment par des arrêts de travail d'une heure à la prise de service. - (Cor-

• Fin de la grêve chez Manitou. - Les ouvriers de Manitou (cha-riots élévateurs), à Ancenis (Loire-Atlantique), ont décidé vendredi 6 février, à une courte majorité, de d'interrompre la grève, soutenus per l'intersyndicale FO-CGT-CFDT, qui durait depuis neuf jours contre l'institution d'une prime individuelle au mérite dans les ateliers de production (425 salariés sur 690). A l'issue nés ont suivi la proposition de la tout en demandant à la direction de suspendre et de renégocier la prime ;

. Journée d'action CGT dans les banques le 13 février. — La CGT a appelé les salariés des banques à une journée d'action « pouvent eller jusqu'à une journée de grève » le vendredi 13 février, à l'occasion de la réunion de la commission paritaire nationale. Elle appelle aussi à des manifestations, notamment à Paris devant le siège de l'Association française des banques. Elle demande un relèvement de 8 % du point de salaire à compter du 1" janvier, une prime d'un demi-mois de salaire en tévrier, à titre de raturapage sur 1986, la renégociation de l'accord sur la suppression d'une demi-journée de congé les veilles de fêtes (signé par FO et le SNB-CGC), sinei que le retrait du projet d'aménagement du temps de travail avec ouverture des guichets six jours sur sept, signé au Crédit lyonnels per les syndicats CFDT et CGC, maigré les réserves de leurs fédérations les Monde du 6 février). La section CFDT rennaise du Crédit lyonnais a annoncé une réunion de section CFDT opposées à cet accord mardi prochain 10 tévrier.

Grave de la faim d'un délégué CGT d'EDF à Annecy. - Un agent de maîtrise du centre de distribution EDF d'Annecy (Haute-Savoie), délégué du parsonnel CGT, M. Jean-Yves Le Beacont, fait une grève de la faim depuis le lundi 2 février : il proteste contre les menaces de sanction d'une assemblée générale, au cours d'un vote à bulletin secret, 137 sala-présents le 15 jenvier lors de la séquestration de quatre responsables CFDT appelant à reprendre le travail du centre, après l'échec d'une séance de négociations. Le directeur accuse les délégués de « complicité » auite de la grèva, préconisée par la la CFDT demandant la levée de toute CGT et FO. Il y a eu un builletin fiul. dans cette séquestration. Le CGT et

Chômage

Stabilité

aux Etats-Unis

Le taux de chômage aux Etate-Linis, en fanvier, est resté inchangé: 6,7 % de la population civile, comme décembre, soit le niveau le plus bes depuis sept ans. L'économie américaine a créé 375 000 emplois

Le nombre des chômeurs a capendant progressé de 74 000, attai-gnant 8,02 millions. Il avait baissé en décembre, repassant sous la barre des 8 millions pour la première fois depuis la mi-1981. Mais la popula-tion active civile è, paralièlement,

augmente.

La signification des résultats de jenvier est un peu faussée per le fait que la baisse — traditionnelle — des emplois après les fêtes de fin d'année et du 1º jenvier ne s'est pas produite, en raison notamment d'un début d'hiver perticulièrement doux, qui a parmis au bâtiment de travailler plus qu'il n'est courant à cette période de l'année. période de l'année.

L'emploi dans les secteurs du commerce de détail et de la restaura-tion a, de son côté, progressé de 165 000 en janvier, après correction des variations saisonnières.

Paiements courants

Doublement de l'excédent de la RFA en 1986

L'excédent de la balance ouestallemande des comptes courants a attaint 77,8 milliards de deutschemarks (259 milliards de francs) en 1985, exactement le double des 38,9 milliards enragistrés l'année

La balance des «invisibles» (tourisme, fret, assurance, etc.) est deve-nue déficitaire de 6,3 milliards de deutschemarks, après avoir été exoédentaire de 9,9 millierds en 1985. Mais l'excédent record du commerce ectérieur (112 milliards de deutsche-marks, contre 73,4 en 1986) a permis à la RFA d'engranger des résultats confortables.

La Bundesbank précise, per ailleurs, que la RFA, qui avait été exportatrice nette de capitaux à long terme, pour 8,5 milliards de deutschemerks en 1985, est devenue importatrice nette pour 41,3 milliards l'an demier, un renversement de tendance largement dû aux achats massifs de valeurs allemandes par les investisseurs étrangers.

Privatisation

British Airways bien vendue

La privatisation de British Airways samble avoir été un succès. La souscription, close le 6 février au matin, aurait été couverte au moins trois fois, selon les premières estimations boursières. La réussite de cette vente publique, qui doit rapporter 900 mil-(8,3 milliarde de francs), a surpris les analystes, qui estimaient que la rentabilité de la compagnie aérienne allait être affectée par une concur gramma de nécessaires investissements pour renouveler se flotte.

-Avis financiers des sociétés --



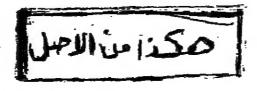
RÉSULTATS PROVISOIRES POUR 1986 BÉNÉFICE NET EN PROGRESSION DE 43 %

Les résultans provisoires - c'est-à-dire non encore audités - de l'exercice clos le 31 décembre 1986 font apparaître que le Groupe CAP CEMINI SOGETI a réalisé un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 2 910 millions de francs, en progression de 31 % sur celui de l'année précédents (2 222 millions).

A structure constante et à taux de change constants, cette progression est de 22 %.

Le résultat net au bilan est de 190 millions de francs, soit + 43 % par rapport à celui de l'exercice précédent (133 millions).

La rentabilité est donc de 6,5 % contre 6 % l'an demier. Pour l'exercice 1987, le budget du Groupe CAP GEMINI SOGETI prévoit un chiffre d'affaires hors taxes de 3,6 milliards de france (+ 24 %). La résultat net aprôs impôts devrait être d'environ 240 millions de france, représentant une nouvelle amélioration de la rentabilité (6,7 %).



«Se repcontreront-ils enfin ?» Cette question revenalt quotidiemement au palais Brongniart, qui a vécu au rythme des spéculations sur une éventuelle réunion du G5, ce fameux groupe rassemblant les ministres des finances des cinq pays les plus industrialisés. A l'origine, ces grands argentiers devaient se retrouver les 7 et 8 février à Paris argentiers devaient se retrouver les 7 et 8 tevrier à l'artes pour essayer de stabiliser les parités des monnales en eurayant le repli du dollar. En début de semaine, la rémion fut reportée, faute d'unanimité sur la politique à mener. Certains évoquaient même son amulation pure et simple. La réaction ne se fit pas attendre, et, mardi, le dollar des-cendait à nouveau au-dessous des 6 F, entrahant un recul de certaines places financières, dont Paris et Francfort.

Cependant, ces deux replis ne sont pas comparables. A la différence de la France, ce mouvement s'inscrit en RFA dans un contexte de recul général des Bourses allemandes. dans un contexte de recul general des Bourses allemandes, qui, depuis le début de l'année, ont chuté de 16 % à 17 %. Ces marchés sont affectés par la baisse du dollar, qui pénalise lourdement les exportateurs d'outre-Rhin et incite les investisseurs américains à réaliser des plus-values sur leurs achaits antérieurs. Ils out souffert également des prérears acuets auterieurs. Ils out soutiert egalement des pre-visions économiques moins riantes pour 1987. Dès jeudi, à la suite de rumeurs provenant de Tokyo et aunonçant une réunion du G5 avant la fin du mois, le billet vert reprenait de la vigueur, et l'optimisme revenait à Paris.

de la vigueur, et l'optimisme revenant à l'aris.

L'accaimie sur les marchés des changes due à la baisse des taux allemands à la fin de la semaine précédente, et surtout à la diminution spectaculaire du déficit commercial américain, permet à la Bourse de hien démarrer la première séance du mois de février. L'indicateur, landi, progresse en séance de 0,8 %. La confirmation d'un mauvais indice des prix en janvier est estompée par le bilan de la privatisation de Paribas. Cette compagnie financière ne comptera pas moins de 3 millions d'actionnaires. Ce succès

Un marché très heurté

n'est pas saus poser de problèmes à la Rue de Rivoll, qui doit répartir les 14,8 millions de titres proposés.

Alors que M. François-Poucet, président de Paribas, estime que les demandeurs de dix actions, considérés comme prioritaires, recevront «cinq titres au moins», le comme prioritaires, receviont « cmq tures an monts», le ministre de l'économie se montre plus predent. Indiquant que les chiffres circulant sur le nombre de titres servis sont « sans fondement », M. Edouard Balladur ajoute : « Je n'ai pas les chiffres définitifs, je les aurai d'ici hult jours et c'est à partir de là que nons prendrous des décisions ». C'este réduction se remet pas en cause un des autres avan-tages prévus qu'est la distribution d'une action gratuite pour dix détenues pendant au moins dix-huit mois. Seule-ment, il sera procédé à une réduction en proportion des titres servis.

L'impact psychologique de ce succès sur le marché est de courte durée car, des mardi, les valeurs françaises sont à nouveau victimes des troubles monétaires. Pendant deux tués du purquet relèvent alors d'importants courants vendeurs qui, toutefois, sont bien absorbés par le marché. Les Anglo-Saxons procèdent à des dégagements sur Michelin, Pengeot et Thomson CSF. Dans ce contexte de baisse, le dérapage de Skis Rossignol retient également l'attention. Sans doute est-ce une conséquence de la mise en cause par certains membres de l'équipe de France de ski de la qualité de matériel fourni par le fabricant français.

Toutefois, le pessimisme général semble être balayé dès jeudi. L'annouce de l'excédent de la balance des paie-ments en France pour 1986, la perspective d'une réunion

Valeurs diverses

Semaine du 2 au 6 février

du G5, la remontée du dollar, les records successifs de Wall Street et une baisse des trans éventuelle sont antant de facteurs qui entraînent une leausse de 0,8 %, suivie par une consolidation de cette performance le dernier jour de la semaine. Le marché reparle volontiers d'OPA, en citant Saint-Louis Bouchon, par exemple. Mais l'attention reste braquée sur La Redoute. En une seule séance, pas moins de 268 000 titres ont été échangés, représentant environ 20 % du capital. Le mystère demeure sur le on les acquéreurs et sur leurs intentious. Après Cérus et le Printemps qui out démeuti, on citalt, parusi les groupes intéressés, Agache et surtout Carrefour. En revanche, considéré comme pouvant provoquer une OPA jasqu'à ces dernières semaines, le titre Monfinex est un pen délaissé. Il se replie depuis que son président, M. Jean Mannelet, a indiqué que, pour résondre le problème de sa succession, il entendait céder sa participation aux salariés du groupe. Ofida et Caby figure également parmi les titres vedettes en progressant de 12 % jeudi. Les investisseurs accueillent avec intérêt l'amonce de l'ouverture du capital de Maxibill BV, bolding qui détient 36 % de la firme de charcaterie-salaison. Ce holding néerlandais accueillera des financiers français aux côtés du groupe Minaran qui reste majoritaire.

Enfin, cette semaine aura également été marquée par les mémeiostions. Le ministère des finances a désioné le

مكذا من الاحل

Enfin, cette semaine aura également été marquée par les privatisations. Le ministère des finances a désigné la les privatisations. Le ministère des finances a désigné la liste des hanques conseils de gouvernement pour le retour au secteur privé de la BiMP, de la Banque du BTP et du CCF. Il s'agit de la Banque Paribas pour la BIMP, cette dernière prenant pour conseil Indosnez, du CIC Paris pour la Banque du BTP et d'Indosnez assistée par la Morgan Guaranty pour le Crédit commercial de France. Le CCF sera lui-même épaulé par la banque britannique Eleinwort-Rence.

Mais l'assouce la plus importante est celle du prix de TF 1. Elle permet aux divers candidats de boucler leurs projets. Dans le même temps la Générale occidentale a cédé sa fifiale Cogifi à divers institutionnels, dont FUAP, pour 1 miliard de francs. Cet apport de trésorerie lui servira à poursuivre son développement dans le secteur de la communication. Vendredi, on laissait entendre autour de la corbeille que les dirigeants de la Générale occidentale avaient des visées sur la «5»...

6-2-87 Diff.

- 820 - 21 + 26 - 6 + 165 - 28 + 28 - 27

6-2-87 Diff.

105,75

105.75

Bâtiment, travaux publics

105.65

Banques, assurances

CFI
Enrafrance
Hécin (La)
Imm. Pl.-Mencusa

Locafrance Locindus

Midland Bank
OFP
Paris do réese
Précabail

Métallurgie

sociétés d'investissement

6-2-87 Diff.

3 036

UCB 561 - 13

construction mécanique

- 14 - 54 - 97 - 30 - 25 - 20 - 20 - 11 - 25 - 17 - 11 - 42 - 42

BOURSES ÉTRANGÈRES

The second secon

La tendance est demenrée à la hanne à Wall Street, bien que les prises de bénéfice aient contenu l'essor de l'indice dans un marché très actif. L'indice Dow dans un marché très actif. L'indice Dow-Jones des valeurs industrielles a cepen-dent battu son record de la semaine pré-cédente et a franchi, pour la première fois jeudi, la barre des 2 200. Il a ter-miné, vendredi, à 2 186,87, soit un gain de 28,23 points par rapport à la cléture de vendredi demier. Les professionnels attribuent la demande sélective à la pré-diction de plusieurs experts boursiers indiquant que le progression des cours albit se poursaivre parallèlement à une amélioration des bénéfices des entre-prises américaines et à un recal des taux

-

-- Feb.

The Waster of

- Sand Sand Sand Av. Park

The second second

· Water Street

· 但 · · · ·

AT- 1 3% HERE

	Cours 30 janv.	Cours 6 fev.
Alcos	39 9/3	43 1/4
A.T.T. Bosing	247/8 50 1/4	23 7/8 50 1/8
Chese Meshetten Bank Du Post de Nemours	39 3/8 97 3/4	39 7/8 101 3/2
Eastmen Kodek	77 3/4	767/8
Ford	82 3/4 74 5/8	77 1/4
General Electric General Motors	100 1/2 75 1/8	993/4
Goodycar	477/8	50 3/8
LRM.	126 1/2 58 1/2	135 5/8 59 5/8
Mobil Oil	43 7/8 67 3/4	46 68 7/8
Schimberger	36 3/8	39 5/8 38 5/8
U.A.L. Inc.	37 3/4 53 7/8	57 3/4
Union Carbide	25 3/4 23 1/8	26 5/8 24 3/8
Westinghouse Xerox Corp.	63 68 1/8	613/8
warm colly	20 1/0	

LONDRES Envolée spectaculaire

	Count 30 janv.	Cours 6 fevr.
Beecham	487 383	500 409
Brit. Petroleum Charter Courteside	774 329 381	329 391
De Beers (*) Glazo Gr. Univ. Stores	930 12 29/32	976 13 33/64 16
Imp. Chemical Shell	12 9/16 10 55/64	13 35/6 11 15/6
Victors War Loss	23 13/32 449 35 7/8	23 1/2 467 36 5/8

si	450	+	16	
spi rious Dusmult-B	1 187	-	12	1
riers-Chitillen	72.63	+	6.10	1
Dietrich	2 280	+	133	
COM	1 781	-	14 7,36 29,79 11 4	ľ
res Li	253	+	7,30	
urine Wendel	500	+	29,78	
nhoët	1 440	+	11	
ugeot SA	1 259	+	4	
		!-	5,50	3
	3 652	+	5.50	4 4 0
zior	640	÷	3	0
60	536	+	3 20 14,50	n
Jourec	114	*	14,50	

6-2-87 Diff.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)				
Valence	Hame %	Valens	Beisec %	
Rudiotechnique Olida et Cuby Vallouree La Redoube Prinneguz Rober Synthélabo Gayenne Gasc. Prunnolis Emrousa GTM Sodino	+ 24,5 + 15,7 + 14,6 + 12,1 + 10,8 +	Pochuin Berger Monificer Lockader Befip Thouson CSF Cx. F. do FF: Griscogne Carrelour Esso Docks de Fr. Inno. Monceau	- 14 - 99 - 79 - 74 - 74 - 67 - 67 - 53 - 49	

BONS DU TRÉSOR

Séance du 6 février 1987				
Baldenan		Pies tes	Comes receipes- rations	caps]
Mars 87 .	52,20	92,17	92,28	+ 0,15
John 87				+ 0,03
Sept. 87	92,35	92,33	92,35	+ 0,87
Déc. 87	92,33	92,33	92,35	+ 0,05

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)			
	Nhre de titres	Val. en cup. (F)	
a Redoute engect SA dichelin B afarge Coppée Moët Hennesy	427 852 124 167 192 032	794 288 111 537 353 802 369 339 848 283 917 275 263 313 105	
is du Midi Inomson CSF He des Esux Isint-Gobain	155 007 154 732 575 118	244 943 726 235 072 842 221 775 058 220 273 891	
LF Aquitaine Largeurs SA	549 632	217 888 855 188 569 305 153 807 704	

NEW-YORK

Tendance à la hausse

prises américaines et à un recul des taux. d'intérêt.

1			
		Cours 30 janv.	Cours 6 fév.
۱	Alcos	39 9/3	43 1/4
1	A.T.T	247/8	237/
1	Boeing Chase Meshattan Bank	50 1/4	50 1/1
	Chese Mesherous sens	39 3/8	39 7/1 101 3/1
Н	Du Pret de Nemours		767/
	Sastmen Kodek	77 3/4 82 3/4	84
ı	Ford	74 5/8	77 2/4
	General Electric	100 1/2	99 3/
П	General Motors		76 1/1
П	Goodycar	477/8	50 3/1
П	LRM		135 5/1
П	LT.T.		59 5/1
Н	Mobil Oil	43 7/8	46
П	Pfizzr	67 3/4	68 7/1
П	Schimberger	36 3/8	39 5/1
H	Texaco	37 3/4	38 5/
Н	UAL ISC		57 3/4
П	Union Carbide	25 3/4	26 5/1
Н	U.S. Steel	23 1/8	24 3/4
П	Westinghouse	63	61.3/
1	Xerex Corp	68 1/8	68 1/
- 1			

L'essor des valeurs s'est accentate cette semaine au Stock Exchange, qui, à l'instar de Wall Street, a careginiré presque quotidiennement de nouvezux somvaleurs a franchi pour la première fois la harre de 1 500 poists pour ciôturer ven-dredi à 1 508,9 contre 1 441 le 30 janvier. Les Fonds d'Etat progressent à 86,24 (contre 85,31) et les Mines d'or terminent à 319,3 (contre 321,8).

(*) En dollars.

FRANCFORT Léger redressement

Les marchés des actions sont restés faibles en RFA du 2 au 6 lévrier, même rappes en RFA da 2 au 6 revner, même si un léger redressement s'est amorcé au cours de ces deux dermers jours. Par rapport au 30 janvier, l'indice de la Commerzbank a néanmoins perdu plus de 68 points pour tomber à 1 739,6 ven-

•	Cours 30 janv.	Comes 6 fev.
ABG	299	289,50
BASF :	250,36	249,30
Beyer	273	288
Commorzbank	293	275.50
Deutschebank	745,50	G99
Hoechst	239.80	246.50
Karstadt	464	430
Mannesman	153.50	151.86
Siemens	678	655
Volkswagen	353	341

TOKYO Quelques revers

La Bourse de Tokyo a subi que La Bourse de Tokyo a subi quelques revers cette semaine. L'indice Nikkel a terminé à 19668,83 yens, reculant au 19668,83 yens, reculant au total de 339,52 yens, reculent an total de 339,52 yens, alors que la semaine précédente il avait progressé de 306,98 yens en franchissant le seuil des 2000 yens. L'indice général a également recalé de 27,24 points, cibturant à 1722,19 vendredi.

	Cours 30 jan.	Cause 6 fev.
Alast	371	390
Bridgestone	793	672
Canon	921	915
Fuji Bank	2 779	2 630
Honda Motors	1 320	1 360
Matsushita Electric	1850	1 900
Mitsubishi Heavy	515	\$15
Sony Corp	3 8 28	3 130
Toyota Motors	1830	1 840

	Cours 30 janv.	L'Oi Cours
Or fin Odio en barrei	79 000	80 60
- (Idio en Engot)	79 800	80 80
Place française (20 fr.)	519	52
© Pièce françaies (101 _{c.)} Pièce saisse (20 fr.)	395	. 36
Place lettine (20 fr.)	842	54
Place tenisienue (20/r.)	476	47
Socretain	796	46
Sourcerain Etrahect. II	585	61
Demi-source	325	32
Pace de 20 dollers	3 020	3 06
- 10 dollars	1 552	158
- δ dollars	880	901
- 80 peecs	3 215	3 19
- 20 merts	680	. 600
~ 10 ffortes	490	400
- Growbias :	940	5-94

Produits chimiques		Pétroles	
	6-2-87	Diff.	-
Inst. Mérieux Labo, Bell. Ronszel UC BASF BASF Hoechst Imp. Chemie Nosk Hydro	4 750 2 030 1 654 824 940 817 129,50 129,80	+ 160 + 50 + 56 - 31 + 15 + 17 + 10,78 + 9,20	Elf-Aquitaine Esso Exton Francarep Petrofine Pétroles B.P. Primagaz Riffinage Royal Dutch

Filatures, textiles, magasins

322 - 8 1 501 - 34 148,50 - 6,50 689 + 67 162,80 - 0,90 412 + 6 464,80 + 9,80 Mines, caoutchouc, outre-mer

Otto C HICH		
	6-2-87	Diff.
Géophysique Imétai INCO Michelin	340 98 87,80 2 915	+ 13 - 1,76 + 10,36 - 85
Min. Penarroya RTZ ZCI	55,15 71,40 1,12	- 2,35 + 3,36 + 0,01

6-2-87 Diff.

474 526 322

353,40 + 13,50

- 14 + 28 - 8

Initiés de tous les pays...

New-York, Londres, Tokyo. Ouvertes aux quatre vents de la déréglementation et des batailles boursières, les grandes capitales de la finance seraient-elles investies par une «internationale des initiés» (1), délinquants respectés, avec comme idéal l'argent, mai acquis de préfé-rence?

Les mini-scandales qui ont, cette semaine encore, secoué les marchés incitent à s'interroger. A tout seigneur tout honneur, Ivan Boesky, alias « Money Machine », ou « Ivan le Terrible », n'a pas fini d'étonner. Condamné en novemd'étonner. Condamne en novem-bre dernier à payer une amende de 100 millions de dollars pour usage d'informations comfiden-tielles lors de prises de contrôle de sociétés, le voilà de nouveeu soupçonné d'avoir tiré des profits illégaux sur d'autres opérations de rachat de firmes, avec des responsables de la banque ham Lambert.

Ensemble, ils se seraient secrètement entendus pour dissimuler l'achet de gros paquets d'actions, puis se partager les profits de la transaction, dans le profes de la dallection, calle le plus profesion des règle-ments. Boesky aurait de surcrôt servi d'intermédiaire à Drexel servi d'intermédiaire à Drexel dans le rachat de titres, masquant de la société visée l'identité de l'acheteur. Or la loi américaine prévoit qu'un investisseur détenant plus de 5 % du capital boursier d'une société doit le déclarer à la commission de contrôle (SEC). Drexel aurait enfin agi dans le même sens pour le compte de Boeeky. Entre intiés, il faut bien s'entraider...

bles. Alors que le London Stock Exchange annonçait, le mercredi 4 février, son intention de coter britarniques, un projet qui ferait de lui la principale Bourse de valeurs internationales du monde, la City était saisie d'un malaise préoccupant. Déjà affai-blie par l'affaire Guinness (opération d'initié dont se sont rendus coupables les dirigeants de la coupanes as cargeants de la firme et ceux de la banque Mor-gan Greenfell lors de la prise de contrôle du groupe Distillers), elle a été gagnée par une rumeur alarmante. La grande banque commerciale Standard Chartered commerciale Standard Chartered a baissé de 5 % en début de samaine, les investisseurs crai-dentielles à leur profit.

gnant l'ouverture d'une enquête officielle sur l'échec de l'OPA hostile lancée sur elle l'été dernier par la Lloyds Bank. (Cette enquête a été effectivement d'Angleterre.)

La Chartered aurait mis une centaine de millions de livres à la disposition de plusieurs finan-ciers d'Extrême-Orient, dont le banquier malais Tan Sri Khoo, pour qu'ils la soutiennent dans sa lutte face à la Lloyds. La loi toute société de procéder, direc-tement ou indirectement, à l'achat de ses propres titres...

Les enfants du Big Bang sont décidément terribles. Dépassés par les événements, quelques agents de l'Etat n'en passent pas moins, le cas échéant, pour leurs organisateurs. Ainsi un fonction-naire de l'Office of Fair Trading, — un bureau public chargé de veiller au respect de la réglemen-tation des sociétés — est-il soup-

çonné de délit d'initié... A Tokyo, c'est la plus grande firme de courtage japonaise, Nomura (présente aussi dans la City), qui a été condamnée à payer 17 millions de yens. Motif de l'amende : un de ses agents aurait disposé des titres d'un client indien sans son autorisa-tion (en 1984), lui occasionnant une perte de 53 millions de yens. Alors que Nomura a décidé de se pourvoir en appel, la « victime » a produit su procès un enregis-trement des conversations téléphoniques avec l'agent de la firme, où celui-ci s'excuse d'avoir cédé ses actions sans son

accord. Valeur, mais poli...
Ce type d'affaires risque de devenir monnaie courante sur les marchés financiers, qui ne connaissent plus de frontières territoriales, temporalles (cotations continues) et techniques (transactions par écran). Une contrôleurs, devrait se constituer au plus vite pour rattraper le mouvement qui s'étend. La tâche sera rude. Les pénalistes ne disent-ils pas que le droit a tou-jours un train de retard sur le délinquant ?

services publics 6-2-87 Diff.

Matériel électrique

Alimentation

Béghin-Say

Bongrain

BSN

Carrefour

Cusino

Euromarché

Nestlé Occidentale (Gle)

Auxil d'entrepe....

Bouygnes
Ciments Français
Dumez
GTM
J. Lefebvre

Accor	535	-	_2	-	6-2	-87	Г	Dif	f.
Agence Havas			30			_	~		_
Arjomari			bck.	Alcatei	2 22			26	
Bic	754	I -	6	Aisthon-Atlantique .			+	4	,
Bis	1 590	 -	33	Crouzet	33	7	i-		,
	1 330	+	14	Générale des Esux	1 43	2	I–	18	
Club Méditerrance	665		beck.	IBM	85	12	۱+	74	
	3 500		50	Intertocimique			l٠	56	•
Europe 1	925		29	ITT	37		ı.		12
Hachette			21	Legrand			Ŀ	120	
				Lyonmise des Enux .	3 44		-		Ė
L'Air liquide							ľ		
L'Oréal	3 852	-	83		2 25		1-	10	,
Navigation Mixte			29		2 57		1-	31	
Nord-Est	201,80	1	inch.	Moteurs Leroy-Somer	93	17	I-		
Presses Cité	3 170	+	71	Moulinex		9,25	1-		1,7
Saint-Gobain		1+	2	PM Labinal	81		1+	2	•
Senofi		Ŀ	7	Radiotechnique	1 3	15		27	5
		I_	59	Schlumberger	2	=	14	27	
Skis Rossignol	3 401	드	39		8	2	ш	18	7
							1*	134	
Valoure à rona	on fire			Siemes	221	U	-	239	

Vale	urs à r	evenu	fixe
	rdexé		

	6-2-87	Diff.	
1/2% 1973	1 527 7 900	-	46 85
7 % 1973 10,30 % 1975	101,30	÷	0,05
PME 10,6 % 1976 1,80 % 1977	101,88 122,70	-	0,22 1,37
10 % 1978 0,80 % 1978		+	9,85 9,85
% 1979 10.80 % 1979	99,95 164,45		0,85
13,80 % 1980 16,75 % 1981	103,25 104,36	+	0,14
16,20 % 1982 16 % 1982	117,65 118,45	=	0,15 0,85
15,75 % 1982 CNE 3 %	114.49	=	9,40
CNB bq. 5 000 F	101,49		0,10
CNB Paribas 5 000 F CNB Suez 5 000 F .	191,45	-	0,75
CNI 5 000 F	101,45	Ξ.	0,15

Mines d'or, diamants

	6-2-87	Diff.		
Anglo-American 1) Amgold 2) Buf. Gold M. De Beers Drief. Coms. Gencor Gold Field	84,30 72	+ 4,70 + 2,20 + 4		
Harmony 4) Randfontein 3) Saint-Helena Western Deep	73,05 586 84,40 249	+ 1,90 + 2,55 + 17,40 + 4,50		

(2) Coupon 10,60.

Dernier

(3) Coupon 19. (4) Coupon 6,55.		SGE-SB		96,40	- 0,60			
Nationnel 1	_	MATIF	ontono du	R Elevis				
COURS	0 101 - 00(1)	- Cotation en pourcantage du 6 février ÉCHÉANCES						
	Févr. 87	Mars 87	Juin 87	Se	pt. 87			
ier	-	105,95	105,90	10	95,80			
hant	-	106	106	10	06			
hes	_	105.65	105.65	10	05.65			

105.65

Nombre de contrats : 21 860,							
LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)							
	2 février	3 février	4 février	5 février	6 février		
RM	1 478 166	1730728	1 865 456	2023251	2443 605		
R. et obl Actions	6039 901 272 163	7 333 823 454 591	9 227 010 1 269 107	8 936 213 1 299 682	10 700 431 273 522		
Total	7790230	9519142	12361 573	12 259 146	13417558		
INDICE	S QUOTID	TENS (INSI	EE base 100.	31 décembr	re 1986)		
Françaises Étrangères		104,5 99,6	102,7 99,6	103,6 100,8			
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1986)							
Tendance .	107,7	106,8	105	106	106,3		
(base 100, 31 décembre 1981)							
Indice gén.	421,5	420,7	413,9	416,3	418,4		

the second of the second

tiatis to beboness

the point of high right.

1977

William College TENT OF BUILDING

the state of the same

18 78 18 HIS 41 (1777)

AND THE PROPERTY.

がなかった。 なは難

the street of the state of the

1. 1912年 - 1. 1912年

10 12 12 12

100 7 2 4 24

الشبيان وأراري

1000

 $z \leq (\omega \cdot \mu)^{1-\mu N}$

445 ST#E

The state of the state of

医轻 無 無

Les Anglais des classes sociales dites moyennes et inférieures ont une prédilection pour les « swaps ».
Le jeu consiste pour un homme ou un femme fatigue de son partenaire sexuel, autant quotidies qu'officiel, l'échanger contre celui du voisin. un femme fatigué de son partenare sexuel, autant quotidien qu'officiel, de l'échanger contre celui du voisin. La presse populaire est remplie de ce genre d'exercices parce que le coût s'en révête minimal et l'avan-To the same of the same

Il n'en va pas de même sur l'euro-marché. Les «swaps», qui consis-tent pour un emprunteur à échanger tent pour un emprunteur a conanger une dette contre une autre de nature différente, sont devenus de plus en plus onérent Cela, joint à l'insatia-ble appétit du marché pour les ble appétit du marche pour signatures à caractère souverain, a en récemment pour effet de réduire considérablement l'écart entre le des euro-fimissions de pays considérablement l'écart entre se cofft des euro-émissions de pays comme la Suède ou d'entités supranationales, telle la Banque mondiale, et le rendement des emprunts de même durée du Trésor américain.

Cet écart est maintenant revenu

Cet écart est maintenant revenu aux environs de 25 à 30 points de base pour ces deux emprunteurs. La Belgique et l'Autriche, qui en janvier avaient lancé des euro-émissions sur la base de rendements de 86 et 67 points plus élevés que le pepier à même échéance du gouvernement des Etats-Unis, se traitent sur le des Etats-Unus, se marché secondaire à des prix équivalant à des rendements respectifs qui ne sont plus supérieurs que de 60 et 40 points de base aux obligations du Trésor des Etats-Unis.

Le geste de la Bandesbank

soit sorti avec un coupon de seulement 5,75 %, alors qu'on attendait 6 %, montre la volonte de la Buadesbank de faire un geste (lire cidessou). Elle aurait pu tout aussi bien abaisser, début janvier, le

pied, l'écart est condamné à se réduire davantage. Les agences françaises qui bénéficient de la garantie de la République, et qui, il y a encore peu, euro-empruntajent y a encore peu, euro-empruntajent en dollars sur cinq ans, à des cofits de l'ordre de 50 points de base plus élevés que les rendements du papier du Trésor américain, peuvent anjourd'hui ambitionner de ne plus paper que 20 points de la plus parer que 20 plus plus parer que 20 p payer que 30 points de plus. L'important est de réaliser que le phénomène actuel n'est pas temporaire, mais s'inscrit dans un puissant courant de baisse alimenté par deux éléments : la recherche de papier de qualité et la nécessité de réaliser des « swapa » appropriés pour les émet-

Dans ce domaine, celui réalisé cette semaine par la Tokyo Electric Company est à souligner. L'ensemble repose sur une euro-émission de la part du débiteur nippon de 300 millions de deutschemarks dont la deutsche alle deutsche de la durée s'étendra sur dix ans. Offerte à un prix de 100,625 sur un coupon annuel de 6 %, elle a comm un grand succès. En fin de semaine, alle se traitait avec une décote de seulement 1-0,75, alors que la com-mission totale est de 3 % pour les banques allemandes (2,50 % pour les autres) et que celle pour récompenser l'effort de vente est de 1,50 %. Le produit, en deutsche-marks, sera dans un premier temps échangé (« swapé ») contre des dol-lars américains à taux variable, puis contre des dollars à taux d'intérêt fixe, et ces derniers, enfin, contre des yens à taux fixe.

Le secteur du marché international des capitaux libellé en denschemirks est très ferme. Néanmoins, de tiques sur les raisons qui sont à l'origine de la performance quasi phéno-ménale réalisée par Tokyo Electric. Les maisons japonaises n'out à ce jour pas encore été autorisées par leur autorité de tutelle (le puissant MoF, Ministry of Finance) à diriger des euro-émissions en deutschemarks. Cet ostracisme va bientôt disparatire. Mais, pour convaincre encore davantage Tokyo d'abandon-ner une interdiction frustrante, les maisons nippones estiment qu'elles doivent auparavant faire tout ce qui Comme dans le même temps, les est en leur pouvoir pour démontrer à quel point le marché du deutsche-transactions sont structurées sont de mark est favorable pour les débi-plus en plus difficiles à mettre sur teurs de l'Empire du Soleil-Levant.

Le seul fait que l'emprent de des projections défavorables des économistes munichols. Ceux-ci, dont dix ans lancé cette semaine per la République fédérale d'Allemanne prévaient une confesse une confesse des projections défavorables des économistes munichols. Ceux-ci, dont l'influence est grande outre-Rhin, prévaient une confesse des focusers des facts des focus des projections défavorables des économistes munichols. Ceux-ci, dont l'influence est grande outre-Rhin, prévaient une confesse des focus des projections défavorables des économistes munichols. Ceux-ci, dont l'influence est grande outre-Rhin, prévaient une confesse des focus de prévoient une croissance limitée en Allemagne cette année. Le fait que les Bourses allemandes aient perdu 15 % à 17 % depuis le début de l'année, alors que, dans le même temps, New-York, Tokyo et Londres ne cessaient de battre des records de nauses, corrobore les vues muni-choises et rend plus compréhensible la décision de la Bundesbank de se

français, qui ne penvent avoir recours à leur propre marché, parce que les taux d'intérêt y demeurent trop élevés, continuent aussi à pratiquer les - swaps ». Le Crédit national, pour ne citer que lui, invite actuellement les eurobanques à lui soumettre des offres qui lui permettraient, au travers d'une euro-émission de 100 millions d'ECU, d'échanger le produit levé dans la devise de la CEE contre des francs français à taux d'intérêt variable.

Le marché de l'euro-yen reste lui aussi actif et très bien orienté. Une baisse des taux d'intérêt à court terme japonais continue d'être anti-cipée dans la foulée d'une réunion du groupe des Cinq encore à venir. Deux français, EDF et Crédit agri-cole, l'ont sollicité avec bonheur cette semaine, chacun d'eux avec 20 milliards de yens, accompagnée d'un coupon annuel de 5,125 %. La seule différence est que celle d'EDF, qui est garantie par la République française, sera émise à un prix de 101,625, tandis que celle du Crédit agricole, qui ne bénéficie pas de l'ombrelle tutélaire de l'Etat franration du Crédit agricole se dissi-mule un «swap» qui procurera à la Banque française des dollars à taux variable. En revanche, la transaction d'EDF, étant destinée à consolider à un cost plus avantageux un eurocré-

dit antérieur, ne sera pas « swapée ».

Le secteur de l'ECU demeurant également optimiste, de même que celui du sterling, c'est, en fin de compte, le marché des euro-émissions en français qui reste à la traîne. Tiré vers le bas per un marché intérieur où les taux d'intérêt sont beaucoup trop hauts, le sectour de l'eurofranc hexagonal reste morose. Conscient de cette situation, le Comité du marché de l'euro-franc français a, sous la prési-dence du Trésor, décidé lundi soir d'un calendrier d'emprunts nouveanx ce mois-ci autant précautionneux que flexible.

Pour la première fois, les banques seront autorisées à solliciter le mar-ché de l'eurofranc. Sons le truchement d'opérations à taux variables, l'imanguration devrait en revenir à deux établissements japonais, la Bank of Tokyo, sous la direction vraisemblable d'Indosuez, et l'Industrial Bank of Japan, sous l'égide de la BNP. En outre, une entité publique française, non encore désignée, pourrait, si les conditions de marché le permettent, s'adresser à un secteur qui u'a malheureusement d'intérêt que pour les investisseurs de l'Hexagone. Le Trésor français n'étant pas friand de «swaps», aucun n'est officiellement attaché aux deux transactions nippones. Mais chacun sait que les Japonais premnent parfois avec la vérité les mêmes libertés que les discrets sur ce chapitre.

CHRISTOPHER HUGHES.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 6 FEVRER (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 6 l'évrier, 4,0026 F contre 3,9746 F

LES DEVISES ET L'OR

Net sursaut du dollar

Surotisa! Au cours d'une semaine à nouveau très nerveuse, le doller a plus que confirmé sa bratale remon-tée de la veille du week-end dernier, revenant à plus de 1,85 DM et de 154 yens, froiant les 6,20 F à Paris.

Rappelons les événements ; ven-dredi 30 janvier, à 14 h 30 heure curopéenne, l'annonce d'une diminu-tion inattendue du déficit commercial américain, ramené de 19,2 milliards de dollars en novembre à 10,7 milliards de dollars en décembre, alors que tout le monde tablait sur 14 à 22 milliards, faisait bondir le billet vert de 1,81 DM à 1,84 DM (1,8350 DM en clôture, et non pas 1,9350 DM, comme une fâcheuse coquille typographique nous l'a fait scrire la semaine dernière). A Paris, la devise américaine montait jusqu'à 6,12 F, pour terminer à 6,10 F.

C'était la - divine surprise -, tempérée de scepticisme sur la perce de scepticisme sur la confiance à accorder aux chiffres, puisque le déficit de novembre était révisé à 15,4 milliards de dollars contre 19,2 milliards, tandis que celui de décembre pouvait également être révisé (an parlait déjà de 13,5 milliards de dollars).

13,5 milliards de dollars).

Effectivement, pendant les deux premiers jours de la semaine, le scepticisme reprit le dessus, avec un dollar retombant an-dessous de 1,80 DM (1,79 DM), de 152 yens et de 6 francs à Paris, le billet vert touchant même, à New-York, 5,95 francs. Etait-ce l'inévitable rechute? Non point! Dès le mercredi, sur la publication d'indicateurs économiques meilleurs que prévu aux Etats-Unis, bien que sujets à contestation (la mise en sujets à contestation (la mise en application de la réforme fiscale américaine le 1º janvier 1987 a pu provoquer des anticipations en décembre), le dollar se raffermis-

Le lendemain, la hausse se pour-suivait en raison de la persistance de protectionniste d'un Congrès désorrumeurs sur une réanion du fameux G 5, le groupe des cinq pays les plus industrialisés du monde, prévue initialement pour les 6-7 février, puis retardée, disait-on, pour laisser aux partenaires le soin de s'expliquer,

dans le climat bien connu de « franche camaraderie , qui, dans les pays de l'Est, désigne les échanges de propos vigoureux. Par ailleurs, le mark se révélait nettement moins robuste, les perspectives de l'écopomie allemande

moins brillantes que l'on ne l'escomptait encore au début de janvier : chômage accru, croissance réduite, exportations sur les États-Unis rendues moins faciles par la hausse du dollar, etc. Les petites désillusions, conjuguées avec la baisse des taux allemands, facili-taient la remontée du dollar, qui s'accentuait le vendredi sur la rumeur, répendue par un journal japonais, selon laquelle le président Reagan, le secrétaire au Trésor amé-ricain, M. James Baker, et le prési-dent de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, étaient tombés d'accord pour estimer qu'une nouvelle baisse du dollar serait dangereuse pour les Etats-Unis (reprise éventuelle de l'inflation, perte de confiance des prêteurs étrangers, etc.). C'étair

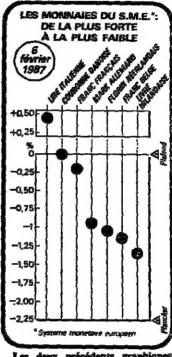
pour 1987 se montrant nettement

cut-être beaucoup s'avancer. Certes, M. Volcker, en début de semaine, avait publiquement exprimé ce sentiment mais ce n'était pas la première fois, et on se lasse des Cassandre. Mais, jusqu'à pré-sent, la Maison Blanche s'est toujours refusé à fixer nettement un plancher pour les parités du dollar, dont elle utilise la baisse pour

mais à majorité démocrate. En tout cas, la remontée du dollar

par rapport à un mark un peu moins fort a fait des heureux à Paris, où le cours de la devise allemande est retombé à 3,33 F et même, quelque temps, à 3,3290 F. pour la première fois depuis le réaménagement du système monétaire européen, le 12 janvier dernier. La Banque de récupérer une très petite quantité de devises qu'elle 2 perdues depuis l'automne, pratiquement l'équiva-lent, dit-on, de ce qu'elle avait engrangé au lendemain de la déva-luation du franc, le 6 avril dernier à Ostmarsum, soit de 50 à 60 milliards de francs. A quelque chose malheur est bon : ces sorties ont contribué à ralentir la croissance de la masse monétaire française - 0.6 % en décembre et + 4.6 % sur l'année 1986, à l'intérieur de la fourchette officielle de 3 % à 5 %. Voils au moins un avantage sur les Allemands, dont la masse a explosé, en raison sans doute de l'afflux excessif

FRANÇOIS RENARD.



Les deux précédents graphiques (le Monde daté 25-26 janvier et 1°-2 février) avaient été établis sur la base de l'aucience grille d'avant le réajustict monétaire du 12 janvier 1987. C'est posseguoi le franc s'y trouvait sudescons du « plancher ». A partir de cette semaine, les calculs sout, comme il se doit, établés (par une grande hen-que de la place) sur la base de la nou-velle grille de parité.

niveau de ses taux a moyen terme. Si elle a choisi de le faire cette la décision de la Bundesbank de se semaine, c'est qu'elle a peut-être été influencée par la publication, lundi, taux d'intérêt. arracheurs de dents. Soyons donc

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE Sœur Anne, ne vois-tu rien venir?

"Je ne vois que la route qui pou-droie et le soleil qui flamboie. » Ainsi répondait sœur Anne à l'épouse infortunée de Barbe-Bleue, qui, promise à une mort certaine, attendait désespérément la venue salvatrice de ses frères bien-aimes.

Comme cette pauvre épouse, les opérateurs du marché monétaire et obligataire français attendent, non pas leurs frères mais bien une baisse des taux à court terme, si désirée depuis des semaines avec tant de déceptions.

A la veille du week-end dernier, pourtant, le repli de 3,80 % à 3 %, du taux interbancaire allemand et, surtout, la forte remontée du dollar, après l'annonce d'une diminution spectaculaire du déficit commercial spectaculaire du déficit commercial des Etais-Unis en décembre, fai-saient passer sur le marché un fré-missement d'espoir. Le MATIF en remontait d'un point entier, pour s'établir à 106,55.

s'établir à 106,55.
Lundi, hélas! c'était la rechute, en liaison avec ceile (passagère) du dollar, qui, après sa remontée audesses de 6 F, retombait à 5,95 F mardi, entraînant le MATIF à 105: retour à la case départ. Par ailleurs, le cours du mark à Paris se raffermissait très horignement, pour missait, très logiquement, pour « l'enreter » avec les 3,34 F, et, non moins logiquement, le loyer de l'argent au jour le jour à Paris s'élevait à près de 8 1/2 %. Désespérant A partir du milieu de la semaine, néanmoins, le raffermissement du dollar, et donc du franc, par rapport au mark détendait un peu l'atmo-sphère, avec un taux au jour le jour se rapprochant de 8%, pour même retomber légèrement au-dessous vendredi, à 7 15/16%. Il est vrai que le doilar caracolait alors à près de 6,20 F, et le franc se portait mieux.

En outre, la fameuse adjudication de bons du Trésor américains, pour 29 milliards de dollars, tant redon-

tée la semaine précédente, puisque la chute du dollar pouvait effrayer les souscripteurs japonais, s'était fort bien déroulée. Les Nippous avaient souscrit, notamment, de 30% à 40% des 9 milliards de doilars de la tranche à trente aus et 20% des 9,75 milliards de la tranche à dix ans. Du coup, une petite brisc d'optimisme prudent s'est misc à souffler sur Paris en fin de semaine, avec an MATIF à 105,65 sur l'échéance mars et presque autant sur les échéances juin et septembre. Bien que la Banque de France ait renouvelé son tank de 8% pour son adjudication du jeudi 3 février, sur adjudication du jeudi 5 février, sur effets de première catégorie, le marché espère, à nouveau, qu'elle «fera un geste» la semaine prochaine, soit sur ses pensions à sept jours, toujours fixées à 8 3/4%, soit sur adjudication.

dication.

En Allemagne, la Bundesbank, qui, à la fin de la semaine précédente, s'était refusée à éponger les liquidités par placements de bons du Trésor, ain de faire baisser les taux, a réagi. Elle avait voulu voir jusqu'où baisserait le loyer de l'argent entre banques, et elle a vu : 3 %, c'était trop bas. Aussi, une bonne prise en peusion, cette bonne prise en pension, cette semaine, à 3,80 %, a rétabli les taux à ce niveau, objectif officiellement fixé lors de la réduction des taux d'escompte le 22 janvier dernier. Mais la « Buba » a donné un nou-veau signe au marché en émettant un emprunt fédéral à 5,75 %, en baisse de 0.15 %, de sorte qu'outre-Rhin les milieux financiers, qui pré-voyaient, au début de l'année, une hausse incluctable des taux courts et longs, out change d'avis, tout au moins pour l'immédiat, réservant leurs pronostics en oc qui concerne la fin de l'année.

Sur le marché obligataire pari-

guère varié en fin de semaine (8,92 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 9,11 % pour ceux de deux à sept ans et 9,96 % sur ceux du secteur public), l'événement a été l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT) pour 9,8 milliards de france, avec up pour 9,8 milliards de france. avec une innovation spectaculaire: pour la première fois, le Trésor a emis un emprunt à vingt-cinq ans (échéance en l'an 2012), à l'image des emprunts américains de même geure, comme le fameux 2016, qua-lifié de « bellwether » (indicateur d'alarme de température). La tranche à vingt-cinq ans, émise pour 3,1 milliards, a été bien souscrite, essentiellement par des compagnes d'assurances et, dit-on, par le Crédit agricole pour plus de 1 milliard de francs. Une tranche à sept ans, de 1,7 milliard de franca, a trouvé pre-neur à un taux moyen de 9,15 %, en nette hausse sur les 8,90 % du mois dernier, tandis que le Trésor donnait la priorité à la tranche la plus avan-tageuse pour lui, du moins dans l'immédiat, celle à taux variable, pour 5 milliards de francs.

Le marché, un peu désorienté au départ (les taux étaient moins élevés que ne le craignaient les pessimistes et plus bauts que ne l'espéraient les optimistes), a finalement bien réagi. la tranche à sept aus se négociant au-dessus de son prix d'adjudication. Signalons, enfin, qu'il a été attri-bué, jeudi, 870 millions de francs d'OAT aux spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) lors des soumissions . non compétitives » qui leur étaient réservées, surtout sur la tranche à sept ans, au prix moyen pondéré, ce qui a porté à 10,67 milliards le total de l'adjudication de février

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Les non-ferreux sous emprise monétaire

Alors que l'année 1986 s'est achevée sur un bilan désestreux — à l'excepcion du plomb — pour les métaux non ferreux, avec des chutes de cours variant de 15% à 30% suivant les produits, 1987 s'ouvre dans un climat de morosité encore accru. Au ralentissement de la consommation, lié à la fois à une croissance affaiblie et à un usage moins grand de matières premières minérales par les économies industrielles, s'ajoute anjourd'hui l'emprise grandissente anjourd'hui l'emprise grandissente des phénomènes monétaires.

Par la voix de son président, M. Pierre Gerin-Jean, la lédération des minerais et métaux non ferreux a mis l'accent, le 6 février, sur les graves perturbations causées à son secteur par l'évolution beurtée des secteur par l'évolution heurtée des parités monétaires. Facturées en dol-lars, les matières premières dont les coûts de production sont libellés en franc, en mark ou en yen rapportent anjourd'hui des sommes quasi déri-soires aux industries française, alle-mande ou japonaise, tellement le bil-let vert à perdu du terrain face aux devises envonéennes et niverse devises européennes et nippone depuis un an et demi. L'adage connu

PRODUITS	COURS DU 6-2
Cairre la. g. (Locks)	906 (+ 8)
Trois mois	Livres/tonne
Alambinium (Ludius)	810,5 (+ 19)
Trois mais	Livres/toune
Nickel (Louiss)	2 425 (+ 33)
Trois mois	Livres/tumes
Sucre (Pink)	1 234 (~ 6)
Mace	Franca/touse
Café (Loshes)	1 505 (~ 30)
Mars	Livres/toons
Cacao (Nor-Yest)	1 839 (+ 19)
Mars	Dollars/toppe
Baé (Chicago)	228 (- 0,25)
Mers	Ccuts/boisseeu
Mals (Chings)	154,75 (- 2,25)
Mars	Costs/boissests
Soja (Chicap)	145,50 (+ 1,30)
Mara	Dollars/t. courte

Le chiffre entre parembèses indique la

Les experts anglo-saxons expli-quaient, il y a peu, qu'un recul de 10% du dollar devalt s'accompa-gner, au bout d'un an, d'un enchérissement presque équivalent des prix des produits exprimés en monnaie américaine. Mais au contraire, le dollar et les cours dégringolent de concert, la chute du premier semblant même accélérer celle des biant meme accelerer celle des seconds. Phénomène plus grave, des pays producteurs comme le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud, le Chili ou le Pérou pratiquent une politique de dévaluation accélérée de leur propre monnaie face au dollar pour maintenir la compétitivité de leur industrie, explique M. Gerin-lean. Ils font ainsi neser une lourde Jean. Ils font ainsi peser une lourde menace sur le secteur européen des anon ferreux . Le constat est frap-

Entre juin 1985 et octobre 1986, période de revalorisation des mon-naies de la Communauté et du yen face au dollar, le peso mexicain a cédé 70% sur le billet vert, le cruzeiro (devenu cruzado entretemps), brésilien 63%, le peso chilien 22%, le sole péruvien 31%. Ces dévaluations compétitives ne sont pas uniquement le fait des pays du tiers-monde. Sur le période allant de 1976 au 31 janvier 1987, le dollar canadien a reculé de 18,2%, le dol-lar australien de 31,1% et le rand sud-africain de 27,7% par rapport

Compte tenu de ces situations très différenciées, les producteurs out ressenti de façon très inégale la chute des cours des métaux. Ainsi. entre 1977 et janvier dernier, le prix du zinc a-t-il diminué de 2,5% en monnaie australienne, mais de 35% en franc! . On a vu des firmes canadiennes ou sud-africaines redevenir bénéficiaires grâce à ce jeu des devises», observe M. Gerin-Jean.

Concrètement, la chute du rang a dopé les producteurs sud-africains d'or mais aussi de manganèse et de ferromanganèse, au détriment des industries de la zone franc (y compris le Gabon). «Le balancier est

selon lequel • les prix montent dans la monnate qui baisse • est de sur-croît périmé.

Les experts anglo-saxons expliencouragée. Soucieux de maintenir l'emploi, de se procurer des devises ou des ressources fiscales, plus que de rémunérer le capital investi, nombre de producteurs maintiennent en l'état des capacités excédentaires, sauvées par l'artifice monétaire.

Comme stratégie de défense, voire de survie, M. Gerin-Jean prône pour le secteur national une suppres-sion des distorsions - devenues insupportables quand la concurrence s'exacerbe », comme le poids de la taxe professionnelle (10 % de la masse salariale, contre 0.5 % en RFA) et des retraités des mines (chauffage, logement). Outre un engagement plus net des pouvoirs publics dans la recherche, il préconise - à l'échelon communautaire cette fois - un renforcement des procédures antidumping, qui n'ont jamais jusqu'ici empêché des ventes massives de nickel soviétique ou de ferrosilicium norvégien à des prix

manifestement trop bas. Ce sont là autant de propositions qui ne doivent pas soustraire l'industrie européeane de son premier impératif: une modernisation qui passe probablement par un élagage des branches les plus affaiblies. Mais qui est prêt à ce sacrifice ?

ERIC FOTTORINO.



grice à un code personnel et secret. 3615 TAPEZ LESSONDE

ÉTRANGER

- 3 Liban : le sort des otages. 4 Grande-Bretagne : le conflit dans la presse.
- Espagne : les manifestations étudiantes. 5 Nicaragua : six partis
- d'opposition réclement un cessez-le-feu avec la Contra.

POLITIQUE

7 La politique menée en Nouvelle-Calédonie inquiète M. Mitterrand.

DATES

2 II y a quarante ans, la signature des traités de paix de Paris.

SOCIÉTÉ

nominations Conseil supérieur de la magistrature.

9 La disparition de Michel

CULTURE

10 Andres del Sarto su palais

- Ceux de la zone, de Frank
- 9 Communication : le prix de cession de TF 1 (auite),

ÉCONOMIE

- 13 L'échec des négociations salariales dans la fonc-tion publique. La Caisse nationale de
- Crédit agricole vaudrait de 16 à 18,5 milliards de 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes grands marchés.

SERVICES

Météorologie 12 Mots croisés 12 Spectacles11 Loterie nationale 8

CHRONOLOGIE

Actualité, Immobilier, Métés, 6 Les événements de janvier 36.15 Tapez LEMONDE

· Actualité : les points forts de la semaine. Samedi-dimanche : las informations 24 h sur 24. Cinéma, théâtre, musique, livres : retrouvez la sélection du « Monde ».

La fin de la détention d'une équipe de MSF

Les ravisseurs somaliens ont libéré leurs otages

Les dix membres de l'équipe de Médecins sans frontières pris en otages par des rebelles somaliens, le 24 janvier, ont été remis par ceux-ci aux autorités éthiopiennes, le vendredi 6 février, Cette libération a'a pas en lieu en e territoire somalien libéré e comme le souhaitait appa-remment le Mouvement national somalien (MNS), mais en Ethiopie, probablement dans la localité de Dire-Dawa. Ils ont été ensuite réunis à Harar, dans l'est du pays, à environ 150 kilomètres de la Somalie. C'est de là qu'ils ont été acheminés à Addis-Abeba où ils ont été remis aux représentants du gouvernement

Un porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué que « les dispositions sont prises pour assurer leur rapatrie-

ment ». Un DC-8 spécial était attendu à Paris dans la soirée de

Les questions de forme jouant un très grand rôle dans cette affaire délicate, un léger retard sur le programme initialement prévu avait été pris samedi matin.

Le docteur Rony Brauman, président de MSF, a accueilli avec • un immense soulagement > les nouvelles en provenance d'Ethiopie.

- J'ai été en contact quotidien avec le groupe des ravisseurs et il n'y a jamais eu de revendications exprimées », a dit M. Brauman, ajoutant : « Selon moi, leur seul but était d'attirer sur eux l'attention des médias et de l'opinion interna-

HONGRIE: la crise dans les milieux littéraires

Un nouveau « syndicat » regroupe les écrivains proches du parti

Deux mois après l'éclatement de l'Association des écrivains hongrois, accusée par certains de ses membres de « dévier de la ligne du parti », un «Syndicat des écrivains, poètes et traducteurs » s'est constitué en Hongrie. Cependant cette organisation, d'un type tout à fait nouveau en Europe de l'Est, n'est pas exclusivement coustimée de fidèles déclarés du pouvoir. Elle est présidée par M= Erzsébet Galgoczi, auteur de livres plutôt non conformistes. L'ancienne Association des écrivains, en butte à l'hostilité du parti, poursuit ses acti-

Le nouveau syndicat réunit aussi bien des membres de l'Association des écrivains que ceux qui l'on quit-tée à l'issue de l'assemblée mouvementée tenue les 29 et 30 novembre. On semble donc être en présence d'une véritable · mini-révolution culturelle à la hongroise ».

Depuis l'assemblée précédente de l'Association des écrivains en 1981. les milieux intellectuels, encouragés par le climat relativement détendu qui règne dans leur pays, avaient multiplié les débats. A plusieurs reprises, ces débats se sont traduits par des affrontements avec certains responsables de la politique cultu-relle de l'appareil du parti et de l'Etat. Ces derniers, tout en s'opposant au retour - même de manière déguisée - des méthodes « administratives » de la période stalinienne, dont eux-mêmes avaient été parfois victimes, voulaient freiner ce qu'en Occident on appelle « libéralisation » du système politique de crainte d'un « débordement ». C'est la raison invoquée, du moins en privé, pour justifier devant les observateurs étrangers l'interdiction, en août dernier, de la publication iusau'à nouvel ordre « des pièces de théâtre de l'écrivain Istvan Csurka, accusé d'avoir fait des · déclarations imprudentes - lors d'une tournée aux Etats-Unis, et qui porterait atteinte « aux intérêts de la Hongrie ».

Une grande confusion

D'autre part, la suspension d'une revue littéraire qui s'était fait remarquer à plusieurs reprises par ses prises de position engagées sur des sujets « délicats » (par exemple, le sort de la minorité hongroise en Transylvanie) a également été mai accueillie. Pendant l'assemblée des écrivains du mois de novembre, en présence de 444 des 612 membres de l'Association, la crise a éclaté en raison du ton de l'intervention de M. Janos Berecz, secrétaire du comité central chargé de l'agitation. de la propagande et de la presse, l'un des trois ou quatre successeurs possibles de M. Janos Kadar. Plu-sieurs orateurs l'ont accusé de se comporter en - Réval version paysanne - (une allusion à Jozsef Révai, idéologue intolérant des années 50, d'origine bourgeoise). On a parlé de censure et de presalors que, de son côté, M. Berecz traitait certains écrivains d'« irres-

ponsables .. Pourtant, à aucun moment, les débats n'ont clairement opposé - staliniens » et « libéraux », confirmant ainsi que ce clivage ne correspond plus aux réalités hongroises (voir le Monde du 21 novembre 1986). En effet, parmi les vingt-sept intellectuels ayant quitté l'Association pour se retrouver en majorité au le biographe officiel de M. Kadar, les rédacteurs en chef des principaux journaux littéraires, le directeur de l'entreprise de production de films, des écrivains, poètes et traducteurs de plusieurs tendances, chacun avec un passé politique dif-férent. Les démissionnaires reprochent à la nouvelle direction de · dévier des positions du parti » mais sans être pour autant d'accord avec toutes les décisions récentes. C'est ainsi que l'écrivain Sandor Fekete, auteur sous le pseudonyme de Hung aricus d'un document célèbre sur l'état de la société hongroise au lendemain de l'écrasement de l'insurrection de 1956 (document diffusé clandestinement à l'époque), bien que mécontent de la nouvelle direction « qui fait le jeu des ennemis de la réforme », s'oppose à l'interdiction de l'écrivain Istvan Csurka ou à la démission forcée des anciens rédacteurs de la revue Tis-

Au total, la situation actuelle paraît d'une grande confusion. Il est plus que vraisemblable que les débats dépassent le cas de l'association (qui, affirme le ministre de la culture, M. Béla Köpeczi, - n'est plus représentative de l'ensemble des écrivains ») et tournent encore et toujours autour du problème de la succession de M. Kadar. Le malaise entre un pouvoir globalement favorable aux réformes, à condition ou'elles n'aillent pas trop loin, et certains intellectuels s'est aggravé.

Les démissionnaires de l'Association qui se veulent - réalistes - espèrent que les changements en URSS permettront une réelle libéralisation de la vie intellectuelle hongroise. Mais, bon gré mal gré, dans l'attente de ces changements (qui resteut à réaliser), un alignement sur la politique officielle leur semble être la seule voie praticable, ce que contestent précisément une partie des écrivains engagés dans un combat diffi-cile et hasardeux.

THOMAS SCHREIBER.

TENNIS : Tournoi de Lyon. Yannick Noah s'est qualifié, ven-dredi 6 février, pour les demi-finales du tournoi de Lyon, doté de 175 000 dollars, en battant l'Améri-cain Blaine Willenborg 6-2, 6-3. Il sera opposé à l'Américain Kelly Jones, vainqueur de Guy Forget, 5-7, 6-4, 7-8. Dans l'autre demi-finale, le Suédois Joskym Nyström, qui a battu Jérôme Potier, 6-3, 6-4, ren-contrera l'Américain Todd Nelson. vainqueur de son compatriote Bud

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

SOUDAN

Libération de deux Italiens détenus par des guérilleros éthiopiens

ROME de notre correspondant

L'Italie est à son tour frappée par des prises d'otages. La plus récente, qui avait eu lieu le 27 décembre der-nier en Ethiopie, a connu un heu-reux dénouement, le vendredi feux denouement, le vendreur 6 février, avec la libération à Khar-toum, au Soudan, de deux techni-ciens, MM. Giorgio Marchio et Dino Marteddu, qui avaient été enlevés par des guérilleros du Parti révolutionnaire du peuple éthiopien, un groupe d'opposants au régime marxiste du colonel Menguistu.

Les deux hommes avaient été enlevés en compagnie de huit ouvriers éthiopiens travaillant sur un chantier à Tana Beles, dans le sud du pays, lors d'une action particulièrement sanglante puisqu'elle avait provoqué la mort de quarante personnes, trente soldats d'Addis-Abeba et dix civils. Les deux Ita-liens étaient attendus à Rome le

samedi 7 février. Les huit Ethiopiens out eux aussi été relâchés par leurs ravisseurs. Les négociations ont été conduites, côté italien, par M. Francesco Forte, responsable du Fonds d'aide italien au tiers-monde.

Trois missionnaires italiens demeurent par ailleurs détenus au Mozambique depuis le 13 décem-bre, aux mains des guérilleros hostiles au régime marxiste de Maputo,

Au Liban, en revanche, où elle avait de 1982 à 1984 participé à la force multinationale d'intervention, l'Italie n'a pas d'otages. Périodiquement, cependant, des menaces parviennent à Rome du Proche-Orient en vue d'obtenir la libération de Joséphine Abdo Sarkis et d'un de ses compagnons, Mohamed El Man-sour, arrêtés fin 1984 et soupçonnés d'appartenir aux Forces armées révolutionnaires libanaises (FARL).

JEAN-PIERRE CLERC.

Des experts occidentaux de la lutte antiterroriste vont se réunir à Rome

Les Etats-Unis discuteront avec leurs alliés du terrorisme dans deux semaines à Rome, avec un ordre du jour plus restreint que pour la ren-contre annulée par Washington face aux objections européennes, a-t-on appris vendredi 6 février au département d'Etal. On précise à Washington que cette rencontre, qui regroupe des experts des différents pays concernés, était prévue de longue date, bien qu'elle n'ait jamais eté annoncée, et qu'elle fait suite à des réunes semble bles qui se sont discrètement tenues à Tokyo en septembre et décembre derniers.

Des experts allemands, amériavait faite M. cains, britanniques, canadiens, fran-à Washington.

çais, italiens et japonais - c'est-àdire des sept pays qui participent au sommet annuel des nations les plus industrialisées - doivent y discuter, notamment, des problèmes de sécurité aérienne. Le gouvernement américain avait souhaité qu'une rencontre entre responsables de ces mêmes pays soit organisée à partir de vendredi à Rome pour discuter de l'actuelle aituation au Liban, mais la réunion avait été supprimée dres et Bonn (le Monde des 6 et 7 février), après l'annonce qu'en avait faite M. Andreotti, de passage

Une décision de la direction de l'aviation civile

La compagnie Point Air interdite de vol

Nous ne pouvions prendre le contrôles inopinés, dont les résul-risque d'un accident. - La direction tats ont été parlants. Le Point a générale de l'aviation civile (DGAC) a interdit de vol, depuis le 5 février, les deux DC-8 exploités par la compagnie charter Point Air, filiale de l'association de voyage Le Point de Mulhouse. Les raisons de cette mesure, catastrophique pour la compagnie, sont « des manas graves dans l'exploitation des avions », mettant en cause la sécurité des vols (le Monde du 7 février).

M. Daniel Tennenbaum, directeur général de l'aviation civile, s'est expliqué, le 6 février, sur cette décision. « Nous avions des doutes au sujet de Point Air depuis longtemps, a-t-il déclaré. Nous les avions prévenus, mais ils n'avaient pas tenu compte de nos mises en garde. En décembre dernier, nous avions été obligés d'arrêter l'exploitation de leur Boeing-707, qui ne respectait plus les normes de sécurité. Dans les dernières semaines de

janvier, nous avons réalisé des

Inquiétude des passagers

Les pessagers de la compa-gnie Point Air bloqués à l'étran-ger, en particulier à la Réunton, s'inquiètent de leurs conditions de retour en Europe. Air France s'est déclarée prêts à les rapa-trier, si Point Air en fait la demande la ministère des transdemande. Le ministère des trans ports a en tout cas autorisé la compagnie de charter à affréter des appareils pour le retour de

A la Réunion, la décision de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) a provoqué une surprise, en particulier pour M. Lagourgue, président du conseil régional, qui avant au des assurances de la part de celle-ci en octobre demier, a-t-il indiqué à notre correspondant dans l'île. Alix Dijoux. La région avait consenti une avance de 65 mil-lions de francs à Point Air pour l'achat d'un DC-8 remotorisé, en échange d'une liaison habdomadaire Mulhouse-Gillot penda dix ans. Le monopole d'Air France avait ainsi été rompu, et les tarifs abaissés.

commis soixante-sept infractions à la réglementation sur le temps de vol des équipages. Il a utilisé du personnel incompétent et, par exem-ple, un pilote non qualifié sur DC-8. Deux cents kilos de fret n'ont pas été arrimés dans la soute, et leur déplacement aurait pu endommages des commmandes vitales. »

- Des incidents survenus en vol n'ont pas été répertoriés, poursuit M. Tennenbaum. Ainsi, la surchauffe d'un moteur, ayant amené l'équipage à le couper quatre fois au cours d'un vol, n'a pas été consignée, selon les procédures obligatoires. Enfin, certains avions ont décollé avec une surcharge de pas-sagers et de bagages, ce qui aurait pu être catastrophique en cas de panne d'un moteur.

Le réquisitoire ainsi dressé change des confidences distillées au cours des derniers mois par les responsables de la DGAC, qui disaient à qui voulait les entendre qu'ils ne feraient pas voyager leurs enfants sur un avion du Point. Mais on pouvait alors mettre sur le compte de l'incompréhension les propos de ces professionnels de l'aviation, qui se sont toujours méfiés des militants du Point, soixante-huitards, tiersmondistes et bricoleurs hors pair du tourisme au long cours.

Les deux DC-8 du Point resteront cloués au sol jusqu'à ce que ses diri-geants présentent à la DGAC « une structure, des méthodes d'exploita-tion et des hommes crédibles du point de vue de la sécurité ».

M. Maurice Freund, président du M. Maurice Freund, président du Point, vout répliquer à ces décisions en demandant au juge des référés de les annuler. Il estime que les incidents surveaux ne sont pas imputables à sa compagnie. Selon lui, les critiques adressées à la sécurité des vois de Point Air ont commence dans les services officiels, où le Point a réfusé de c'aligner sur les tacife a refusé de s'aligner sur les tarifs officiels pour ses vols Paris-New-York en 1985. Selon toute vraisemblance, il faudra toutefois au Point d'autres arguments pour que ses

ALAIN FAUJAS,

Le numéro du « Monde » daté 7 février 1987 a été tiré à 509 537 exemplaires

La réunion du comité directeur du PS

M. Joxe plaide pour la «synthèse»

Alors que le comité directeur du se sont achevés - les mouvements de Parti socialiste se réunit, les samedi grève dans le socteur public, aion-7 et dimanche 8 février, pour examiner la possibilité d'une synthèse entre les orientations des différents courants du parti, M. Pierre Joze, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, s'est pro-noncé, dans un entretien accordé vendredi à l'AFP, pour un «accord général». M. Joxe estime qu'il general ». M. Jourd'hui, de « désac-cords fondamentaux » entre les socialistes. « Principale force de gauche » et « moteur de l'alter-nance », le PS, a-t-il déclaré, « a intérêt à s'unir », car « se diviser, à la seille du commèr l'effeiblique

la veille du congrès, l'affaiblirait aux yeux de l'opinion publique». L'éventualité du dépôt d'une motion par M. Jean Poperen, le «numéro deux» du parti, a, de nou-veau, fait l'objet d'un débat au sein du courant mitterrandiste, vendredi

Dans le rapport d'activité qu'il a présenté, samedi, à l'ouverture de la réunion du comité directeur, M. Poperen évoque, notamment, les problèmes agricoles et les « contraproblèmes agricoles et les « contra-dictions » dans lesquelles « s'enferme », selon lui, le ministre de l'agriculture, M. François Guil-laume. « L'effritement du capital de confiance dont il bénéficiait dans le monde agricole est de plus en plus net, juge M. Poperen. Les distances prises par les dirigeants des organi-sations professionnelles tradusent un malaise certain. » Sur la base des travant de son secrétariat à l'agritravaux de son secrétariat à l'agri-culture, le bureau exécutif du PS a décidé de rencontrer, dans les semaines qui viennent, les représen-

tants des organisations agricoles. M. Poperen estime, d'autre part, que « les conditions dans lesquelles

grève dans le secteur public, ajou-tées à « l'évolution économique de ces derniers mois », incitent « à penser que des risques de nouvelles secousses sociales sont en train de mûrir ». Selon le dirigeant socialiste, « le gouvernement ne peut, désormais, cacher qu'il ne tient plus rien de sa politique économique », même dans la lutte contre l'inflation, car « une libération des prix brutale et non modulée est la cause principale [du] renversement de ten-dance » observé dans ce domaine.

Pour M. Poperen, « Chirac, c'est le refus de la concertation », symbolisé, particulièrement, par le « décret des petits chefs ». Devant la « perte de crédibilité du chef de gouvernement ». la « majorité paralt se distendre », observe M. Poperen. « Le groupe parlemen-taire RPR se raidit et exige une nouvelle radicalisation de la politi-que de la droite, relèvet-il, tandis que l'UDF évolue vers un regroupe-ment autour de Barre. « La montée de « l'homme des 14,5 % d'inflation et du doublement du nombre des chômeurs - a pour résultat, sonligne M. Poperen, que « l'Issue de la pré-sidentielle, dans les diverses hypo-thèses, semble moins assurée ».

-1 ***

, in the second

ه د ځي.

the property of the

No. 146

 $\nabla h(x) = (y - y)_{x}$

for exempt

医多头脑皮炎

1 33% may

To 🕿 . see, con

Wiles bearing

" ret or - ga

100

4 192

17.00

80 12 12

Para is and

and the same of the party of

Also than

The water

a turning tights

Le fra maringenta

THE RESERVE AND

14. 2. 5 · m.

a legal segregar

Torres of a

State of the

" . I ma

z. 6.**

The same of the same of

T. .

With the same

Can Carlo

A TO SERVE

2.5.

The State of the S

1

Marian 1 day

وومك

Harry Section

20

· M. Michel Rocard et la rigueur économique. - M. Michel Rocard écrit, dans le numéro de février de sa lettre d'information, Conveincre, que « la rigueur économique raste absolument nécesseire », mais que « l'effort demandé aux Français » doit être « équitablement réparti ». « La solidanté est l'exact contraire d'une addition de cientélismes. J

La composition du Conseil supérieur du mécénat culturel

Le Conseil supérieur du mécénat culturel, que M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, vient de créer per décret (le Monde du 7 février), est

composé comme suit : Président : M. Michel DAVID-WEILL, associé-gérant de la Ban-

que Lazare Frères et Ca; Vice-président : M. Jean CAS-TAREDE, ancien directeur de l'administration générale au ministère de la culture, actuellement délé-gué général de l'Union des super-marchés.

Membres: M. Pierre ALE-CHINSKY, peintre; Mar Régine: CHOPINOT, chorégraphe; M. Jean-Pierre CUZIN, conservateur au département des peintures au musée du Louvre; M. Jacques DAROLLES, directeur de la Maison de la culture de Reims; M. François ESSIG, directeur géné-ral de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris; M. Alain GRANGE-CABANE, maître des requêtes au Conseil d'Etat, vice-président de l'Union des annoncents; M. Jean LEMIERRE, isnspecteur des finances, chef adjoint du service de législation fiscale au ministère des finances; M. Bruno LUSSATO, écrivain, économiste, professeur au Conservatoire national

des arts et métiers; M. Alais-Dominique PERRIN, PDG de Car-tier; ; M. M. Judith PISAR, présidente du centre Culturel américain à Paris; M. Patrick RASSAT, professeur à l'Ecole des hautes études commerciales, spécialiste de la fiscalité du mécénat ; M. Eraest-Antoine SEILLIERE, administrateur directeur général de la Compagnie générale d'industrie et de participation (CGIP); M. Jean-Ludovic SILICANI, maitre des requêtes au Conseil d'Etat, directeur de l'administration et de directeur de l'administration et de l'environnement culturel au ministère de la culture et de la communication; M. Daniel TEMPLON, directeur de galeries d'art; M. Jacques CARAT, sénateur (PS) du Val-de-Marne, rapporteur du budget de la culture au Sénat; M. Jean de GAULLE, député (RPR) des Deux Sévres, rapporteur du budget Deux-Sèvres, rapporteur du budget de la culture à l'Assemblée nationele; M. Pierre-Caristian TAIT-TINGER, sénateur (UREI), viceprésident du Sénat, ancien ministre.

[NDLR. - Une regrettable coquille typographique nous a fait écrire, dans le Monde daté du 7 février 1987, que la mise en place d'une procédure de colmancement Etnt-entreprises s'applique-ralt aux « profits culturels ». C'est bien entendu « projets culturels » qu'il fai-lait lire.]

· Arraitonnement per Israil d'un navire transportant une cir-quantaine de combattants palesti-nians. — La marine israélienne a arraisonné, vendredi 6 février, un navire effectuent la lieison Chypre-Liben ayant une cinquentaine de compattante palestinians à bord, a annoncé, samedi, le porte-parole de l'armée Israélienne. Selon ce dernier, les combattents appartensient tous au Fatah (principale composante de l'OLP). — (AFP.)

 POLYNÉSIE : le port de Papeste reste bioqué. — Le conflit qui a éclaté sur le port de Papeste reste figé à Tahiti où les dockers en grève bloquent depuis le lundi 2 février les accès aux quais. l'examen d'un rapport élaboré par une commission d'études de la manutention portuairs. Cette discussion sera reprise mardi, mais à huisclas, cette fois. Tour à tour, les des acconiers, employeurs de maind'œuvre sur les quais, ont quitté la séance, jeudi dernier, en claquant la

De son côté, la comité économique et social de la Polynésie fran-caise a indiqué qu'il ne saurait e res-ter insensible à la situation engendrée par le lexisme des uns et l'intransigeance d'une catégorie de travailleurs ». Il « souhaite qu'une solution respectant les droite de cha-que partie soit trouvée afin que plus jamais l'ensemble de la population ne ae trouve en position d'otage ».

M. Gaston Flosse, président du gouvernement territorial, a décidé de réunir samedi un comité central élargi du mouvement politique qu'il anime afin d'examiner la situation politique. économique et sociale du territoire.

SAUMUR

75° Foire aux vins les 7 et 8 février 1987

ABC "EFGH